

DILEMMES ET CONTROVERSES

is, pour rassurer mon vieil instituteur du Cours Élémentaire, et J. D., un chiffre vrait suffire : j'ai pu faire vérifier cet hiver 20 000 calculs de ma thèse actuellement en éparation. Le taux d'erreurs portant sur l'unité ⁶ est de 0,5 %, le taux d'erreurs portant r la dizaine de 0,015 %.

Mais abordons maintenant les points de désaccord. Une remarque est singulièrement vélatrice de la différence entre nos conceptions de la critique scientifique. A propos de mortalité infantile et juvénile, J. D. consacre trois paragraphes à contester un développement de mon livre (pp. 53-54). Or je suis à peu près entièrement d'accord avec lui... et j'ai écrit : « résultats sommaires et éminemment critiquables », à utiliser « avec une rande prudence », ce pour « des résultats incertains », et je tire de cela la conclusion que la source « ne se prête que très difficilement à toute étude qui touche aux structures émographiques ». Il me semble que J. D. enfonce là une porte que j'avais largement ouverte. Il faut dire que, de son propre aveu, c'est là, ce serait là plutôt, « erreur énielle ».

Autre exemple typique : J. D. me reproche, à juste titre, de rétablir le nombre réel es naissances en évaluant à 10 % la part de celles non suivies de baptêmes. Mais il ublie de préciser que je n'utilise cette méthode que dans un seul cas *précis* (la tentative un établissement de l'état de la population ⁷), et *jamais* pour l'étude de l'évolution de la population. Alors, pourquoi formuler un reproche non fondé ?

J. D., mieux encore, me fait grief de ne pas avoir posé franchement le problème du sous-enregistrement des baptêmes, lié à la négligence des curés ou à l'existence de communautés protestantes. Le lecteur voudra bien se reporter, dans un chapitre entier consacré à la critique des sources, aux pages 38-40, où ces points sont expressément bordés. Mais peut-être n'est-ce pas « franchement » ?

Quelques lignes plus bas est mise en cause mon étude socio-économique des arnaissances nantaises. Je dois préciser que, contrairement aux affirmations de J. D., j'ai très xactement « cherché à croiser les données nominatives tirées des registres paroissiaux vec celles qu'auraient pu fournir les rôles fiscaux », ce que j'explique p. 214 ⁸. Les mites de mes catégories sont certes arbitraires mais, à mon sens, parfaitement adaptées u but recherché, c'est-à-dire la mise en évidence des paroisses à fortes masses de vœuvres, *a priori* supposés plus sujets à subir les répercussions des crises.

Reste l'abandon de la méthode de reconstitution des familles. J. D. aurait aimé « voir e plus près » certains registres : je lui propose une excursion parmi les registres du pays antais et même, s'il le veut, les registres bretons du xvi^e siècle, que je crois connaître maintenant assez bien. Que répondre d'autre ? En tout cas cet « abandon » ⁹ ne fait abso- iment pas « changer l'étude de nature » : il n'a jamais été question de faire autre chose... ue ce que permettaient les sources ! C'est simplement une brusque prise de conscience ar J. D. qu'il s'agit, dans ce pays nantais, non pas d'une étude « au télé-objectif », telle ue celles dont il a l'habitude, mais bien, j'accepte le terme, d'un travail « au grand ngle ». J'ai écrit, et je pense toujours, que c'est l'avenir, au moins à moyen terme, en nature d'histoire démographique du xvi^e et du début xvi^e siècle.

Passons au problème des mouvements saisonniers. J. D. se demande d'abord si mes ndices sont corrigés : tout ignare que je puisse être, je pensais qu'il s'agissait là du A.B.A. en la matière. J. D. le sait d'ailleurs fort bien puisque, le 1-VI-1967, après la ublication d'un article ¹⁰ qui présentait l'essentiel de mon travail, il me transmettait « toutes ses félicitations » et me demandait l'autorisation de reproduire dans l'*Histoire Générale de la Population mondiale* « quelques-uns de mes graphiques », en particulier eux... « du mouvement mensuel des mariages et des conceptions » !!! Dois-je penser que a p. 113 de l'*Histoire Générale*, graphiques d'Alain Croix commentés par Jacques upâquier, est mauvaise ? Dois-je penser que, s'il m'est interdit d'établir des graphiques ur moins de 1 000 cas, J. D. lui, peut les reprendre en leur donnant par là-même un

label de qualité ¹¹ ? D'autant que, oublié malheureux, mon critique omet de préciser que, pour les mariages comme pour les conceptions, mon étude par paroisse s'accompagne d'un graphique de synthèse, regroupant les données de toutes les paroisses. On monte ainsi pour les conceptions urbaines jusqu'à 58 000 actes ! Il me semble dès lors parfaite- ment rigoureux d'établir des graphiques paroissiaux sur de faibles effectifs pour autant que l'interprétation en demeure prudente ¹².

Sur le fond, J. D. relève la relativité, évidente, du minimum secondaire d'été pour les mariages ; encore que le savant commentateur des graphiques publiés dans l'*Histoire Générale* l'utilisait lui-même pour souligner le décalage entre ville et campagne... De même, les critiques fondées sur la faiblesse des effectifs qui servent à l'étude de l'évolu- tion du mouvement saisonnier me semblent tomber quand on relit, p. 93, « qu'on atteint là aux limites de l'interprétation ». N'est-ce pas clair ? Ne doit pas être clair en revanche le paragraphe de la p. 92 où j'explique, à propos de « la concordance entre les deux mouvements saisonniers des mariages et des conceptions » que « les mêmes explications, religieuses dans un cas, économique dans l'autre ¹³, peuvent donc intervenir », chaque point étant ensuite longuement développé. Je n'ai évidemment jamais expliqué le creux des conceptions par celui des mariages, bourde que seule une lecture pour le moins hâtive du texte a pu faire découvrir. Enfin, le mouvement saisonnier des sépultures, ef- fectivement « plat », est fortement affecté par l'absence de la mortalité infantile, ce que j'explique p. 101, et ce qui tend naturellement à étayer ma conception de l'impossibilité d'une réelle reconstitution des familles à partir de tels documents.

Sur le plan technique, la position de J. D., qui veut étroitement limiter l'emploi des médianes mobiles, est à mes yeux fâcheusement dogmatique. J'y ai vu un outil mathé- matique, particulièrement apte, en éliminant l'effet à court terme des crises, à faire ap- paraître cycles courts ¹⁴ et conjoncture, toutes choses que mon chapitre V démontre je crois. Nous sommes donc ici en total désaccord, et je n'en rejette l'emploi que pour l'étude de phénomènes à très court terme, en raison évidemment du léger décalage qu'il entraîne. Ainsi l'exemple choisi par J. D., une fois corrigée son erreur de calcul, devient :

Saint-Aignan-de-Grandlieu	moyenne 1516-1527	moyenne 1528-1536
	29,25	31,80

Mais, si on décale seulement d'un an la seconde époque, on obtient pour 1529-1537, 29,1, soit un très léger tassement analogue à celui du graphique 26 (p. 157) !

La discussion est plus ouverte à mon sens à propos du quotient baptêmes/mariages, que j'estime rudimentaire comme d'ailleurs L. Henry et R. Mols auxquels je fais réfé- rence, mais que J. D. semble porter en plus haute estime. Toujours est-il qu'il révèle des « variations » qui « inquiètent » J. D... comme, une fois encore, elles m'ont moi-même inquiété, si du moins « doute » et « incertitude » (p. 53) expriment bien une nette réserve.

Sur l'emploi des coefficients, la critique de J. D. défigure totalement ma position. Je rejette en effet *expressément* (p. 206) l'emploi de tels coefficients standardisés et large- ment arbitraires, au profit de « fourchettes ». Quant à la majoration des chiffres de 10 %, la condamnation de J. D. est peut-être fondée, mais il aurait fallu, me semble-t-il, réfuter mes arguments (p. 205), et rappeler que je ne prétends avoir là qu'une idée « approxima- tive » de la population, ce qui est peut-être sans intérêt pour le xviii^e siècle, mais à mon sens préférable à rien du tout pour le xvi^e.

Terminons enfin avec le problème des migrations. Une fois encore J. D. ne semble pas avoir lu mon approche méthodologique. Loin de prétendre parvenir à des résultats exacts, j'ai précisé qu'ils n'avaient de « valeur qu'indicative ¹⁵ ». D'ailleurs, de l'avis

ignorent la crise qu'on leur attribue (Saint-Michel-Chef-Chef, mêler paroisses toutes petites (Nantes St-Laurent : 1, 0 et 11 sépultures !) et très grandes (Nantes St-Nicolas : 116, 150, 202), mêler paroisses à enregistrement médiocre et paroisses où il est très mauvais (Châteaubriant, la Chapelle-sur-Erdre, Saint-Brévin, Saint-Michel-Chef-Chef), et quelle année exacte J. D. a-t-il choisie comme année de crise à Nantes St-Clement où, fait exceptionnel, se succèdent trois années terribles ? Il est dès lors superflu de préciser que, même en acceptant la méthode de J. D., nos chiffres ne correspondent pas avec les siens !

21. « Tout recul des conceptions... lui semble un indice suffisant pour trancher », écrit J. D. Qui partagera cet avis à la lecture de mon chapitre ?

22. Reprenant en cela l'étude magnifique de R. Le PRONON, *Démographie du Pays de Léon au XVIII^e siècle*, Thèse de 3^e Cycle, dact., Rennes, 1972.

23. Ceux cités supra notamment.

24. Graph. 58, hors-texte. Je puis aujourd'hui affirmer que ce n'est pas là une exception en Bretagne.

★

Il était normal que les Annales, qui avaient accueilli l'article de J. Dupâquier, ouvrent leurs pages à la défense d'A. Croix. Mais une polémique scientifique n'a d'intérêt que si elle débouche sur la formulation neuve d'un problème. Nous nous félicitons donc de publier à la suite de cette réponse un texte établi en commun par les deux auteurs : tout en enregistrant des divergences sur le fond, il formule une question et fait attendre une recherche dont nous souhaitons présenter bientôt les premiers résultats.

★

La vivacité de l'échange dont on vient de lire ici le second volet reflète bien la passion de deux historiens pour leur métier. Aucun de nous deux, c'est bien évident, n'a voulu blesser l'autre. Nous sommes également très conscients qu'aucun travail n'est parfait. Ainsi, depuis l'achèvement de l'enquête sur le Pays Nantais, la démographie historique a sensiblement progressé. De même, certaines critiques ont sans doute résulté d'une incompréhension mutuelle. Tout cela représente l'aspect superficiel du débat.

Ceci dit, cette confrontation aboutit à deux conclusions extrêmement positives.

Elle permet tout d'abord de dresser un bilan, celui des points de désaccord. Sur le plan méthodologique, l'enjeu est la possibilité ou non d'appliquer aux sources du xvi^e siècle (et on pourrait sans aucun doute étendre le débat à celles de la première moitié du xvii^e siècle) la méthode de reconstitution des familles.

De manière générale, A. Croix pense que cette application est, sinon impossible, du moins extrêmement décevante : l'argument principal est la mauvaise qualité des registres de sépultures. Dès lors, les marges d'erreur, les incertitudes deviennent telles qu'une analyse raffinée se révèle disproportionnée : c'est la mouche attaquée au marteau-pilon.

De son côté, J. Dupâquier estime que la méthode de reconstitution des familles est irremplaçable en démographie historique. Sans méconnaître les imperfections et les lacunes des registres du xvi^e siècle, il pense qu'on peut ainsi arriver à connaître la distribution des âges au mariage, la fréquence des conceptions pré-nuptiales, la répartition des intervalles entre naissances, etc., comme cela a été fait en Lorraine par Guy Cabourdin.

Ce désaccord n'est pas insoluble : J. Dupâquier a cherché à reprendre l'analyse des statistiques publiées par A. Croix. Ce dernier quant à lui a maintenant procédé à la

reconstitution des familles de cinq paroisses pour la première moitié du xvii^e siècle. Un exposé conjoint des résultats obtenus par chacun de nous permettra très prochainement de nourrir le débat.

Sur le fond, nous demeurons en désaccord sur le rôle des crises dans la démographie d'Ancien Régime, et plus encore sur l'analyse de ces crises. J. Dupâquier estime que dans la mesure où les données permettent de faire un diagnostic, la plupart des crises de mortalité du Pays Nantais semblent d'origine épidémique. A. Croix insiste sur le rôle déterminant des subsistances. Encore faut-il nuancer l'opposition : J. Dupâquier n'a jamais nié que les subsistances pouvaient jouer un rôle important ; A. Croix n'en a jamais fait la seule explication.

Sur ce problème aussi, déjà « classique », mais sans doute pas encore définitivement réglé, le débat nous a permis d'approfondir notre réflexion. Nul doute qu'elle ne se traduise par de prochaines publications.

L'autre conclusion très positive de cette confrontation, c'est bien sûr la démonstration qu'un débat sans concession, lorsqu'il est mené par deux historiens sincères et de bonne foi, mène à un très réel enrichissement. De « l'affrontement », dépassé¹, nous en sommes venus, au terme de nombreux échanges, à une coopération constructive. Nous espérons tous deux qu'elle sera jugée à ses fruits.

Alain CROIX

Jacques DUPÂQUIER

1. L'article de J. Dupâquier a été rédigé en juin 1974 ; celui d'A. Croix en juillet 1975.

même de J. D. les conclusions ne sont pas ébranlées. Plus grave me semble être la querelle sur ma conviction qu'il s'agirait « *toujours* »¹⁶ de mariages entre paroissiens indigènes quand les origines d'un conjoint ne sont pas indiquées : ce qui est caricaturer une analyse beaucoup plus nuancée¹⁷.

On ne peut s'empêcher de regretter, pour conclure, que le nécessaire passage au crible de méthodes souvent originales, toujours longuement exposées, ait pu être à ce point faussé par tant d'inexactitudes.

B. Sur d'autres leçons de méthode et sur un problème de fond : le rôle des crises

Cette fois se pose un important et passionnant problème de fond : le rôle des crises dans la démographie d'Ancien Régime. Malheureusement, on va en juger, le débat est faussé dès le départ par de graves erreurs de méthodes dans la critique de J. D.

Telle que la présente J. D., ma pensée se résume ainsi : « tout s'explique par les crises de subsistances », j'en fais même une « théorie », je suis « obnubilé », ce qui est « inadmissible en 1974 », comme d'ailleurs « de torturer les chiffres pour leur faire tout avouer », etc. Eh bien, oui, J. D. a entièrement raison. Tout cela est inadmissible, j'en conviens. Le hic est que je n'ai, évidemment, jamais écrit et encore moins pensé de telles énormités.

Tentons la démonstration, en passant en revue tous les arguments de J. D. Prenons ainsi pour lui l'exemple de la crise de 1531-1532. Il conclut : « on a l'impression d'une crise diffuse, complexe, où la question des subsistances a peut-être joué un rôle, mais, de toute façon, on est loin du schéma affiché ». Or qu'ai-je écrit ? Pour Châteaubriant : « en fait la crise durait depuis la fin de 1528, avec une légère accalmie seulement en 1530, et une reprise très, très brève, au deuxième trimestre 1531. La crise de 1531-1532 n'est donc que l'aboutissement d'une série de mauvaises années ». Pour Montrelais : « la crise se manifeste surtout par une longue dépression, depuis la fin de 1529, avec naturellement un minimum du printemps 1531 à l'hiver 1532 ». Puis, à propos de l'ensemble des paroisses rurales : « dans l'ensemble donc, ces paroisses connaissent une longue série de mauvaises années de 1528 à 1533. La gravité de cette crise complexe se manifeste par l'absence ou le retard que met à se manifester l'euphorie démographique », en ajoutant, c'est la dernière phrase : « ainsi, dans cette véritable crise chronique, 1531-1532 n'est que le point minimum » (p. 118-119). Le lecteur voudra bien relire la critique de J. D. et juger.

Pour la crise de 1591-1593, je souligne, de fait, le rôle essentiel des subsistances, arguments à l'appui (p. 130). Mais, m'objecte J. D., comment expliquer des distorsions locales aussi nettes ? C'est vrai : Châteaubriant ne manifeste aucune baisse des conceptions, et pour cause, les années 1592-1593... manquent ! (graphique 23, p. 132). Quant à Varades, les chiffres donnent, en reprenant la méthode même de J. D., c'est-à-dire en comparant les années de crise à la moyenne des dix années antérieures :

moyenne des 10 années antérieures	1591	1592	1593	1594
baptêmes	55,4	40	36	67

Sans commentaire.

Passons à l'exemple de Châteaubriant en 1584. Il est vrai que je ne peux, faute de documents, expliquer pourquoi les conceptions reculent de 30 % à Châteaubriant et de 12,5 % à Soudan¹⁸. Peut-être, hypothèse vraisemblable, une épidémie a-t-elle touché Châteaubriant plus que Soudan. Mais en tout cas il sied mal à J. D. de me reprocher mon analyse : je conclus en effet à une crise « d'origine frumentaire », ce que les documents me permettent d'affirmer tout autant que le déroulement de la crise, mais

j'accompagne cette expression de la note suivante : « nous précisons d'origine car il est toujours possible qu'à la mortalité due à la famine s'ajoute celle d'une de ces 'pestes' qui éclatent, le fait est significatif, généralement en été » (p. 133, n. 41). Cette remarque fait ainsi la part du certain et du possible, et reste donc dans la ligne d'une démarche historique rigoureuse. Quant au dernier argument de mon critique, il fait sourire : certes ma chronologie des calamités ne mentionne qu'une mauvaise récolte en 1584. Un soupçon de curiosité en plus lui permettrait de noter *quatre mauvaises récoltes consécutives* de 1583 à 1586, et une famine attestée en... 1583¹⁹. Passons.

L'article précise encore que j'interprète « toutes les crises comme étant de subsistances ». Vérifions. Pour 1501-1502 : crise épidémique. Pour 1531-1532, priorité au facteur subsistances. Ensuite, J. D. compte 8 crises là où je n'en dégage que 6. Soit 1545-1546 : famine + peste (« la famine qui amène la recrudescence de la peste »). Pour 1562-1563 « il faut faire intervenir la conjonction de tous les facteurs possibles : ... guerre, peste, famine ». Pour 1582-1584 : « une double crise : une crise épidémique d'abord en 1582, puis une crise épidémico-frumentaire en 1583-1584 ». Puis 1586-1587, 1591-1593, 1597-1598, où j'attribue effectivement le rôle déterminant aux subsistances. Alors, où est la « théorie », où est le « schéma » ?²⁰

Quand donc J. D. prétend que j'explique « tout » par « les crises de subsistances », j'affirme qu'il s'agit d'une contre-vérité. Ce qui est exact, puisqu'il faut bien, une fois corrigées certaines erreurs, en venir au fond, c'est que je *privilegie*, dans le pays nantais du XVI^e siècle, le facteur subsistances parce que, démonstration à l'appui, cela me semble conforme à la réalité. Quoi qu'en pense J. D. on meurt de faim en pays nantais, et notamment... en 1531-1532 : une lecture plus attentive de mon livre aurait pu l'en convaincre, puisque je consacre un des quatre documents que j'ai annexés au texte à ce point précis (doc. IV, p. 322). Ceci posé, il est bien évident — et c'est je crois un des traits essentiels de ma méthode — que je nuance sans cesse mes appréciations²¹ : on admettra que 24 pages consacrées exclusivement à l'analyse des crises, cela fait beaucoup pour exposer un simple schéma. On admettra qu'une conclusion selon laquelle « la crise demeure un phénomène complexe : tout y est nuances... » (p. 139) n'est pas précisément celle d'un schéma. On admettra qu'un essai d'explication des crises qui consacre 4 pages au rôle des subsistances, 5 ½ au rôle de l'épidémie et 1 à celui de la guerre ne témoigne pas précisément d'une obsession frumentaire.

Non. La crise, selon moi, est le fruit d'un ensemble d'éléments, parmi lesquels il faut, sans doute, privilégier le niveau de production des subsistances, les possibilités d'échanges — correctif important —, l'importance des activités non agricoles, l'hygiène. A partir de ces éléments, je pense qu'en pays nantais, au XVI^e siècle, c'est le plus souvent la famine ou la disette qui fait le lit de l'épidémie. Alors que je conclurai, pour le Léon du XVII^e siècle par exemple²² au rôle prioritaire de la contagion. Nul dogmatisme donc : simplement analyse des documents *sans a priori* ni pour ni contre le rôle des crises de subsistances.

Quant au lien entre crises et conjoncture, il pose effectivement le problème de l'équilibre démographique. Je n'ai, évidemment, jamais écrit que « le plafond technique du peuplement était atteint au XVI^e siècle ». En revanche, je pense toujours que population d'une part, éléments socio-économiques d'autre part²³ oscillent, dans un mouvement dialectique, autour d'un niveau d'équilibre. Comment expliquer sinon cette ondulation régulière d'une courbe comme celle de Saint-Aignan-de-Grandlieu de 1504 à 1789²⁴ ? Ainsi les crises de la première moitié du siècle étaient à mes yeux mon interprétation. Pourquoi, en effet, certaines famines, certaines épidémies, ont-elles à long terme des conséquences vénielles, et d'autres (celles du dernier tiers du siècle) des conséquences beaucoup plus graves ? Je doute, à supposer qu'on puisse un jour le savoir, que *toutes* les calamités jusque vers 1560 frappent des classes d'âge improductives, et *toutes* celles de la

fin du siècle de jeunes reproducteurs. Ne s'agit-il pas plutôt d'un problème de contexte démographique, contexte de « monde plein » dans un cas, comme le dit si justement P. Chaunu, contexte de monde déprimé dans l'autre cas, pour le début du siècle ?

Cela, à mon sens, était le véritable intérêt du débat. Je suis sûr que J. Dupâquier, qui travaille depuis plusieurs années sur cette question, a d'excellents arguments. Pourquoi alors avoir éprouvé le besoin de « torturer mon texte », pour reprendre son expression ? Je pense que si théorie ou schéma il y a dans ce débat, c'est bien chez J. D. la théorie du rôle secondaire des crises de subsistances. Je refuse, personnellement, toute théorie, tout dogmatisme en la matière, et je pense l'avoir montré. Ce qui est vrai pour le pays nantais ne l'est pas pour le Léon, comme peut-être la vérité du Vexin Français devient erreur outre-Vilaine. Sa passion pour une idée neuve — ce qui est toujours sympathique — a, je le crains, conduit J. D. à vouloir trop prouver. C'est dommage, car ainsi l'essentiel de la critique reste à faire.

Alain Croix
Université de Poitiers

NOTES

1. « Statistique et démographie historique. Réflexions sur l'ouvrage d'A. Croix : Nantes et le pays nantais au XVI^e siècle », *Annales E.S.C.*, 1975, n° 2-3, pp. 394-401.
2. P. GOUBERT, *Beauvais et le Beauvaisis de 1600 à 1730*, Paris, 1958-1960, p. 27.
3. A. La Remaudière, la série baptismale commence en 1503, mais présente 7 lacunes de un à sept ans jusqu'en 1570 : j'ai alors interrompu le dépouillement. A Saint-Étienne-de-Corcoué, une lacune de 1557 à 1643 s'ajoute à des lacunes d'enregistrement mal discernables, à cause des faibles effectifs, mais certaines : ainsi aucun baptême en 1509. Seule Rochementru était abordable, mais les variations de ses 7 baptêmes annuels sont bien aléatoires...
4. De mon fait, et non de celui du typographe. Toutes les pages indiquées dans cet article sont celles de mon livre. Je profite de l'occasion pour signaler une autre coquille, p. 66, tableau en bas de page : lire Marie 6,3 et non 7,3.
5. Moyenne des baptêmes à Saint-Aignan-de-Grandlieu, 1516-1527 : 29,25 et non 26,7. Je m'étonne par ailleurs, puisqu'il est question de rigueur méthodologique, qu'on puisse, dans le tableau 1 de la page 398 calculer une moyenne « décennale » sur 4 années seulement, dont un chiffre douteux, et ce sans même le signaler (paroisse de Montrelais).
6. Pratiquement toutes sur une ou deux unités.
7. Point sur lequel je reviendrai, comme le fait J. Dupâquier.
8. « Il faut partir d'un état de la population, en l'occurrence les rôles de 1593, qui ne comportent que quelques indications de la profession pour Sainte-Croix, nettement plus heureusement pour Saint-Denis. La recherche d'un complément nous a conduit à noter le nom et la profession de tous les pères, mariés et décédés de ces paroisses dans les cinquante dernières années du siècle. Nous utilisons également les rôles très partiels dressés en 1586 pour les secours aux pauvres, et enfin pour Sainte-Croix la liste des paroissiens dressée entre 1588 et 1593. Il ne reste plus qu'à ranger tous les noms par ordre alphabétique, puis, liste par liste, à collationner toutes les professions... »

De même, j'explique avec précision, p. 211, les raisons de l'exclusion des non-imposés dans le calcul des moyennes : les sources ne permettent pas de faire autrement. Et je conclus : « donc, soulignons-le, il s'agit d'une moyenne de chefs de famille *imposés* (souligné dans le texte), ce qui tend à réduire les écarts entre les paroisses ». En quoi consiste donc la rigueur historique : à présenter des chiffres « parfaits » obtenus à l'aide de savants et souvent si fragiles taux de correc-

tion, ou à décaler les faiblesses des documents et à indiquer dans quelle mesure elles peuvent fausser les résultats ?

9. Après, signalons-le au lecteur qui n'a pu l'apprendre de J. D., un essai avorté : sur plusieurs centaines de familles nantaises bien définies, 4 se révèlent étudiées et une seule complète (pp. 47-49).

10. A. CROIX, « La démographie du pays nantais au XVI^e siècle », *Annales de Démographie Historique*, 1967, pp. 64-90.

11. Ces remarques, bien évidemment, ne mettent nullement en cause le travail de J. D. : seul mon livre est ici objet de débat.

12. Quant au reproche de ne pas publier tous mes chiffres, je crains qu'il n'ait fait sourire tous ceux qui ont eu mon livre entre les mains. Aux 216 pages de texte s'ajoutent en effet 88 pages de chiffres, et je pouvais difficilement demander à la VI^e Section de l'E.P.H.E., dans les conditions financières qui sont les siennes, de faire un plus gros effort. D'ailleurs, dans cet article de 1967 que J. D. connaît fort bien, j'ajoutais, selon une méthode qui a toujours été la mienne, 8 pages de chiffres (dont ceux des mouvements saisonniers) aux 19 pages de texte. Si reproche il doit y avoir, il me semble qu'en bonne logique il devrait s'adresser aux responsables des crédits de la recherche scientifique.

13. On parle ici des deux creux, de Carême et d'été.
14. Peut-être faut-il préciser qu'on entend ici cycles de 30 ans environ. L'expression, discutable sans doute, est toutefois admise par J. D.
15. Souligné dans le texte.
16. Souligné par moi.
17. Qu'on me pardonne cette longue citation, mais il me paraît grave, surtout quand c'est systématique, de schématiser jusqu'à la déformation une analyse qu'on critique. J'ai donc écrit (p. 175) : « Cette étude exige que l'origine de chaque conjoint soit indiquée... ce qui n'est le cas que pour le registre de Noyal-sur-Brutz. Nous avons cependant considéré comme acceptables les dénombrements effectués dans neuf autres paroisses. Pour trois d'entre elles, Anetz, Campbon et Marsac, toutes les indications d'origine sont celles d'étrangers. Il est donc permis de penser que les autres conjoints sont originaires de la paroisse où se célèbre le mariage. A La Chapelle-Launay, Fégéac et Guenrouet certains actes ne précisent pas l'origine des conjoints, respectivement 15, 6 et 10 %. Nous avons l'intime conviction, fondée sur le fait que ces registres sont très bien tenus et l'origine des étrangers indiquée avec précision, qu'il s'agit là de mariages entre paroissiens indigènes, le curé ayant simplement omis la traditionnelle formule finale : « les deux de la Chapelle » par exemple.

Nous avons la même conviction pour Maumusson et Saint-Mars-du-Désert, mais l'importance numérique des imprécisions, 36 et 30 %, nous oblige en toute honnêteté à considérer leurs résultats avec prudence. Il en sera de même pour Saint-Donatien, où nous n'avons pu nous former une opinion sur les origines non précisées, mais où la proportion d'oublis, 10 % seulement, diminue la portée d'une éventuelle sous-estimation. »

18. Toujours, selon la méthode de J. D., par rapport à la moyenne des dix années antérieures.

19. La chronologie des calamités distingue, précisons-le, documents de première main et ouvrages, et respecte scrupuleusement le vocabulaire de ces diverses sources. Ainsi s'explique la mention tantôt de « mauvaises récoltes » (toutes tirées de la thèse d'H. Lapeyre), tantôt de « famines ».

20. Dernier exemple : J. D. découvre que l'année-récolte est peu utilisable... mais je ne l'utilise à *aucun moment* de mon livre ! Elle n'apparaît que dans les tableaux annexes, à côté des chiffres par années civiles et ce toujours dans le souci d'éviter tout dogmatisme jusque dans le choix des techniques. Mais plus grave, la lecture de mon introduction méthodologique (p. 73) lui aurait évité toute hésitation : en Pays Nantais, comme d'ailleurs dans toute la Bretagne, l'année-récolte est particulièrement inadaptée, car aux céréales classiques s'ajoutent le sarrasin et même le mil, inconnus, je le suppose, dans le Vexin Français. Les récoltes sont ainsi beaucoup plus étalées dans l'année.

Relevons également, puisqu'il s'agit toujours de rigueur méthodologique, de singularités techniques dans l'établissement du tableau 2 de la p. 398. Inclure dans la liste des paroisses qui

Note critique

MOSCOU : LE PROCÈS DES ANNALES*

« Nous ne discuterons pas, malgré les apparences, entre contemporains. »¹

Un froid réquisitoire contre les *Annales*, suivi d'un jugement sans appel, nous parvient sous la forme de deux livres publiés en U.R.S.S. par les deux maisons d'édition les plus prestigieuses de Moscou, Mysl' et Nauka. L'ouvrage de Ju. N. Afanasev retrace l'histoire de l'École des *Annales* depuis leur fondation ; celui de M. N. Sokolova répond à un projet plus vaste, et les *Annales* y sont considérées comme une revue plus que comme un courant historiographique.

Les deux auteurs ont effectué des missions en France et ils ont eu accès, à en juger par leurs sources, au « spec-khran », réserve spéciale des bibliothèques soviétiques où reste inaccessible aux chercheurs ordinaires la plus grande partie des travaux occidentaux en sciences sociales. On examinera ensemble ces deux ouvrages parce qu'ils partagent la même référence théorique, le « marxisme-léninisme », et les mêmes opinions sur l'historiographie française. A une exception près : Afanasev reproche à Sokolova de refuser à l'œuvre de Braudel toute valeur scientifique et de la déclarer étrangère aux *Annales* (p. 138).

Le style, en revanche, diffère quelque peu : tandis qu'Afanasev se soucie de la respectabilité de ses thèses, Sokolova n'hésite pas à aller au bout de sa logique dans la formulation des siennes. La confrontation des passages suivants illustre leurs démarches respectives. Sokolova (p. 31) : « Aussi bien Bloch que Febvre ont essayé à tout prix, avec tout le poids de leur expérience et leurs explications de l'histoire d'atténuer les graves contradictions de leur société, de trouver dans le passé, dans l'histoire, la confirmation du caractère éternel et inébranlable du régime fondé sur la propriété privée et sur les droits de la bourgeoisie. » Afanasev (p. 243) lui objecte, en ajoutant le nom de Braudel, qu'ils ne l'ont pas fait « consciemment »...

Quelle est, au juste, la finalité de ces livres ? Ils semblent d'abord s'expliquer par la volonté des auteurs d'illustrer sur le « front de l'histoire » une thèse politique officielle : le propre de notre époque est d'accentuer la lutte idéologique. Par ce discours à usage interne, il

* A propos des ouvrages de Ju. N. AFANASEV, *L'historisme contre l'éclectisme*, Moscou, Mysl', 1980, 276 p. ; M. N. SOKOLOVA, *L'historiographie française contemporaine*, Moscou, Nauka, 1979, 360 p.

s'agit de montrer que l'historiographie occidentale servant les intérêts ennemis, elle a des limites que l'historiographie soviétique ignore. Par ailleurs, certains thèmes comme « la dénonciation de l'historiographie bourgeoise » sont des thèmes obligés de la recherche et de l'édition en U.R.S.S. Les volontaires pour ce genre de démonstration ne manquent pas et, à condition de respecter les règles en vigueur, ces sujets politiques assurent une « rentabilité » rapide. Dès l'introduction, Sokolova explicite cette dimension politique : « Le mot historiographie peut sembler exclusivement académique à première vue seulement... quelle que soit l'ancienneté de la période étudiée par l'historien, c'est sur les leçons de l'histoire et sur la légitimité du processus historique qu'on mène les discussions. C'est-à-dire autant sur le présent et le futur de l'humanité que sur son passé. (...) La base méthodologique de notre recherche est constituée par les travaux des classiques du marxisme-léninisme et les matériaux des conférences internationales des partis communistes, des congrès du P.C.U.S. et du P.C.F. » (p. 19).

Par respect pour les historiens soviétiques qui font honnêtement leur travail, ont difficilement accès aux travaux réalisés par l'« école des Annales », et n'en reçoivent qu'une image déformée par les soins d'Afanasev et de Sokolova ; par respect aussi pour la vérité, nous devons signaler ici quelques-uns des propos injurieux et des contre-vérités contenus dans ces ouvrages. Ils nous procurent ainsi l'occasion de saisir le fonctionnement du discours historique soviétique et, à ce titre, méritent d'être analysés.

★

Afanasev divise la chronologie des *Annales* en trois périodes : la première, celle de Febvre et Bloch, va de 1929 à 1946, la seconde, celle de Braudel, de 1946 à 1969. Elle est suivie par les nouvelles *Annales*, depuis 1969. Ce découpage résulte d'une lecture politique qui s'exprime avec force : chacun des trois chapitres — qui correspond aux trois périodes — s'ouvre en effet par un paragraphe consacré à la situation politique qui explique l'origine et le contenu de chaque étape, et se clôt par un bilan. Par deux fois, ces bilans nous informent aussi sur l'histoire en U.R.S.S. : ils rendent compte des énigmes que la recherche a su résoudre, et surtout indiquent les implications politico-idéologiques du traitement que les chercheurs font subir aux faits restitués. S'il y a des phases dans l'histoire des *Annales*, c'est que les difficultés politiques et économiques de la bourgeoisie lui imposent des efforts réitérés pour en comprendre les causes et leur trouver une issue. La pensée historique « bourgeoise » se trouve en état de crise permanente, chaque étape correspondant à une nouvelle tentative méthodologique pour en sortir, et s'achevant tout naturellement sur un échec. Dans cette perspective, les *Annales* naissent d'une double conjoncture. D'une part, la crise de 1929-1933, la montée du fascisme et du mouvement révolutionnaire, provoquent « la faillite du positivisme », du « libéralisme bourgeois classique », et du « réformisme à la Durkheim » (pp. 13-14). De l'autre, Marc Bloch et Lucien Febvre « ne cèdent pas à la panique générale et conservent un optimisme et une foi solides dans les possibilités de la science historique » (p. 10). Cette étape est la seule qui soit jugée globalement positive pour le développement de l'histoire en France. Dans « leurs recherches pour résoudre les problèmes gnoseologiques et méthodologiques... et malgré les fréquentes concessions à l'idéalisme et au relativisme subjectif, la ligne magistrale reste rationnelle » (p. 240). Politiquement, les *Annales* « étaient à gauche, elles marchaient avec le peuple de France » (p. 8). Forts de leur optimisme politique, Bloch et Febvre renouvelèrent l'historiographie « bourgeoise », et leur rejet des schémas anticomunistes influença positivement les recherches (pp. 61-63). C'est ainsi que Bloch put avoir du féodalisme une conception « absolument inaccessible à la pensée bourgeoise traditionnelle » (p. 72). Pourtant, fidèle à la « tradition de la pensée positiviste » (p. 76), il était condamné, par son « ignorance presque

complète du marxisme... et le poids énorme des conceptions bourgeoises... à ne pas franchir l'abîme séparant l'historiographie bourgeoise — pour laquelle seule des aspects isolés du processus historique sont accessibles à la connaissance — du marxisme qui permet une connaissance scientifique de l'ensemble du processus » (p. 72).

L'étape braudélienne, dont le trait marquant est « la tendance à construire une conception globale de l'histoire », correspond à l'essor de l'U.R.S.S. à la suite de la deuxième guerre mondiale, et à la nouvelle situation politique qui en découle. L'historiographie occidentale est alors conduite à « une modernisation méthodologique dont l'objectif était de s'opposer avec plus de succès au marxisme-léninisme » (p. 78). Les *Annales*, jusque-là « politiquement neutres » (p. 80), sont mises au pas par le grand capital — Ford et Rockefeller — et « étatisées » : l'attribution de subsides, les nominations de Febvre à la direction du C.N.R.S. et de Braudel au jury d'agrégation illustrent cet assujettissement. Dès lors, insinue Afanasev, les historiens des *Annales* ne pouvaient plus « mettre en doute les points de vue officiels » (p. 87). Double bilan pour Braudel : dans « l'étude concrète de certains problèmes », il faisait « avancer le savoir vers la vérité objective » (p. 133). Mais, pour ce qui est de son « orientation méthodologique et de ses résultats objectifs... il s'agit pour l'essentiel de l'antimarxisme qui se réduit à vouloir réfuter l'histoire comme processus unique et légitime du développement des formations sociales » (*idem*). Car, malgré son talent, Braudel n'a su voir chez Marx qu'un point de repère et il a considéré qu'il fallait aller au-delà » (p. 244). Dans le même sens, Sokolova démasque la fonction sociale de cette prétention : pour Braudel, « l'objectif immédiat des historiens est dans de nouvelles recherches susceptibles de les conduire vers la conclusion exigée : le régime où domine la propriété privée est inébranlable » (pp. 80-81).

C'est la troisième étape, celle des nouvelles *Annales* et « des professionnels de l'antimarxisme » qui constitue cependant la cible privilégiée de nos auteurs : abandonnant la voie tracée par Febvre et Bloch (Afanasev, pp. 246-247), Braudel prend l'initiative de cette déviation, et fait basculer les *Annales* « de l'appréciation prérévolutionnaire que Febvre portait sur la Révolution française » vers « sa propre conception antirévolutionnaire » (p. 217). Furet et Ferro se font les exécutants de cette politique, l'un pour la Révolution française, l'autre pour la Révolution russe. Ayant « fait les premiers pas pour évincer les hommes de l'histoire et pour les remplacer par des choses et par des structures » (p. 174), Braudel est également à l'origine de la « déshumanisation » de l'histoire, que Le Roy Ladurie pousse à son développement ultime, « l'histoire sans les hommes ». La continuité cependant ne va pas sans rupture, et les nouvelles *Annales* acquièrent leur physiognomie propre, en rejetant l'œuvre de Braudel : « Impossible de créer une histoire globale sans tenir compte des lois du matérialisme historique. Lorsque ceci devint évident, les jeunes historiens des *Annales* se détournèrent de l'histoire globale vers l'histoire sérielle et régionale » (Sokolova, p. 111), dans une nouvelle tentative pour mieux servir la classe dominante. L'histoire sérielle est rejetée en bloc par nos auteurs : les six volumes de chiffres de *Séville et l'Atlantique* n'ont pas réussi à tromper la vigilance de Sokolova : « En décrivant la lointaine jeunesse de la bourgeoisie, Chaunu espérait, comme Febvre et Braudel avant lui, pouvoir renforcer, grâce à l'histoire sérielle, la foi dans les possibilités illimitées de cette classe » (p. 114). Or, nous dit Sokolova, sous « la plume de Chaunu se révèle avec netteté l'étritesse méthodologique... de Braudel, incapable d'amener un savant à de larges généralisations sur l'histoire universelle » (p. 113). Les recherches de Chaunu ne présentent aucune valeur scientifique, que ce soit par « l'inconsistance de ses prémisses théoriques et méthodologiques... dirigées contre le marxisme-léninisme » (Afanasev, p. 196), ou par leurs résultats : « En conclusion, Chaunu n'a rien apporté de nouveau... » (Sokolova, p. 113).

Pour Afanasev, l'échec de Braudel serait double : à son « incapacité » et à ses « limitations bourgeoises » (p. 129) s'ajouterait l'action de ses disciples coupables de pousser

à l'extrême la « déshumanisation » et de transformer « son histoire globale en stratégie globale de l'anticommunisme français » (p. 246). Dans ce troisième chapitre sur les nouvelles *Annales*, Afanasev modifie la critique de Braudel qu'il avait présentée dans le chapitre précédent. Il concède, en effet, qu'« un approfondissement de la conception braudélienne de l'histoire globale aurait signifié objectivement un rapprochement en direction du marxisme » (p. 247). Plus encore, Afanasev découvre maintenant que l'histoire globale de Braudel est « dangereuse et subversive pour les fondements idéologiques des sciences sociales bourgeoises » (p. 222). Pourquoi cette amnistie généreuse tout à coup accordée à Braudel, qu'on avait rangé auparavant parmi les « antimarxistes » ? C'est que Braudel aurait à l'égard de l'U.R.S.S. une sympathie dont ni Bloch, ni Febvre, ni à plus forte raison les nouvelles *Annales* n'ont voulu témoigner (p. 245). Mais l'auteur ne peut pas opposer radicalement Braudel aux *Annales* des années 1970 et il reste que les *Annales* maintiennent à travers toute leur histoire une unité interne et indépendante de la volonté des hommes qui l'animent ; et une vocation : fournir une alternative à la conception marxiste-léniniste de l'histoire. « Les dirigeants de la V^e République, surtout après la mort de G. Pompidou, avaient besoin d'une conception globale qui, sans rejeter directement le marxisme, puisse s'opposer à lui et soit capable de détourner la jeunesse contestataire et les couches moyennes de la lutte des classes... L'histoire globale de Braudel, éloignée de la politique quotidienne, fut appelée, dans la variante élaborée par les nouvelles *Annales*, à jouer ce rôle. » (p. 175.) Les « jeunes directeurs des *Annales* » (pour l'occasion Afanasev leur associe péle-mêle « le centriste J. Lecanuet », le « secrétaire de la S.F.I.O. [sic] J.-P. Chevènement » et J. Ellenstein qui partagent avec les *Annales* l'illusion « d'une troisième voie entre le capitalisme classique et le socialisme réel ») « ont apporté une contribution considérable à la campagne anticomuniste et antimarxiste » et ont également fourni « dès le milieu des années 1970 le fondement prétendument scientifique qui manquait à la bourgeoisie française » (p. 250). Ainsi, pour écrire *Démocratie française*, V. Giscard d'Estaing aurait trouvé « les fondements de son livre dans les thèses des *Annales* » (*idem*). L'ancien président aurait été à la hauteur du service qu'on lui rendait : « A partir du milieu des années 1970, de généreux subsides gouvernementaux pleuvent sur les *Annales* » (p. 176).

Cette orientation, à la fois antibraudélienne et antimarxiste, se solde, sur le plan scientifique, par un désastre : « D'abord un piétinement sur place et, les dernières années, par un recul » (p. 247).

Afanasev et Sokolova ont-ils senti que leur étonnante interprétation ne suffirait pas à discréditer les *Annales* aux yeux de leurs lecteurs soviétiques ? Ont-ils senti que les *Annales* ne cadraient pas exactement avec le modèle de l'historiographie « bourgeoise » créé à Moscou ? Quoi qu'il en soit, les deux auteurs ont dû faire appel à leur imagination, multiplier les contre-vérités, les calomnies personnelles et la falsification manifeste des travaux des historiens des *Annales* pour asséoir leurs thèses. Ainsi, écrit Afanasev : « Après les événements de mai-juin 1968, une réunion élargie des *Annales* eut lieu... Ses résultats furent immédiats : Braudel fut de fait écarté de la direction de la revue, un directoire collectif fut créé, où des gens nouveaux firent leur entrée, M. Ferro, J. Le Goff et E. Le Roy Ladurie. Un des historiens le plus progressiste des *Annales*, R. Mandrou, abandonna le poste de secrétaire de la rédaction et sa place fut occupée par A. Burguière. Quelque temps après, Braudel fut destitué aussi de sa chaire de Civilisation Moderne du Collège de France. Le Roy Ladurie fut nommé à sa place » (p. 174).

Est-il besoin de dire que ce récit est pure fiction, que Mandrou quitta la rédaction des *Annales* en 1962 et non pas en 1968 ; que Braudel qui à l'époque, assumait seul la direction de la revue, nomma Ferro à sa place ; que c'est encore Braudel qui nomma Le Goff et Le Roy Ladurie co-directeurs en 1969, tout en restant lui-même à la direction de la revue, qu'enfin

Ferro devenant à son tour co-directeur en 1970, c'est à cette date que Burguière le remplace (et non pas Mandrou) au secrétariat de rédaction. Braudel ne fut pas non plus « destitué » de sa chaire au Collège de France : conformément à la procédure normale, il prit sa retraite à 71 ans. Sans doute Afanasev, habitué à la pratique soviétique, est-il mal préparé pour décrire les institutions et le fonctionnement d'un autre système.

Si énorme que cette fable sur Braudel puisse paraître, elle a été publiée avec la caution des professeurs Kh. Momdžjan, V. Naumov, N. Keizerov de l'Académie des Sciences sociales près le Comité Central du P.C.U.S. et de l'académicien I. Minc (p. 9). Afanasev, à Paris comme en U.R.S.S., aurait pu, s'il le désirait, vérifier son information. Qu'il ne l'ait pas fait répond à la logique de son argumentation. Il lui fallait faire de Braudel une victime pour noircir les nouvelles *Annales*. Ayant postulé l'hostilité des nouvelles *Annales* à l'œuvre de Braudel, Afanasev devait en trouver la preuve événementielle : un coup d'État et une destitution. Il ne pouvait pas laisser supposer à ses lecteurs que la cohabitation d'historiens ayant des conceptions théoriques différentes fût imaginable dans une revue.

Le choix de l'année 1968 n'est pas non plus innocent, car il traduit une confusion entre son expérience soviétique et l'objet de son étude. Si, en effet, nous changeons de noms dans le récit d'Afanasev, il gagne une certaine vérité. Les événements de 1968, pour l'intelligentsia soviétique, furent ceux de Prague et non ceux de Paris : pour reprendre la formule d'Afanasev, « leurs résultats furent immédiats » : un net durcissement dans la politique de la recherche, le reclassement de bon nombre de chercheurs, et une vaste refonte institutionnelle : la « réunion élargie des *Annales* » évoquée par la critique pourrait être celle, bien restreinte, du Bureau de la Section d'Histoire de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S.² où furent cautionnées, sans les nommer, les mesures administratives décidées par des instances non académiques concernant le secteur de méthodologie et son responsable, Mikhail Guefter, à l'Institut d'Histoire de Moscou. Le secteur, en fait, un séminaire interdisciplinaire auquel participait, parmi d'autres historiens et philosophes bien connus, B. Porshnev, était le fer de lance du renouvellement théorique et de la remise en cause d'un savoir dépassé, dans la ligne d'ouverture décidée, à la suite du xxi^e congrès du P.C.U.S., par la Conférence des historiens soviétiques de 1962. Mais « 1962 » — c'est aussi l'année où Ferro remplace Mandrou — est la date refoulée par Afanasev qui situe le remplacement en « 1968 »... Ici s'arrêtent les ressemblances, car à la différence de la chaire de Civilisation Moderne du Collège de France, le Secteur de méthodologie fut supprimé, et si Fernand Braudel continue à travailler et à publier, Mikhail Guefter est interdit de publication depuis 1969. Il est vrai que Braudel n'avait pas mis en doute l'existence du capitalisme alors que les doutes de Guefter sur la validité de la formule « Russie-pays-capitaliste » avaient de quoi inquiéter³.

Mais laissons là ces rappels historiques. Selon Afanasev, Le Roy Ladurie et Ferro symbolisent aux yeux de l'Occident, et plus que tout autre nom, les *Annales* d'aujourd'hui (p. 248). Le premier « se rend populaire par ses interventions ouvertement antimarxistes » (p. 197). Le deuxième est érigé par Afanasev en sorte de porte-drapeau de l'anticommunisme français. « Avec la sortie, en 1976, d'un numéro spécial sous le titre général de « Révolution et totalitarisme », la revue sombre complètement, pour la première fois dans son histoire, dans le sale marais de l'antisovietisme. » Encore une contre-vérité : ce numéro spécial n'existe tout simplement pas. « L'inspirateur, l'organisateur et l'auteur des textes les plus importants de ce numéro est Marc Ferro » (p. 176). Afanasev fournit d'autres preuves de l'ardeur anticommuniste de Ferro : « Il est un hôte fréquent du *Monde*, du *Nouvel Observateur* et de plusieurs publications gauchistes » ; « donna en 1969 et 1974 son appui au candidat trotskiste A. Krivine » (p. 248), ce qui est inexact, et enfin, « Ferro a une haine hautain, apeuré par la perspective socialiste » (p. 238).

Derrière la simple affabulation, deux critiques de fond se dessinent : d'une part, l'explication sociologique — par son origine sociale, qu'une connaissance plus sérieuse de la

biographie de l'accusé aurait démentie — celui-ci est condamné à l'antisovietisme : d'autre part, un postulat méthodologique. Ferro ayant, à la différence d'autres historiens de l'U.R.S.S., élargi « la problématique et la base historiographique documentaire », a cependant relativisé « des sources classiques », les textes sacrés, « émanant des organisations officielles », au profit « de toutes sortes de décisions des organisations de base » (pp. 229-230).

Insuffisamment attentif, selon Afanasev, au programme du parti politique vainqueur, Ferro n'a pas seulement de méthodes « inconsistantes », mais il « commet un sacrilège » (p. 237). Lisons, en d'autres termes, que Ferro a eu le tort d'avoir su écouter — et restituer — la parole des ouvriers, des paysans et des soldats. Ici, Afanasev n'aurait pu mieux nous informer sur ce qui tient lieu de critique historique en Union soviétique : la profanation du « sacré » mérite l'excommunication. Il conclut donc sur cette sentence : quand Ferro traite de la révolution d'Octobre, « il abandonne définitivement le terrain de la science » (p. 237).

Après F. Braudel, P. Chaunu et M. Ferro, c'est Jacques Le Goff qui est soumis à un traitement semblable par Sokolova. Elle choisit de commenter un seul livre : *La civilisation de l'Occident médiéval* (qui date de 1964 et non de 1972 comme elle l'indique à la p. 118) pour porter un jugement global sur les thèses de Le Goff, procédé commode mais qui ne répond pas aux exigences de la critique historiographique. Selon l'auteur soviétique, le Moyen Âge serait pour Le Goff une époque de « profond déclin, de stagnation » (pp. 119 et 128) et le féodalisme ne représenterait pas « un progrès par rapport à l'esclavagisme » (p. 121). Or Le Goff écrivait (p. 23) : « Que la civilisation médiévale ait évolué entre le v^e et le xv^e siècle, je ne songe pas davantage à le nier. Je tâcherai... de souligner ces évolutions, et pourquoi ne pas dire ces progrès ?... J'ai d'ailleurs choisi pour analyser cette civilisation une période limitée, quoique longue, des environs de l'an mil au début du xiv^e siècle. Phase d'essor, de croissance, où la différence est nette en tous domaines entre le point de départ et le point d'arrivée... » De même, Le Goff ferait de l'alleu l'élément central de la renaissance économique et sociale d'un Moyen Âge qu'il prétendrait régressif, écrit Sokolova (p. 124). En fait, Le Goff ne consacre qu'une page et demie à l'alleu (pp. 289-290) et sa conclusion ne prête pas à confusion : « L'indépendance de ces alleutiers ne doit pas faire illusion... Ainsi les alleutiers n'échappent pas eux-mêmes à l'exploitation économique de la classe seigneuriale. Ils ne se distinguent guère économiquement de la masse paysanne » (p. 290). Sokolova avait besoin de prouver, en soulignant l'attachement de Le Goff à la propriété privée (l'alleu) qu'il est bel et bien un historien bourgeois amené de ce fait à falsifier l'histoire (Sokolova, p. 125). Le Goff étudie particulièrement la rente féodale, en la considérant comme primordiale (pp. 285-289) avant de montrer que, précisément, l'alleu est un faux problème et ne change rien à l'essentiel qui est la rente féodale, définie comme « l'ensemble des revenus que la classe seigneuriale tire de l'exploitation des paysans. » Il souligne que la rente « n'a pas toujours la même composition ni la même valeur » (p. 286). Or Sokolova affirme (p. 131) que Le Goff « se réfère très superficiellement à la rente féodale... en la réduisant à la question de l'alleu » !

Enfin les pages consacrées à Le Goff par Sokolova s'achèvent sur cette conclusion : « Ainsi ce nouvel essai d'explication des lois de l'histoire est finalement, sur le plan méthodologique, encore plus mal fondé que les essais antérieurs (Sokolova fait référence à Febvre, Bloch, Braudel, Duby et Chaunu)... La conséquence naturelle de (leurs) échecs dans la production d'une synthèse historique... fut l'appel à la théorie marxiste-léniniste par une partie des historiens français » (pp. 134-135). Autrement dit, P. Vilar et A. Soboul, car c'est d'eux qu'il s'agit, se seraient, à la suite de la faillite totale et répétée des *Annales*, tournés vers le marxisme.

★

Afanasev et Sokolova, garants de l'idéologie d'État, ont à cœur de produire un discours sur l'histoire à la fois théorique et mis à jour car il n'est pas possible de s'en tenir au langage des années 1930-1950. Ils portent donc quelques jugements positifs sur l'historiographie « bourgeoise » française, mais ceux-ci doivent renforcer chez le lecteur soviétique le sentiment d'étrangeté totale de la culture occidentale contemporaine, et en l'occurrence, de la production historique. Un abîme sépare l'historiographie soviétique de toute autre. Elle ne peut avoir qu'un regard paternel et compréhensif sur les efforts déployés par les « savants bourgeois talentueux » — les Febvre, Bloch, Braudel, Le Roy Ladurie — pour faire avancer lentement leur science. Leurs débats, leurs controverses, constituent autant de reconnaissances de leurs échecs. Les mutations méthodologiques inévitables dans l'historiographie, la science soviétique ne les connaît pas. Elle n'a rien à apprendre de la recherche occidentale, si ce n'est, bien entendu, les faits restitués par celle-ci dans les archives, mais qui n'occuperont leur place véritable qu'une fois traités par les historiens soviétiques⁴. Les deux auteurs n'ont en revanche aucune indulgence à l'égard de deux catégories d'historiens : les historiens qui ne se réclament pas du marxisme, travaillent avec des concepts qui renvoient à l'œuvre de Marx, ou ceux qui abordent des sujets dont les Soviétiques voudraient garder le monopole. Ainsi du médiéviste Le Goff qui place au centre de l'explication la rente féodale et la lutte des classes, ou de l'historien du XVIII^e siècle qui, en mettant en cause le caractère « bourgeois » de la Révolution française porte atteinte au schéma linéaire de l'histoire. « Ennemi du peuple », Furet est accusé de « vandalisme », de « réduction de la science historique au niveau de l'empirisme primitif de l'époque d'Épiqueure », et du reste, « il a déjà cessé d'apercevoir les cadres du rationnel » (Afanasev pp. 187, 219, 220).

On aurait tort de conclure qu'il existe deux histoires pour les Soviétiques : l'histoire marxiste et l'histoire bourgeoise. C'est une erreur que ces livres mettent en évidence. La première est qualifiée tour à tour de « soviétique » ou de « marxiste-léniniste », la deuxième d'« occidentale » ou de « bourgeoise. » Au fil de la lecture, il devient cependant clair que la coupure, infranchissable, passe entre les termes « soviétique » et « occidentale. » Même les historiens marxistes occidentaux n'y échappent pas, ils appartiennent au deuxième camp. Sokolova se charge de le rappeler en soulignant que Vilar et Soboul, qui symbolisent à ses yeux l'histoire marxiste en France, n'ont pas complètement compris les explications données par l'historiographie soviétique. La non-utilisation du vocabulaire approuvé par les historiens soviétiques « témoigne de la fragilité » du découpage historique proposé par Vilar, écrit Sokolova sans la moindre note d'ironie (p. 149, n. 337). Elle conteste aussi la thèse de Soboul sur « l'existence d'antagonismes » entre les sections parisiennes et le gouvernement jacobin (p. 267). Pour elle, un pouvoir révolutionnaire étant populaire, il ne saurait y avoir de contradictions graves entre le peuple et lui. Un concept employé par Soboul semble l'agacer particulièrement : celui d'« appareil dictatorial ». Afin qu'aucun doute ne subsiste, elle écrit que même les marxistes français reconnaissent que « la science historique en France n'a pas encore acquis ses formes définitives », et en trouve la preuve dans le titre d'un article de P. Vilar : « Histoire marxiste, histoire en construction » (p. 135). Ce qu'il faut entendre ici, c'est que l'histoire marxiste en U.R.S.S. est déjà achevée, donc supérieure, et surtout, *différente* de toute autre.

La boucle est ainsi bouclée : les frontières historiographiques rejoignent celles des États. Les auteurs ont scrupuleusement appliqué la thèse de la lutte idéologique généralisée dont la science n'est qu'un front. A vrai dire, les racines de la dichotomie « nous/ils » plongent dans un courant déjà séculaire de la pensée russe, constant malgré les polémiques déclenchées surtout au XIX^e siècle, qui reparait ici dans sa modalité soviétique. Démarche manichéenne, efficace peut-être sur le plan politique, mais qui porte une atteinte grave à l'intelligentsia soviétique. En l'isolant, en prétendant qu'elle n'a rien à espérer d'un dialogue théorique avec les chercheurs occidentaux, elle la prive de la possibilité même de comprendre l'évolution des sciences sociales.

« En conclusion, écrit Afanasev, les historiens des *Annales* étaient destinés à découvrir seulement une partie de la vérité » (p. 243), ce qui sonne comme un compliment, mais les historiens « bourgeois » ne sauraient attendre la « connaissance du processus historique dans sa totalité ». Dans le même registre, Sokolova démontre tout au long de son livre que les historiens français ne réussissent pas à « déduire les lois de l'histoire ». Ces lois, celles du matérialisme historique soviétique, sont déjà établies : il n'y a pas à les *déduire* mais à les *appliquer*, elles sont à la disposition du public dans les *Manuels du Communisme Scientifique* tirés chaque année à des centaines de milliers d'exemplaires en U.R.S.S.

En s'enfermant dans une problématique fondée sur les notions de sens et de lois de l'Histoire, Afanasev et Sokolova se comportent en porte-parole académiques d'un système en perpétuelle quête d'autojustification. Il reste que les contraintes politiques n'expliquent pas entièrement l'absence totale de conceptualisation dans ce discours, ni le fait que ce soit au niveau du langage que l'empêchement se situe.

Au fil des décennies, les contraintes politiques ont secrété un phénomène qui les englobe et à la fois constitue leur résultat. D'origine politique, l'étatisation du savoir a abouti, en raison de l'isolement culturel et de l'interdiction de la réflexion théorique, à la constitution d'une « forme mentale-verbale »⁵ spécifique et autonome dont Afanasev et Sokolova sont des produits accomplis.

Claudio Sergio INGERFLOW

NOTES

1. F. BRAUDEL, *Écrits sur l'histoire*, Paris, 1969, p. 90.

2. Cf. *Voprosy Istorii*, 1971, n° 10, pp. 159-166.

3. Le dernier texte publié de M. Gueffler est une communication faite dans un colloque, en 1969, dans la ville de Sverdlovsk. L'éloignement de la capitale explique la sortie des actes du colloque (*Voprosy Istorii kapitalisticeskoj Rossii*, Sverdlovsk, 1972, 374 p.). Le livre fut immédiatement retiré des librairies. Dans la revue *Voprosy Istorii KPSS* (Questions d'histoire du P.C.U.S.), 1973 n° 11, on trouve un compte rendu très polémique, où ses auteurs s'en prennent à M. Gueffler, accusé de vouloir remplacer le schéma des cinq formations par une conception qui laisse toute sa place à des alternatives dans l'histoire et de suggérer, par une nouvelle formulation de la société russe pré-révolutionnaire, que la révolution d'Octobre n'est pas une révolution socialiste « classique » à validité universelle.

4. Le ton de supériorité sans appel par lequel les historiens soviétiques commentent la recherche occidentale a déjà été souligné par les historiens italiens. « A entendre notre contradicteur Z. P. Jachimovic, on croirait que tous ces historiens ont en poche la pierre philosophale et, de ce fait, peuvent regarder avec commisération leurs collègues d'Occident qui, en simples mortels qu'ils sont, cherchent, travaillent sans relâche, suent et se trompent, et parfois trouvent. » Arnaldo MOMIGLIANO, *Réponse à un critique russe*, dans Franco VENTURI, *Historiens du XX^e siècle*, Genève, 1966, p. 175.

5. J'emprunte cette formule à G. DUBY et Guy LARDREAU, *Dialogues*, Paris, 1980, p. 172.

Història i política o potser millor política i història

Ramon Garrabou

L'autor, tot reivindicant el pes de la història en el debat cultural i polític català, reflexiona sobre el seu abús pels interessos polítics immediats i critica la manca d'una anàlisi seriosa del franquisme. Comparteix la idea de que quelcom passa a la historiografia catalana, però considera que les raons d'aquesta situació s'han de buscar en el trencament dels estrets lligams que havien existit durant els anys seixanta i setanta entre història i projectes polítics. Tradició en la que, segons Garrabou, caldria connectar de nou.

En el debat sobre la tasca dels historiadors celebrat al Centre de Treball i Documentació, reproduït a *L'Avenç* de gener de 1984, Josep Termes va insistir en diversos moments en el fet que freqüentment es tendeix a desorbitar la incidència dels historiadors en la configuració dels corrents polítics, ideològics i culturals de la Catalunya actual. Com a prova que semblava irrefutable, proposava fer un repàs als estats majors de partits i organitzacions sindicals i patronals, i, mentre constata l'absència d'historiadors, detectava una notable presència d'altres professionals, especialment advocats i economistes. D'aquí semblava deduir-ne, encara que no ho fes explícit, que la història comptava molt poc i que eren altres tipus de coneixements els que definien la vida política del país. No estic massa segur que aquest sigui un criteri adequat per saber el grau d'influència d'un determinat saber en l'organització del suport doctrinal i ideològic que necessita qualsevol sistema social i polític per al seu manteniment, al marge del lloc que ocupen els productors d'aquest coneixement en les cúpules que detenen el poder.

Penso que hi ha prou indicis que indiquen que el recurs a la història en el període postfranquista no és tan infreqüent com es podria suposar. Publicacions, conferències, col·loquis sobre qüestions històriques, han proliferat els darrers anys i devien respondre a una certa demanda social. El coneixement històric ha estat un element fonamental de qualsevol formulació del catalanisme, i els partits i els polítics que dominen la situació



recorren sovint a la història en recerca de legitimació dels seus projectes polítics. L'exemple més paradigmàtic és el de la celebració del tercer centenari del *Fènix de Catalunya*. La Generalitat i el mateix president no dubten a presentar-nos el pobre Feliu de la Penya gairebé com el fundador *avant-la-lettre* de Convergència. Democràtica, ja que per a ells és l'encarnació dels projectes de modernització econòmica, innovació tècnica, obertura a Europa, afirmació de catalanitat i esperit dialogant amb Madrid, i tots els etcèteres que vulgueu.

L'operació de desnaturalització és grotesca, i malgrat l'abús historiogràfic, la diputada Anna Balletbó no perd l'ocasió per ocupar-se també de Feliu de la Penya i veure en la seva obra l'antecedent immediat de la política socialista, és a dir, d'un catalanisme obert *preocupat per la necessitat d'influir en la política d'Espanya, pel bé de Catalunya, i que tant poc s'ha cultivat a casa nostra, actitud que alguns sectors recalcitrants critiquen als socialistes catalans*» (Avui, 15-11-83).

Es pot pensar que aquest és un cas excepcional, però cal dir que no és pas l'únic. Els exemples es podrien multiplicar, però no és la meua intenció fer-ho; em sembla suficient recomanar la lectura del programa del penós espectacle que està organitzant l'Institut d'Estudis Catalans sobre la participació catalana en el descobriment i colonització d'Amèrica, per tal de comprovar la voluntat de reincidir en aquesta línia mistificadora i de clar abús de la història per als interessos polítics immediats. No és que m'escandalitzi per aquesta recerca en la història d'elements justificadors dels projectes polítics; al cap i a la fi, aquesta ha estat la pràctica de tots els grups dominants des de fa segles i no sembla que enmig de la crisi més profunda del sistema capitalista s'hagin produït modificacions significatives, i el recurs a la història continua essent el comú denominador de les diverses opinions polítiques enfrontades a l'escena política catalana. En tot cas allò que cal lamentar és que massa sovint els historiadors es preten a aquestes operacions distorsionadores.

La negació del franquisme

A una conclusió semblant s'arriba quan hom es fixa en el negatiu d'aquest panorama, és a dir, en l'operació d'enfosquiment sobre altres aspectes del passat. No sóc gens entusiasta de la història conspirativa, però hi ha moments que hom té la impressió que en aquest país es va arribar a l'acord de fer taula rasa del franquisme i partir de zero amb la mort del dictador. Una i altra vegada s'ha dit que la consolidació del sistema parlamentari passava per no escorcollar el passat, per oblidar què havia succeït en aquest país en els darrers anys, i, com a màxim, anar dibuixant unes biografies ben arregladetes i podades que no fessin mal a ningú. Des d'aquesta perspectiva, és evident que la història feia nosa, era un destorb; si aquest raonament és correcte, ens trobaríem amb una altra prova, en aquesta ocasió per via indirecta, la de la importància del coneixement històric, que obliga a enterrar-lo perquè es pot convertir en un entrebanc del projecte polític que es vol defensar.

Sigui per una opció conscientment presa, per un acord tàcit o bé per simple deixadesa, el cert és que en contra d'allò que s'hagués pogut esperar, aquí no s'ha produït una anàlisi seriosa del franquisme. Han aparegut coses, és cert, però en general es tracta d'una literatura d'urgència, ben delimitada i amb molt poca reflexió al darrera, que s'articula al voltant d'uns quants punts de referència més que discutibles. Un primer fet alarmant és la manca de preocupació per rescatar i preservar la documentació del període franquista. A hores d'ara ningú no sap massa bé què s'ha fet dels arxius policials i dels diversos aparells de l'Estat, així com d'altres fonts documentals que haurien estat la base lògica per començar a entendre què va ser realment això del franquisme. Com és sabut, el control sobre la informació és una arma poderosa i en aquest cas facilitar la dispersió del material, o deixar-lo enmig de nebuloses, podria ser un mecanisme afavoridor d'aquesta operació anestesiadora.

Immediatament es constata el poc entusiasme que des de les institucions

es manifesta pel tema. En efecte, quan era d'esperar que des de les plataformes de poder que havia guanyat l'antiga oposició s'impulsessin iniciatives de tot tipus, no necessàriament de revenja ni nostàlgiques (però sí de deixar clar qui va ser qui, és a dir, quines classes, quins grups, quines persones s'havien mantingut coherents en la defensa de les llibertats i com, malgrat això, la dictadura havia sobreviscut durant quaranta anys; quins suports tenia, on estava realment la gent d'aquest país), tot es resol amb alguns actes protocolaris i amb algunes activitats que semblen orientades a cobrir l'expedient més que no pas a anar al fons dels problemes. Hom no pot deixar de comparar la situació tan diferent que es va viure a França, Itàlia, Portugal, a la caiguda de la dictadura, on encara ara continuen funcionant innumbrables centres dedicats a l'anàlisi de la resistència. L'estudi del feixisme, especialment a Itàlia i Alemanya, continua essent un tema fonamental de la investigació històrica i del debat polític-ideològic. Fins ara tampoc les institucions universitàries, i no cal dir l'Institut d'Estudis Catalans —massa preocupat per Guifré el Pilós i la catalanitat de Colom— no han mostrat gaire preocupació per l'assumpte.

En resum, sembla que ningú no està massa interessat a conèixer a fons què va ser això del franquisme, i aquest és un símptoma greu, per raons molt diverses. Primerament, perquè els malsons, les angoixes, les etapes de terror només es poden superar analitzant-les, esbrinant-ne les causes i mecanismes, i pot resultar molt perillosa una actitud d'oblit i de no voler-se plantejar obertament les qüestions. Aquesta por al passat potser evidència, en alguns casos, el temor a recordar una relació prou ambigua amb la dictadura; en altres, actituds menys compromeses però tampoc no massa brillants: uns es dedicaven a fer país, uns altres a guanyar càtedres universitàries, altres projectaven el Pla de la Ribera, tots ells però, s'esforçaven a preparar-se per a quan arribés el moment i, la veritat, tot plegat potser és millor oblidar-ho. Per sort no tota la dita classe política es troba en aquestes situacions, però és simptomàtic que ningú no s'hagi distanciat d'aquesta actitud general. Una manifestació més de corporativisme? És possible. En segon lloc, en un buit com aquest po-

NOVETAT

Obres completes, I Poesia

Carles Riba
Edició a cura
d'Enric Sullà

*1a. edició de la poesia completa
de Carles Riba en un sol volum.*

Altres obres de Carles Riba
a Edicions 62:

Llengua i literatura
Antologia Catalana, 6

Versions de Holderlin
Escorpi/Poesia, 6

Salvatge cor
Escorpi/Poesia, 21

Estances
Escorpi/Poesia, 69

Esbossos de versions
de Rilke
Escorpi/Poesia, 84

Clàssics i moderns
MOLC, 10

Antologia poètica
MOLC, 81

De venda a totes les llibreries

edicions 62

Provença, 278. Tel. 216 00 62
Barcelona-8

den créixer tota mena de maniobres mistificadores. Hom acaba oblidant-se del Fraga ministre franquista i responsable entre altres coses dels morts de Vitòria, i se li tolera que doni lliçons de democràcia. A poc a poc es fa creïble una brillant història dels socialistes des de Pablo Iglesias, Largo Caballero fins a Felipe González i Alfonso Guerra, oblidant que durant el franquisme els socialistes no tingueren més incidència que un de tants grupuscles. També és fàcil en aquesta situació elaborar unes visions de la Catalunya resistent al franquisme que passen gairebé exclusivament per l'acció de Montserrat, algun concurs de poesia i unes quantes figures o figuretes ben seleccionades, deixant de costat els sectors de la societat catalana amb voluntat de resistència, i sense esmentar lògicament les àmplies capes que d'una forma o altra donaren suport a la dictadura. No hi ha gran cosa de nou en tot això: la història sempre l'han escrita els vencedors i, com en tantes altres ocasions, el producte històric que s'ha elaborat tendeix a justificar els corrents i personatges triomfants, sense tenir en compte que hi havia altres alternatives possibles, i que l'ofici d'historiador consisteix precisament a reconstruir-les i explicar perquè s'imposen unes mentre altres es veuen arraconades.

Crisi historiogràfica

En resum, em penso que no és exagerat afirmar que la història continua tenint un pes inqüestionable en el debat cultural i polític català. Des d'una perspectiva corporativa la situació no és pas dolenta, àdhuc es podria pensar que és boiant. Si és aquest el panorama, com explicar les manifestacions de desconcert i de manca de perspectives que es van posar de manifest en el debat celebrat al Centre de Treball i Documentació al qual ens referiem al començament? Obeeix a causes biològiques i psicològiques? És el resultat d'un esgotament generacional com algú ha insinuat? Si fos així no seria gaire problemàtic, el país per sort té una gran reserva d'historiadors i molt aviat es produiria la substitució. Altres com Jaume Lo-



rés, un dels ideòlegs de la «cultura de la crisi», pretén haver trobat el deslligador en el marc de la suposada i/o volguda crisi del marxisme. Segons aquest autor, l'ús d'un marxisme dogmàtic i sacralitzat havia estat una de les característiques de la historiografia catalana dels anys seixanta i, en constatar-se en els darrers anys la incapacitat d'aquest mètode d'anàlisi per explicar la realitat, els historiadors han arribat a una situació d'«impasse» i d'aquí el lògic desconcert i desorientació. És cert que el marxisme va hegemonitzar el panorama cultural i historiogràfic català en les dècades passades; tothom en alguna mesura se sentia marxista, i sens dubte es van produir simplificacions i esquematismes, però això no treu que sota la seva influència es realitzessin les aportacions historiogràfiques més interessants. Curiosament, si algú abusava del marxisme i en feia un ús dogmàtic eren aquests «pensadors» i «filòsofs» que enduts per la moda tenien necessitat de fer-ho quadrar tot i amb quatre tòpics i generalitzacions pretenien haver donat explicacions més profundes i acabes. És comprensible que per als «filòsofs», i sobretot per Jaume Lorés, un home especialitzat en dogmes, ortodòxies i metafísiques, sigui necessari acabar amb totes elles, i segurament serà molt salutable que ho facin. L'historiador té la sort o la desgràcia de comprovar un dia darrera l'altre, que per explicar

una determinada realitat no són suficients ni teories, ni models, ni quatre esquemes generals, que com a màxim ens poden servir per formular hipòtesis de treball que poden ajudar a fer entenedora i comprensible una determinada situació històrica.

Comparteixo de totes maneres la idea que quelcom passa a la historiografia catalana, però discrepo totalment dels diagnòstics que he exposat fins aquí. Estic més en la línia d'anàlisi d'aquells que consideren que les raons d'aquesta situació s'han de buscar en el trencament dels estrets lligams que havien existit durant els anys seixanta i setanta entre història i projectes polítics. En un grau diferent, és cert, crec que el comú denominador entre gran part dels historiadors d'aquests anys va ser l'actitud ètica d'impulsar una producció historiogràfica compromesa amb la recuperació nacional de Catalunya i de denúncia dels mecanismes d'explotació social. En aquest context em penso que s'havien donat passos importants per superar l'escissió entre una història de Catalunya de tall romàntic i una història del moviment obrer, i es tendia a integrar en un mateix discurs un tipus d'anàlisi que intentava donar raó de l'explotació classista i de l'opressió nacional. Aquesta simbiosi entre història i política, articulada a través dels diversos projectes polítics de l'oposició, donava peu a la creença que fer d'historiadors era una forma de participar activament en la lluita antifranquista i anticapitalista. No crec que m'equivoqui en pensar que va ser aquesta vessant ètico-política un dels factors que dinamitzà la historiografia catalana i la convertí en la més fructífera de l'estat espanyol.

Amb la mort del dictador, en desaparèixer l'element homogeneitzador que representava l'oposició al franquisme, els lligams entre història i política van prendre noves formes i la conseqüència immediata va ser la progressiva fragmentació d'aquest corrent dominant de la historiografia catalana, que els autors de l'article-manifest publicat a *L'Avenç* número 50, qualificaven de forma gràfica com a frontpopulisme. Si alguna crisi existeix en la historiografia catalana, em penso que ve per aquesta banda. La relativa homogeneïtat dels anys seixanta es trenca quan també entre els historiadors es fan opcions polítiques diverses i a voltes enfrontades, i d'una forma similar al que succeeix en el

terreny polític, on els projectes nacionalistes i de transformacions socials profundes es veuen arraconats, també entra en dificultats similars una historiografia que s'orientava cap a horitzons semblants. Per a aquests historiadors, resulta molt poc entusiasmador, quan no contradictori, establir els nexes corresponents entre el mòbil intel·lectual que impulsa llurs investigacions i les ofertes polítiques subsistents després de la implantació del realisme i possibilisme. Perquè, quin projecte polític cal impulsar avui: el regionalisme conservador de Convergència? Les propostes «modernitzadores» del P.S.O.E. tendents a consagrar el capitalisme en les més pures essències? Els projectes dels partits comunistes, més preocupats per la seva supervivència a grups que per avançar cap a un nou tipus de societat? El problema, com es veu, és molt més complex i desborda el marc restringit dels historiadors.

Recuperar vells lligams entre història i política

En aquest context, parlar de crisi no sembla el terme més adequat, ja que les respostes han estat prou diferents i per a alguns historiadors la situació actual és realment esplendorosa, en especial per a aquells que tenen les antenes ben posades i saben

connectar sense dificultats amb la nova demanda. Són els que produeixen aquesta història biodegradable, de què parlava M. Barceló, que és perfectament adaptable a qualsevol situació i publiquen i republicuen segons d'on vingui la demanda. Hi ha també alguns indicis de maniobres de diversió similar en la suposada «cultura de la crisi», però sense massa pes. Més freqüent ha estat, però, el refugi en l'academicisme, és a dir, el trencament dels lligams amb projectes polítics, preconcitant una història científica, ben netajada de la massa de judicis de valor i elements ideològics introduïts pel marxisme. És aquesta opció la que probablement es desenvoluparà els propers anys, ja que encaixa perfectament amb els corrents polítics i ideològics dominants, en especial amb els pretesos projectes «modernitzadors» del P.S.O.E., consistents, en el fons, en la introducció de les teories més convencionals i conservadores.

Hi ha però un sector de la historiografia catalana que es nega a acceptar aquestes opcions i que fins ara ha donat símptomes de desconcert i ha mantingut posicions molt defensives. Si es vol obrir noves perspectives a aquests historiadors que es neguen a elaborar productes asèptics i a considerar inamovible la realitat actual, caldria connectar de nou amb la tradició historiogràfica catalana dels anys seixanta, i per això és necessari recuperar els vells lligams entre política i història i trobar les formes de fer convergir l'anàlisi històrica amb els

vells objectius de denunciar l'opressió que continuen patint pobles i grups socials. Ja sé els perills d'una història immediatista preocupada només per proporcionar recursos a la lluita política. P. Vilar ho recordava fa uns dies i insistia en el fet que la història contemporània començava en la prehistòria, però també cal recordar que qualsevol historiador parteix de i abona unes opcions polítiques i ideològiques. La funció de l'historiador és evidentment la d'explicar i interpretar el passat, però això es pot fer des de distintes perspectives i des de diferents projectes polítics. En la mesura que els historiadors siguem capaços de desentranyar i explicar les diverses formes d'explotació i dominació, en la mesura que aconseguirem explicar les formes de resistència, els seus èxits i fracassos, en la mesura que es defineixin amb precisió conceptes com el de progrés, la història es pot convertir en un instrument adequat per subvertir l'ordre actual per mostrar la persistència dels mecanismes d'opressió i dominació, per denunciar les velles i noves fal·làcies justificadores, per lluitar contra la cristallització d'una nova mitologia. Així es podrà col·laborar en la formulació de nous projectes polítics que vagin més enllà del realisme i possibilisme, i per a aquesta història subversiva el marxisme encara té coses a dir. ▽

RAMON GARRABOU

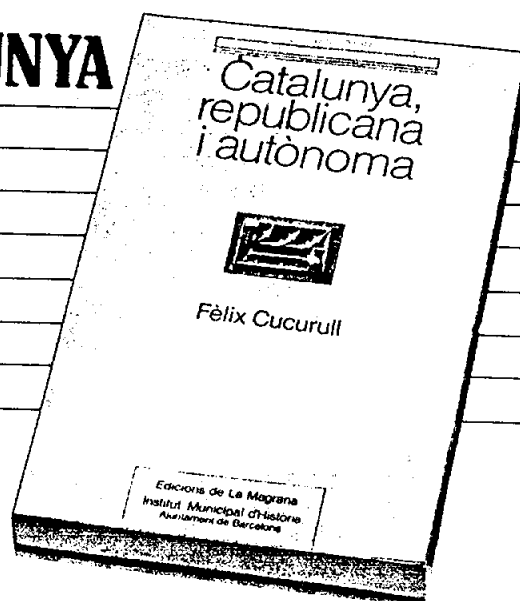
Profesor d'Història Econòmica a la Universitat Autònoma de Barcelona.

CURS D'HISTÒRIA DE CATALUNYA

«El present llibre és, abans que tot, un llibre fonamentat en un coneixement erudit dels fets que relata. Però no és només això»
(Del *Pòrtic* de Jaume Sobrequés).

Curs d'Història de Catalunya, 5

És una col·laboració entre Edicions de la Magrana
Institut Municipal d'Història de l'Ajuntament de Barcelona



Josep Fontana

La història en crisi?

Sembla clar que els historiadors fem nosa a alguna gent. Les mostres d'irritació se'ns adrecen sovint, des de tots els àmbits de les disciplines que s'ocupen de l'home, sense gaire distincions de filiació ideològica. I és que, agradi o no, som els únics que ens ocupem de totes les dimensions de l'home i que analitzem l'evolució global de les societats a llarg termini. Que, ocupant-nos d'un terreny tan ample i havent d'operar amb un material tan complex, resulti que treballem amb menys «exactitud» que d'altres que s'acontenten amb cultivar un petit hortet, és prou natural. Però s'esdevé que són els problemes més amplis i generals de què nosaltres ens ocupem allò que interessa la gent; que hi ha més audiència per als nostres papers que per als més rigorosament verificats d'aquells que es dediquen a coses que, al cap i a la fi, no acostumen a interessar més que la gent del mateix «ofici». Però si he dit que la irritació ens arribava sovint de qualsevol camp ideològic, en els darrers temps és sobretot de la dreta que ens arriba, i molt especialment d'una mena de conversos —un teòleg que s'ha dedicat amb especial insistència a proclamar això de la «crisi de la història» es confessa antic «compinche del academicismo y la esperanza de izquierdas»— als quals sembla molestar especialment que bona part d'historiadors seguim conseqüents en les nostres postures ideològiques d'altre temps i ens resistim a embarcar-nos en aquesta mena d'arca de Noè de la «cultura de la crisi», que ha de salvar-nos del diluvi universal que ens amenaça. Tal vegada perquè a alguns ens sembla sospitosos que al refugi que se'ns ofereix, a diferència del que passava a l'arca bíblica, no hi pugin animals de tota espècie, sinó solament trànsfugues de l'esquerra, mentre la gent de la dreta s'ho mira impassible, com si això de la «crisi de verda-



generalizada», que diu un altre dels nostres debelladors, no anés per ells.

Preocupats per les nostres ànimes, aquests nous mestres ens al·ligonen un dia i un altre dia, sense deixar-se desanimar per la nostra tossuderia a seguir fent feina sense fer-los cas. Ens exhorten que ens deixem de fer història analítica i ens acontentem amb una mena d'assaigs a la manera dels que fan ells, o que cultivem la història narrativa, que és molt més interessant i divertida. I repeteixen una vegada i altra que la font de tots els nostres pecats i totes les nostres errades és que, a diferència d'ells, seguim conseqüentment a l'esquerra, sense haver-ne renegat. Està clar que això es vesteix amb acusacions de «dogmatisme» —fetes, curiosament, per alguns que, quan eren d'esquerres i també pretenien de donar-nos lliçons, ens acusaven de positivistes— o amb admonicions per tal que abandonem la demoníaca doctrina marxista. Per bé que no semblen tenir gaire clar de què va la cosa, ja que un altre dels infatigables proclamadors de la «crisi de la història», conegut sobretot com a novel·lista, denuncia «el dogma de Marx según el cual toda la historia de la humanidad hasta nuestros días es la historia de la lucha de clases». Dogma que és, en tot cas, el novel·lista que l'ha inventat, ja que, com sap qualsevol que hagi saludat,

ni que sigui pel damunt, el *Manifest comunista*, allò que Marx i Engels van escriure és força diferent.

La veritat és que els arguments són tan febles que fan difícil la feina de replicar-los, i que el fonamental sembla ésser la preocupació dels mansos a fer sonar les esquelles perquè els que encara pasturem lliurement per la muntanya els seguim al corral, on s'està més calent i es menja millor. La sola conseqüència que en treuria és que, quan des dels òrgans de la dreta s'ocupen tant de nosaltres, és que efectivament els preocupem: que no som tan inofensius com es podia pensar. Gràcies, senyors! Perquè començàvem a creure que potser havíem perdut el temps i els vostres atacs i els vostres escarafalls ens retornen la confiança.

Deixant de banda, per tant, aquests atacs sense arguments, anem a veure si és veritat que la mena d'història que hem estat fent, aquesta mena d'història que no es vol acontentar amb narrar, sinó que pretén d'ajudar a explicar les coses, té avui un paper a fer o no. I resulta que, d'entrada, ens trobem que els apologistes de la història narrativa ens fan una trampa, perquè el dilema entre història analítica i història narrativa no existeix. Existeixen formes d'història narrativa, però, encara que no sempre ho diguin explícitament, aquestes formes s'insereixen necessàriament dins d'una o altra forma d'entendre l'evolució de la societat. La trampa està en el fet que quan se'ns diu que no fem història analítica, història de la societat, i que ens ocupem dels homes en concret, allò que se'ns està proposant, en realitat, és que deixem de revisar la mena d'història de la societat en què hem estat educats i que ens acontentem a acceptar-la com a bons nois, que és el que fan els historiadors-narradors, limitant-se a explicar-nos les alegries i patiments

de les princeses, o els erudits positivistes, oferint-nos coneixement concret sobre el que es vulgui.

El que no volen entendre és que, si refuseu la interpretació rebuda, no és per malícia, sinó senzillament perquè no ens serveix. I no vull dir solament que no ens serveix per raons polítiques o ideològiques —que també això pot ésser veritat i ens proporcionaria un argument igualment vàlid— sinó, a més, per raons estrictament «científiques». Com tota disciplina, com tota forma de saber, la història progressa, acumula, evoluciona i canvia. A ningú no se li acudiria d'ensenyar física amb un text de fa cinquanta anys, no perquè sigui «fals» o dolent, sinó per tal com no respon al nivell dels nostres coneixements d'avui i no està organitzat d'acord amb els enfocaments que aquest nivell comporta. El mateix s'esdevé amb la història. En aquests darrers anys, per exemple, ha estat profundament modificada tota la nostra concepció de l'evolució demogràfica, revisant les idees admeses sobre els «models» d'antic i de nou règim; en aquests mateixos moments està essent presentada una explicació global de la prehistòria europea que no solament implica canviar dates, períodes i caracteritzacions, sinó modificar els mateixos conceptes que estàvem utilitzant. I altre tant podria dir-se respecte del feudalisme al món de la Mediterrània, etcètera. Com voleu que assimileu aquests canvis profunds, conceptuals, si ens acontentem amb fer assaig, erudició puntual o simple narració? A alguns

que ens vénen a donar lliçons els convindria assabentar-se prèviament de què van les coses. Nosaltres, pobres historiadors, no ens posem pas a dir-los com han de fer el seu treball en el terreny de la teologia, ni assumim el paper de crítics de novel·la.

I encara hi ha un altre i poderós motiu per justificar la necessitat de fer història analítica: que se'n necessita. I, si no la fem nosaltres, la faran altres, previsiblement pitjor. En el camp del pensament econòmic, per exemple, la teoria dels contractes implícits, presentada per Okun, és verificada per Martin Neil Baily amb un treball sobre els anys trenta que és, en darrera instància, un treball d'història. I Baily n'és ben conscient quan escriu: «Com que s'ha demostrat molt difícil o impossible de resoldre qüestions majors de teoria o de política [econòmiques] a partir de les dades de la postguerra, l'interès per la història macroeconòmica ha augmentat molt darrerament». O sigui, que nosaltres, historiadors, ens hauríem d'estar ocupant de la vida de les virtuoses princeses, o fent assaig sobre la crisi cultural, mentre deixaríem als economistes que fessin l'altra mena de recerca històrica: la que serveix per contestar preguntes sobre la naturalesa d'alguns dels principals problemes econòmics i socials que estem vivint, com l'atur, la inflació o la distribució de la renda! Gràcies, però no hi estem d'acord.

Mentre la història segueixi essent necessària —mentre se segueixi demanant el seu auxili per comprendre millor l'evolució de les

societat— hem de reclamar el dret dels historiadors a ésser nosaltres els qui ens n'ocupem (deixant la teologia als teòlegs i la novel·la als novel·listes). Perquè des de fa uns anys —i això és especialment greu a Catalunya— resulta que ens trobem invadit el terreny per tota mena de publicistes més o menys documentats, que s'autotitulen «historiadors», com si bastés el mer coneixement factual de qualsevol episodi del passat per suplir la complexa i continuada formació d'un professional.

La història en crisi?

Afortunadament. Perquè solament allò que està viu pot estar en crisi. Però mentre no s'inventi una altra disciplina que serveixi per fer la mateixa feina, i per fer-la millor, deixeu-nos tranquils que fem el nostre treball i dediqueu-vos al vostre. Col·laboració —amb antropòlegs, sociòlegs, economistes i teòlegs i tot— la que vulgueu; consells per millorar el nostre utilitatge metodològic i ampliar la nostra perspectiva, tants com es vulgui. Però ni subordinació —si servíssiu per contestar les demandes que ens fa la societat, seria a vosaltres a qui anirien a fer-les— ni, menys encara, abandonar-vos el terreny perquè feu vosaltres la feina, amb una visió encara més limitada que la nostra i potser fins i tot amb menys coneixements. Deixeu que cadascú faci el seu treball i que sigui la societat la que esculli allò que li convingui.

ELS CLÀSSICS DEL NACIONALISME CATALÀ

Daniel Cardona
«LA BATALLA» I ALTRES TEXTOS
A cura d'Enric Ucelay Da Cal

«No és Macià sinó Cardona qui és certament representatiu de la formació d'un separatisme català explícitament polític. (Del Pròleg d'Enric Ucelay Da Cal)»

Biblioteca dels Clàssics del Nacionalisme Català

ÉS UNA INICIATIVA CONJUNTA
D'EDICIONS DE LA MAGRANA / DIPUTACIÓ DE BARCELONA

BASTA CON QUESTE STORIE

di FURIO DIAZ

È ora di finirla con la moda degli storici, soprattutto francesi, che scrivono libri su eventi minimi di vita quotidiana tralasciando le prospettive generali. Perché?

La storia è in crisi. Sotto un certo punto di vista nessuno lo contesta più. A forza di attraversare, almeno in questo dopoguerra, crisi di trasformazione dei concetti e dei suoi metodi, ma crisi che asserivano di evocare dai substrati della consapevolezza umana fecondi impulsi di nuova ricerca e di nuovi "veri" modelli interpretativi, ora da quasi tutte le parti si comincia a riconoscere che c'è come una crisi generale, di stanchezza, d'incertezza, di sfiducia nei metodi e nei significati della storiografia. Si era fatto presto a dire vittoria. I falsi ideali della storia narrativa della storia "événementielle", della storia politico-istituzionale, della storia delle idee ecc., di cui una umanità minore si era beata nel corso dei secoli, erano stati infine abbattuti! E la "lunga durata", la storia quantitativa, quella delle mentalità collettive e quella del "quotidiano" avevano conquistato il potere, dominavano il campo come la "nuova storia", quella nuova storia che Jacques Le Goff nel 1979 proclamava la sola in grado di capire le permanenze e i cambiamenti del corso storico reale.

Ma, nel corso di pochi anni, molto è cambiato. Non che Le Roy Ladurie e Le Goff, Duby e Nora, Ginzburg e Grendi e tutti quanti non siano sempre di moda, attesi e seguiti nelle loro sortite metodologiche come nelle loro ricerche di storia. Ma, dopo che i paesani della Languedoc (Le Roy Ladurie) si sono rimpiccioliti negli eretici pidocchiosi di Mon-

taillou (idem), o la lunga durata della "Méditerranée" di Braudel ha finito per ridursi alle due settimane di frenesia fra carnevale e rivolta, del 1580 a Romans (Le Roy Ladurie), dopo che la vasta tela delle credenze dei contadini friulani nei "benandanti", con i processi di eresia che comportava, si è trasformata nelle minuzie dell'incrocio fra un oscuro sottofondo di elementi popolari e un complesso d'idee chiare, orecchiate dal "mondo culto" del radicalismo religioso e dal naturalismo scientifico, spiattellato dal mugnaio Menocchio al suo inquisitore (Carlo Ginzburg), gran parte della pretesa vincente della nuova storia è andata dissolvendosi. E non vorremmo essere sommari dicendo che il miscuglio di elementi filologici e di astruse banalità interpretative adoperate da Le Goff nel volume "La nascita del Purgatorio" (1981) gli ha dato il colpo di grazia. Chi oggi si sentirebbe di sottoscrivere quanto Le Roy Ladurie diceva nel 1972: «La storiografia attuale, con la sua preferenza per il quantificabile, lo statistico e lo strutturale... ha praticamente condannato a morte la narrazione storica degli eventi e la biografia individuale»?

Non certo Lawrence Stone, storico della società inglese con una puntualità di analisi che lo fece sembrare talora vicino alla storiografia delle "Annales", il quale nel 1979 ha scritto su "Past and Present" un saggio imprevisto, pieno di forza

>>>

POLEMICHE

revulsiva, presto tradotto nelle più varie lingue: "The Revival of Narrative. Reflections on a new old History" (Il ritorno alla narrazione: riflessioni su una vecchia nuova storia, Comunità, 1981). Per semplificare, ci limiteremo a citare quanto Stone dice circa la causa prima dell'attuale ritorno alla narrazione: «Una diffusa delusione nei confronti del modello economico deterministico di spiegazione storica», che genera un obbligato ordinamento gerarchico a tre strati (i fatti economici e demografici; poi la struttura sociale; e per ultimi gli sviluppi intellettuali, religiosi, culturali e politici).

Nel dedicargli un capoverso pieno di sufficienza, nel suo articolo "Storia" della "Enciclopedia" Einaudi (vol. 13, 1981) Le Goff replica: «Nella sua conclusione, che è il vertice di ambiguità di una analisi ambigua, Stone sembra ridurre i "nuovi storici" a operatori degli slittamenti e delle dislocazioni della storia, di una storia che sarebbe ritornata, da quella di tipo determinista, a storia tradizionale: "La storia narrativa e la biografia individuale sembrano da evidenti segni risuscitare alla vita". Ma il guaio, per i sacerdoti della "nuova storia", è che non solo Stone scrive queste cose. François Furet, già tra i principali autori delle "Annales" sul piano della storia quantitativa, ora presidente della École des hautes études en Sciences Sociales (posto a lungo occupato da Braudel), si è stufato della nuova storia, che, egli dice, ha finito per soffocare storia politico-istituzionale e storia delle idee; e ha reagito dedicandosi alla storia della storiografia, la storiografia ottocentesca della rivoluzione francese, i Thiers e i Guizot, i Quinet, i Michelet...

Che fare? Individualmente possiamo anche compiacerci di queste disavventure di una presuntuosa forma di storiografia, i cui cultori hanno finito per presentarsi quali i vati degli "impostori" pariniani, portatori di una nuova rivelazione del verbo di Clio. Ed era comunque importante che la pretesa globalizzante di quella eterogenea messa in cantina della grande vecchia storia, che è la "nuova storia" nel suo complesso, venisse confutata. Ma, con que-

LE ROY LADURIE: MA È LA STORIA DI SEMPRE

Parigi. Crisi della storia, come sostiene Furio Diaz? A questa domanda Emmanuel Le Roy Ladurie, uno dei più noti storici francesi, autore di molti libri tra i quali "Montaillou, villaggio occitano" e del "Carnevale di Romans", docente al Collège de France e condirettore della famosa rivista "Les Annales", risponde con un distinguo: «Non c'è crisi della ricerca, né della produzione di libri di storia: almeno in Francia essa rappresenta una delle rare discipline specializzate che continuano ad avere un grande successo. C'è invece una crisi dell'insegnamento della storia, che riguarda soprattutto la scuola elementare e secondaria, e questo a causa della stupidità di certi programmi e delle pressioni abusive dei sindacati. A questo livello esiste un problema pedagogico, c'è confusione fra insegnamento della storia e istruzione civica e si possono deplorare certi interventi aberranti, che riflettono una crisi più generale dei valori ideologici. Questo fenomeno però non è recente. All'università, invece, l'insegnamento della storia si è sempre ispirato a criteri scientifici. Se un problema si pone, casomai è quello degli sbocchi. Poiché le prospettive d'impiego sono limitate, si potrà assistere ad una riduzione degli studenti che si orientano verso gli studi storici, ma questa crisi riguarda l'insieme delle discipline umanistiche».

Sul piano della metodologia, non vi è conflitto fra i "nuovi storici" e i partigiani della storia tradizionale? «Ci fu una polemica quando Marc Bloch e poi Fernand Braudel cercarono di imporre la "storia strutturale", ma ormai essa si è affermata e ingloba anche la storia degli avvenimenti». In altri termini, Le Roy Ladurie pensa che la storia si è arricchita dotandosi dei mezzi di analisi strutturalista iscritti nella prospettiva della "lunga durata" braudiana, «ma non ha mai cessato di essere la storia di sempre, che ricorre necessariamente alla narrazione».

I due metodi d'approccio non sono antagonisti, ma complementari, e molti storici autorevoli si servono di entrambi: Jacquère ha scritto una storia strutturalista dei contadini del nord della Francia, ma anche una biografia di Francesco I; le ricerche del medievalista Georges Duby appartengono al filone della "lunga durata", ma egli ha consacrato anche un saggio a un evento specifico come la battaglia di Bouvines. Le Roy Ladurie cita ancora l'esempio del medievalista tedesco Werner, che ha pubblicato da Fayard una "Storia di Francia dal neolitico all'anno Mille", procedendo a una vasta sintesi, in cui si coniugano la storia degli avvenimenti e quella strutturalista. «La "New old story", conclude Le Roy Ladurie, «va nel senso di un ritorno allo studio di grandi avvenimenti e protagonisti, inseriti in una cronologia, ma visti alla luce dei fattori che caratterizzano le civiltà, di cui l'analisi strutturalista ha consentito l'approfondimento. Quel che bisogna evitare è la dispersione, evitare di parlare di tutto e di niente, mettendo tutto sullo stesso piano».

ELENA GUICCIARDI



sto, si potrà forse dire che tutti insieme, polemicamente, abbiamo lavorato per una crisi generale della storiografia? Le Goff riduce tutto a un paradossale contrasto tra il successo della storia nella società e la crisi del mondo degli storici ("Storia", p. 655). Ma è poi veramente così?

I giovani amano ormai meno la storia che non dieci o quindici anni fa: scegliendo una facoltà universitaria o le loro letture, i più preferiscono studi classici; e poi la filosofia (magari analitica, strutturale, matematica ecc.) o, ancora, la sociologia, o l'economia (per restare nel campo umanistico). La vicenda dei libri di storia poi accresce la confusione, fino al paradossale

>>>

POLEMICHE

so: i nostri editori fanno a gara nel pubblicarli, italiani e, forse in maggiore misura tradotti, e riempirne le librerie: ma che fine fanno? quanti ne sono venduti, e, poi, sono letti e da chi? Perdura l'ovvia preferenza per la storia pubblicistica o ai limiti della pubblicistica: biografie facili, vicende guerresche "riscoperte" in loro dimensioni definite "ignote", quadri epidermici ma stuzzicanti di relazioni fra grandi uomini e grandi o piccole donne... Sarebbe un bel risultato, se l'ansia da cui Henri Berr, Marc Bloch e Lucien Febvre furono presi di fare finalmente della storia una scienza, da porsi accanto alle altre ormai trionfanti "scienze sociali", dando inizio a tutta la trasformazione o "crisi" cui sopra abbiamo accennato, approdasse nei fatti alla supremazia della peggiore storia "événementielle!". Del resto "Montaillou" non è già stato da alcuni paragonato a un romanzo, con più o meno incontrovertibili e accurate fonti documentarie, così come "Il nome della rosa" di Umberto Eco è spesso apparso un artificio lievemente mistificatore per far sentire importanti i lettori propinandogli un po' di non peregrina storia?

Stone ritiene che se libri come quelli di Le Roy Ladurie, di Carlo M. Cipolla, «in precedenza uno dei più testardi e tenaci strutturalisti economico-demografici», di Eric Hobsbawm, analista della società inglese e no, di Edward Thompson, studioso del conflitto fra patrizi e plebei nel primo Settecento, e, di Robert Darnton, che ha ricostruito il valore finanziario della ripubblicazione della "Encyclopédie", dopo la prima edizione nel 1765, di Natalie Zamon Davis, studiosa di assistenza e carità nei Comuni di Lione e di Ginevra, o dello stesso proprio volume che "The Family, Sex and Marriage in England 1500-1800", eccetera: se insomma libri sorti sotto il segno della "nuova storia" interessano ancora assai è perché vi si è introdotta a larghi fiotti una narrazione provocante (vicende di lavoro di sesso di morte a Montaillou, reazioni individuali a carestie e peste nei libri di Cipolla, violente e brutali esistenze di banditi nei saggi di Hobsbawm, lotte fra bracconieri e autorità in quelli di Thompson, chiassate notturne verso individui o coppie, in quelli della Zamon Davis...).

Hobsbawm e Le Goff replicano a Stone che i metodi, gli orientamenti

>>>

POLEMICHE

e i prodotti della storia "nuova" non costituivano per nulla una rinuncia ai grandi temi, né un abbandono della ricerca delle cause per un ripiegamento sul principio d'indeterminazione, ma che si trattava della continuazione delle iniziative storiche precedenti con altri mezzi, e gli contestano di non aver ben compreso il lavoro di allargamento e approfondimento della storia scientifica, che la nuova metodologia e i nuovi concetti di tempo, di materiale e spirituale, la nuova critica del documento comporta.

Del dissenso fra queste categorie di storici, può forse avvantaggiarsi la storia, sempre più incerta e inquietata, e quindi portata a procurarsi nuovi metodi e strumenti dalla assimilazione con le scienze sociali? Con quali risultati? Ci viene talora la tentazione di dar ragione al tanto bistrattato Melchiorre Delfico: "Pensieri sulla incertezza e inutilità della storia". A che ci serve una disciplina che, tra errori, approssimazioni, falsi, non ci fa conoscere gli uomini se non nel seguito delle loro prepotenze, abusi, malizie, oppressioni? E che le "scienze sociali", per esempio sociologia, antropologia, economia, ci fanno forse comprendere meglio l'umanità nei suoi lati più confortanti, o non si limitano invece a delineare nel loro gergo asseriti caratteri permanenti e strutturali di una umanità ancor più brutta, senza speranza?

Ecco perché saremmo tentati di ricorrere alle classiche formule che hanno armato il pensiero storico moderno di nuovo coraggio e di nuova speranza. Fioche e generiche, ci suonano oggi alle orecchie certe formulazioni crociane, splendide nella loro suggestione formale: «Scrivere storie», nota una volta il Goethe, «è un modo di togliersi di su le spalle il passato. Il pensiero storico lo abbassa a sua materia, lo trasfigura in suo oggetto, e la storiografia ci libera dalla storia»; «Le età in cui si preparano riforme e rivoluzioni sono attente al passato, a quello del quale vogliono spezzare i fili, e a quello di cui vogliono riannodarli per continuare a intesserli. Le età consuetudinarie, lente e pesanti, preferiscono alle storie le favole, o riducono la storia stessa a favola e a romanzo»; «Cosicché è da dire, concludendo, che la conoscenza storica sorge dall'azione, ossia dal bisogno di schiarire e nuovamente

>>>

POLEMICHE

determinare gli ideali dell'azione oscurati e confusi, e che, col pensare l'accaduto, rende possibile la loro nuova determinazione e prepara alla nuova azione».

Pure, proprio qui sta forse il nodo. Le storie tradizionali, politico istituzionali, diplomatiche e della cultura, sono da tempo in ribasso. Le storie della quantità e della quotidianità, o anche della lenta o addirittura immobile durata, le quali avevano orgogliosamente innalzato il vessillo della nuova storia, segnano il passo. E i più accorti fra coloro che ne erano stati promotori ritrovano nuova linfa nel flusso vivace e instabile della narrazione che può in esse insinuarsi.

Non ci sarà al fondo, crociana- mente, quel rilassarsi del nesso fra politica e storia, che è conseguito al declino della politica, alla caduta delle ideologie, alla sfiducia negli ideali di miglioramento umano, nell'opaca nebulosa della "società del benessere" e dei suoi molteplici problemi frammentari, settoriali, corporativi? Recentemente, da qualche parte, ci si è augurati che certe grandi opere storiche, ora apparse alla luce, possano essere le ultime di una storiografia che ancora segue i filoni di vecchie idee come razionalità e giustizia. Ma, esclusa ogni storia a disegno e, d'altronde, stanchi ormai di dibattere di quantità e di serie, di mentalità collettive e di "massacri dei gatti" (l'ultimo libro di R. Darnton), forse bisogna rispolverare l'"ottimismo della volontà": sarà proprio un passatismo pensare che rivolgerci indietro verso Croce o, forse più ancora, verso Voltaire, ci darà il modo di ritrovare quello sprint ricostruttivo e produttivo, in cui sta il valore di un libro di storia? Quel valore per cui, nonostante tutto, "Settecento riformatore" di Franco Venturi o la biografia di "Cavour" di Rosario Romeo potranno essere definitivamente più apprezzati delle storie delle chiassate sotto le finestre dei vedovi risposati, o della produzione dei conti aziendali di una fattoria toscana o pavese, o delle nozze e delle morti in paesini di poche anime fra Cinque e Seicento. Con buona pace di chi ci dirà che la storia non deve centrarsi sul rapporto passato-presente, e tanto meno evocare prospettive per il futuro. Per questo, e non per i vaniloqui di Le Goff sulla "scienza globale dell'uomo", continueremo a scrivere storia.

FURIO DIAZ

Debat sobre la tasca de l'historiador avui

Miquel Barceló/Jordi Casassas/Ramon Garrabou/Miquel Izard/

Borja de Riquer/Eva Serra/Josep Termes/Enric Ucelay Da Cal

En el número cinquanta de L'Avenç (juny 1982) publicàven un escrit («Sobre la historiografia catalana») de Miquel Barceló, Borja de Riquer i Enric Ucelay Da Cal on aquests reflexionaven sobre l'evolució de la moderna historiografia catalana: des de la Renaixença fins a l'actualitat. Tot realitzant una lectura crítica de les diverses etapes que l'han configurada, conclouien amb l'anàlisi de l'actual estat de la nostra producció historiogràfica, que qualificaven com de confusió. Com exemple de la impotència de la nostra historiografia citaven dues questions importants no tractades: les relacions entre nació catalana i estat espanyol i la confusa problemàtica sobre l'hegemonia social en el nacionalisme català. Per les seves característiques aquest escrit, poc freqüent en el nostre món historiogràfic, invitava al debat i la reflexió. Pocs mesos després, el Centre de Treball i Documentació, prenent com a punt de partida l'article, organitzà un debat sobre «La tasca de l'historiador avui a Catalunya». Hi varen participar, a més dels autors de l'article, Jordi Casassas, Ramon Gabarro, Miquel Izard, Eva Serra i Josep Termes. La transcripció d'aquest debat, cedida pel Centre de Treball i Documentació, és el que us oferim.

Ramon Garrabou: El grup d'historiadors del Centre de Treball i Documentació ha pensat que podria tenir força interès obrir un diàleg sobre les questions que, en bona mesura, planteja l'article, publicat al núm. 50 de la revista «L'Avenç», de Miquel Barceló, Enric Ucelay Da Cal i Borja de Riquer, sobre la historiografia catalana. Potser l'aspecte que amb més persistència apareix al llarg de l'article és el de reflectir una situació de perplexitat, d'ambigüitat o de confusió, que sembla general entre els historiadors del país.

Aquesta situació de desconcert, d'ambigüitat o de perplexitat, es manifesta en el terreny historiogràfic des de finals dels anys setanta i començaments dels vuitanta, especialment en aquella historiografia que s'havia desenvolupat al voltant del marxisme. Però també és cert que la crisi (si es vol dir així) de la historiografia catalana té un caràcter específic, en gran part relacionat amb el context polític: en aquest cas, amb l'acabament del franquisme.

Es tractaria, en aquest debat, de posar sobre la taula questions que estan desenvolupades en l'article esmentat i d'altres que no hi apareixen. Jo, per iniciar la discussió, faré referència a alguns d'aquests elements.

Assenyalaria, per començar, la pèrdua de l'empenta renovadora que havia tingut la historiografia catalana als anys seixanta-setanta, i que actualment sembla que s'hagi esvaït d'una forma evident. Assenyalaria, també, que la dubtosa catalanització de la Universitat no ha servit, probablement, per donar una nova embranzida a la tasca historiogràfica i, d'altra banda, que les institucions que ha produït l'autonomia tampoc no han mostrat massa capacitat per empènyer el treball historiogràfic i científic. Els organismes teòricament destinats a impulsar les possibles tasques historiogràfiques i, en general, les científiques, com altres organismes dependents dels Ajuntaments i de la Generalitat, no han aconseguit donar l'impuls suficient, i solament han potenciat activitats molt provincianes, quan no comarcals.

El factor agilitzador durant el franquisme, que el text defineix com a "frontpopulisme", havia estat, penso, un element mobilitzador, però aquests últims temps ha anat desapareixent. Trobem que la participació menor dels historiadors en el debat polític i ideològic va minvant, a la vegada que es produeix una absència de plantejaments globalitzadors i un refugi cap a temes parcials monogràfics.

Probablement, es poden trobar molts altres problemes que detectin aquesta situació, si no de crisi, sí evidentment de canvi. Com impulsar una tasca historiogràfica que doni suport a les reivindicacions nacionals catalanes? Com impulsar una vertebració d'un treball col·lectiu, que acabi o que serveixi per superar la tasca aïllada i individual? Quin paper han de jugar la Universitat i les altres institucions? Aquests són problemes oberts, que em sembla que cal tenir presents. Tanmateix, els problemes més difícils, que ocupen o haurien de ocupar el primer pla de l'atenció, haurien de ser: Quina mena d'història necessita la societat catalana actual? S'ha de desenterrar la vella mitologia, com han fet algunes institucions del país? Fer història de Catalunya, avui, vol dir fer història del catalanisme, de les institucions i dels personatges? Ja que el model historiogràfic creat per la burgesia el segle passat s'ha esgotat, cal refer-ne un altre?

La llista d'interrogants podria ser molt àmplia, però penso que ja la completaran les intervencions. Ara, cal obrir el debat.

Josep Termes: Al meu entendre, cal reflexionar a partir d'una constatació òbvia. Aquest país és «molt poca cosa»

Ramon
Garrabou

*«Les institucions
solament han
potenciat
activitats molt
provincianes,
quan no
comarcals»*

i, per tant, els historiadors, els polítics, els burgesos i els obrers som "molt poca cosa". Estem al marge dels grans corrents que configuren el món, i, per això, ens cal una certa modèstia en els plantejaments.

El manifest és extraordinàriament suggerent, i jo subscriuria bona part de les coses que diu, però també hi ha observacions a fer. En primer lloc, destacaria una certa tendència subjacent en els autors del text, present en l'ambient general (en aquesta institució, i en molts més llocs) i que consisteix a magnificar el paper que l'historiador té a la societat contemporània. L'historiador no és "ningú", és com el ram de "vetes-i-fils", és a dir, té molt poc paper en la societat contemporània. Persisteix una idea, entre gramsciana i sartriana, penso, més o menys neo-marxista, que consisteix a creure que l'historiador és un gran protagonista de la història. Penso que ens equivoquem, l'historiador era "algú" quan es tractava "d'anar a la ciclostil". En el moment en què s'ha de tractar de definir el futur, l'historiador ha de reconèixer els marges raonables del seu ofici. Durant els anys seixanta, era la necessitat de paperassa política justificativa la que empenyia tothom, incloent els editors, a publicar. Però a l'historiador no li veig gaire paper.

En la vida econòmica, Ferrer Salat reconeix que és deixeble de Vicens

Vives, però, que jo sàpiga, no ha creat un equip d'historiadors que li muntin la CEOE, ni tampoc ho ha fet el Foment del Treball Nacional. En el camp de la política hi predominen els advocats. Si algú té participació en la política són els economistes; el Sr. Schwartz i el Sr. Lasuén a Alianza Popular; el Sr. Barón, el Sr. Fernández Ordóñez, del PSOE; Lluch, Hortalà i Toni Montserrat. No veig els historiadors fent un equip de treball en els grans moviments ideològics i polítics. Per tant, crec que els historiadors som, podem ser, un element crític, un element que es preocupa pel passat i que intenta que no es perdi la memòria històrica, per si algun dia les classes populars la poden recuperar. Però, no magnifiquem el nostre paper en el canvi de les coses.

Hi ha un altre aspecte que és el control·lari del manifest; es tracta de la manifestació que hi ha un projecte historiogràfic burgès en crisi. Això conté, penso, un debat polític: la burgesia catalana, va tenir realment un projecte historiogràfic? En tot cas, si en veig algun, és el de Vicens Vives (al qual s'ha volgut veure, en algun moment, com a portaveu del marxisme). Ferrer Salat el reclama, i Pujol també. Però, el Ferran Soldevila trobat, el Rovira i Virgili, que sord i morint-se de gana feia de periodista, en Sanpere i Miquel que escrivia articles per a la premsa... Dubto una mica que això sigui un projecte historiogràfic burgès (tampoc estic segur que sigui el contrari). Penso més aviat que hi ha un corrent neo-romàntic que fracassa, i que als anys seixanta hi ha un projecte "frontpopulista" que fa aigües avui.

En relació amb el "frontpopulisme" dels anys seixanta, penso que als autors del text els ha mancat una mica de valentia a l'hora d'explicitar allò a què es feia referència. I, en certa mesura, crec que s'ha amagat un debat. Fins a quin punt la història econòmica és l'eix vertebrador de la història total, a la qual, en teoria, ha de tendir la història? Fins a quin punt Marx és el vertebrador de tot això?

L'article-manifest, per exemple, parla críticament d'una sèrie d'estudis sobre minories, polítics, grups, partits...; en canvi, jo penso que una història econòmica local és tan minuciosa com aquests estudis. Caldrà veure on va a parar tota la sèrie d'aportacions d'història econòmica, que són objectivament útils, però també ho és el fet

Josep
Termes



*«L'historiador no
es ningú,
és com el ram
de vetes-i-fils,
és a dir,
té molt poc
paper en la
societat
contemporània»*

que s'aportin coneixements sobre el Partit Radical o sobre una minoria obrera. Penso que en la tria dels elements de crítica s'hi amaga un fet, no ens atrevim a atacar els pares i ataquem els germans. Un dels temes de debat que se'ns proposa és la relació nació/estat; doncs bé, qui ho ha treballat —una mica— és la història política i social, la història econòmica molt menys. Nosaltres respectem i creiem útil l'aportació de la història econòmica, i pensem que, a la llarga, s'ha d'integrar en un conjunt historiogràfic. Des de l'òptica inversa, no estic segur que no hi hagi una actitud de recel i de menyspreu cap a les aportacions no economicistes.

Aleshores jo —en nom del marxisme (no en sóc massa de marxista)— no ho entenc, ja que la història ha de cristal·litzar en una història total.

Pel que fa a l'altre aspecte, el del paper social de l'historiador, li dono menys importància, perquè veig que, en definitiva, en tenim poca.

Eva Serra: Recordo dos aspectes de l'article que em van semblar molt importants. Un era la qüestió de la relació nació/estat; l'altre consistia en l'intent d'explicar què havia estat la historiografia catalana, abans de la historiografia "frontpopulista" i de la



Eva Serra

«En aquests moments, i en aquest país, no hi ha projecte nacional, i la historiografia reflecteix aquest fet»

penetració de les ciències socials en la Història.

Penso que s'ha de considerar una dependència entre qualsevol discurs, sigui historiogràfic o econòmic, respecte al marc polític. Per això opino que la historiografia romàntica —que té el seu valor— és només parcialment nacional, ja que la classe hegemònica a Catalunya no estic massa segura que tingués un projecte nacional darrera de la seva política. La historiografia queda afectada per aquesta manca de projecte nacional. El discurs historiogràfic, aleshores, està realment al servei del país a mitges, ja que Catalunya és una nació a mitges. La burgesia no va tenir en cap moment el projecte d'unificació nacional, tenia la dificultat de com relacionar-se amb l'Estat i, a la pràctica, de com integrar-se en aquest Estat de la manera menys dramàtica possible.

La frase diu "ara és l'hora de la independència" —no la independència política sinó la literària— és molt significativa. També és significatiu que aquesta historiografia plantegi la contradicció Catalunya/Castella, més que no pas nació catalana/Estat espanyol. I aquest discurs té una pene-

tració popular enorme, que, crec, arriba fins als nostres dies.

La penetració de les ciències socials dins de la historiografia no sé en quin moment s'hauria de fixar; potser sí que és Vicens Vives qui fa aquest esforç. Aquesta penetració va suposar durant el franquisme una despolitització de la historiografia que va anar molt bé, ja que permetia fer una història asèptica, parlar dels preus..., sense fer referència al marc polític local. Jo no critico aquesta penetració de les ciències socials, però sí que assenyalo que permeté que la historiografia tingués una vida cofoia i de, probablement, menor compromís amb la realitat. Penso que és molt important identificar els fenòmens de la puja i baixa dels preus, o de les crisis de subsistències, però en tot cas aquests fenòmens s'han d'inscriure dins d'un plantejament polític. D'altra banda, en la historiografia anomenada romàntica sí que va haver-hi un cert discurs polític, al qual jo titllaria més de regionalista que de nacional. En aquest sentit, no crec que es magnifiqui la tasca de l'historiador, sinó que cadascú fa la feina que li pertoca. Es tracta de si tens un compromís amb la realitat o no.

L'article fa una anàlisi del que ha estat la historiografia fins ara, però no es compromet en què ens pertoca de fer. Estic totalment d'acord que la historiografia està mancada d'una anàlisi seriosa sobre la relació nació/Estat. Això potser respon al fet que possiblement no tenim aquest projecte nacional *in mente*, i el que ens preocupa és com ens integrem en aquest estat i no com ens el treiem de sobre.

Un dels temes fonamentals que la historiografia no ha abordat és el de l'ocupació, si realment veiem això "de la nació". Penso que no té cap sentit dir que Catalunya o els Països Catalans són una nació, si al costat no hi posem *ocupada*. Aleshores ens podríem plantejar que l'ocupació no és una cosa d'un dia ni de dos, sinó que és un procés. Per a mi, ocupació equival a derrota militar; després, control del territori; seguidament, dominació i, finalment, s'entraria en el terreny polític.

Aquesta interpretació pot ser equivocada o no, però és molt difícil que puguem fer una correcta relació nació/estat liberal-burgès, si no partim d'ella. O acceptem el fet de nació coincidint amb l'estat liberal-burgès, del qual en seríem una part integrant,

Jordi Casassas



«Existeix un baixíssim nivell de crítica pública sobre els treballs que es fan»

o bé considerem que aquí hi havia uns altres projectes que, d'alguna manera, han estat derrotats. Analitzant-ho, podem plantejar-nos el tema dels Països Catalans.

Així com s'ha fet un gran esforç per analitzar el concepte de classe social, s'ha menyspreat molt una aportació —que ve del romanticisme—, que és el concepte de "poble". Tant el concepte de classe, com el de poble, són fonamentals. En aquests moments, i en aquest país, no hi ha projecte nacional i la historiografia reflecteix aquest fet.

És important veure quines han estat les principals publicacions fetes des dels anys seixanta, encara que personalment no s'hi estigui d'acord. Algunes d'aquestes serien la *Notícia de Catalunya* i, també, *Industrials i polítics*, de Vicens Vives, que va ser dels pocs que es van dedicar a fer política. Aquests són llibres que s'haurien d'haver situat a l'article. Un altre llibre que pot haver estat molt important és *Nosaltres els valencians* de Joan Fuster, un home bastant aïllat des del punt de vista polític, mentre que a Vicens Vives se li va oferir més d'una vegada un ministeri.

També valdria la pena de veure com, a partir dels anys setanta, amb la mort de Franco, quan es va polititzar



Miquel
Barceló

*«Que els polítics
fan mites i els
aprofiten, ja ho
sabem, però jo
crec que
l'historiador, n'ha
de fugir com de la
pesta»*

la situació, el tipus de llibre que surt al mercat tracta preferentment de l'etapa republicana. Això respon al fet que el projecte que hi havia aleshores girava al voltant del projecte autonòmic. Actualment aquests estudis ja estan passats de moda, perquè estem en una situació diferent.

Hi ha una crisi de l'historiador, o de la historiografia, per a aquelles persones que pensaven que fer història era participar en un projecte polític i, per tant, actualment es troben fora de joc. Una altra alternativa és la d'intentar donar un sentit a allò que estàs fent, aleshores pots arribar a interpretacions que estan molt al marge d'allò que s'anomenava ciència. Estàs fent un salt, no saps si és correcte o no, en la mesura que penses políticament unes determinades coses.

Jordi Casassas: La meua intervenció girarà al voltant de les tasques de l'historiador. En primer lloc, penso que aquest acte és massa formal, ja que la qüestió de la dita "tasca de l'historiador" és un tema de tertúlia. Hi ha altres aspectes, però, a tractar, com són la validesa del marxisme, l'orientació dels treballs...

En segon lloc, voldria assenyalar la manca de tasca de divulgació històrica que cobreixen moltes vegades periòdics i afeccionats.

També penso que existeix un baixíssim nivell de crítica pública sobre els treballs que es fan...

En darrer lloc, hi ha una sèrie de problemes que la historiografia "front-populista" no ha sabut resoldre, com per exemple la relació entre Catalunya i el conjunt de l'estat espanyol. Hem provincialitzat molt la història de Catalunya i massa sovint desapareix bastant la perspectiva espanyola i internacional.

També cal ressenyar que les històries monogràfiques, posem per cas, de la classe obrera, són l'equivalent en el camp de la història social de les monografies de caràcter econòmic.

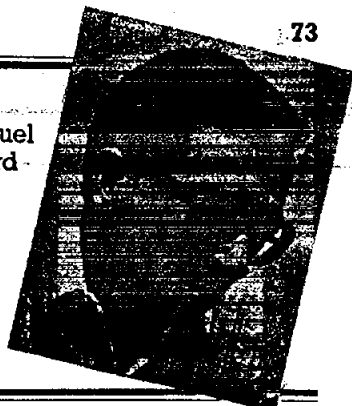
Miquel Barceló: Penso que tant en Termes com l'Eva Serra han dit coses molt grosses. Coses que no em toca a mi de rebatre, ni de criticar, senzillament perquè moltes d'elles ja estan presents en això que en Termes s'ha entestat a anomenar "manifest". Com deia l'Eva Serra, aquesta reflexió crítica que hem fet acaba dient que nosaltres, els tres signants, desconeixem quines fórmules o consignes històriques cal proposar.

De tota manera, jo pensava que en Josep Termes advertiria, com ho ha fet, que aquí no hi som tots els que hi hauríem de ser. Hi ha historiadors que tenen molt clara quina és la seva tasca, l'Albert Balcells, en Salrach i altres col·laboradors d'Omnium Cultural. Aquesta és gent que no té dubtes. Nosaltres sí que en tenim; per això varem acabar amb un discret silenci.

Penso que el punt on s'hauria d'instalar el debat és precisament sobre aquesta pràctica historiogràfica immanent, mecànica, que sorgeix inevitablement de les Universitats per anar pujant d'escalafó. Que surt d'aquells departaments fets de clienteles espanyoles, d'aquells centres de recerca construïts amb diners estatals; aquesta producció de revistetes que van sorgint per tot arreu. Ningú no parla mai d'aquesta historiografia perfectament disponible i/o degradable. Jo sospito que la raó per la qual no se'n parla mai, és perquè és la història qui fa les carreres professionals. Aquesta gent no té dubtes; són perfectament lúcids sobre què fan; fan carrera. Aquesta historiografia gravitatòria, que queda en suspens, no representa cap contribució.

En una revista anomenada «Cuenta y Razón» hi ha una crítica severíssima al llibre de Fontana (*Historia. Análisis*

Miquel
Izard



*«La burgesia
catalana ha tingut
sempre el mateix
projecte nacional,
històric i polític,
que ha estat un
projecte
espanyolista»*

del pasado y proyecto social), en la qual l'autor arriba a la conclusió que tota recerca històrica està mediatitzada per la ideologia de l'historiador i que tota investigació té, al cap i a la fi, unes dimensions útils. Jo no crec que tota recerca feta i publicada tingui dimensions útils. Per contra, crec que de vegades es converteix en una pràctica enormement nociva. Aquest seria el cas del llibre de R. Arié sobre l'Espanya musulmana, editat per Tuñón de Lara, on no hi ha un sol coneixement de com era i com funcionava l'estructura social.

La tasca dels historiadors la plantejava bé en Miquel Izard en una editorial a «L'Avenç», que tractava del centenari de la conquesta d'Amèrica. Si vivim, l'any 1992 serà espantós. Ens preparen una mena de celebracions carnavalesques. Jo crec que una de les tasques dels historiadors ha de ser la de combatre allò que en diuen la "Fiesta de la Unidad Nacional", "La Fiesta de la Conquista de América", "De la Hispanidad". Cal potenciar una recerca americanista a Catalunya, o, fins i tot, crear comitès d'historiadors en contra de les celebracions escandaloses.

Josep Termes: Jo només vull dir que en parlar de "manifest", no ho feia amb mala intenció. No s'ha de tenir



Enric Ucelay
Da Cal

«S'ha d'atacar, també, la fabricació, molt més concreta, de la historiografia espanyola i el pes dels seus mites»

por de la paraula "manifest"; hi hauria d'haver més papers en els quals una sola persona exposés les seves idees. Crec que era millor parlar de "manifest", que no pas d'un article qualsevol.

Miquel Izard: S'ha dit per aquí que la burgesia catalana havia tingut un projecte nacional històric. Jo penso que la burgesia, si més no d'ençà del romanticisme, ha tingut sempre el mateix projecte nacional, històric i polític, i que ha estat un projecte "espanyolista". Em fa l'efecte que moltes vegades no ho tenim en compte. La burgesia catalana no ha tingut mai un programa nacional català, i això ha ajudat a emmascarar i a fer més complicat encara el coneixement històric del poble català.

Josep Termes: Hi estic d'acord. Simplement apuntava que sabem molt poc de la història dels nostres historiadors, començant pels romàntics. Vosaltres parleu de Rubió i, si no recordo malament, de Víctor Balaguer, però n'hi ha molts més, Sanpere i Miquel, Pella i Forgas...; d'aquesta gent no en sabem res, i això és gravíssim. El que passa és que aquesta gent parla millor que no escriu. Per exemple, el tema del triomf del romanticisme dins de la historiografia i de la política

espanyoles és important per contrastar, ja que realment és del més exportable que hi ha aquí. Des del començament del liberalisme hi ha un Estat, una escola i un sistema educatiu, que va des de la Universitat fins al nivell més baix. Això que aquí tot hom critica, els mites nacionals, ni tan sols estan assimilats o són poc coneguts, al contrari dels "descubrimientos de América", que formen part i s'assimilen durant l'ensenyament. És clar que els han difós tant els de dretes com els d'esquerres. Aleshores, fins a quin punt tot poble minoritari i esclafat històricament no conrea un auto-sadisme excessiu. Em sembla que ens flagel·lem excessivament; ens re- criminem a nosaltres mateixos coses que tolerem als altres. A la historiografia i cultura espanyola hi entra tot, banderes, signes, Govern Civil, Rei. Jo no sóc d'esquerres, sóc de dretes i moderat, però és això el que veig. No estarem fent aquí la llei de l'embut? Per a nosaltres, el broc petit, i per als altres, el gros. Convindria mirar una mica els altres.

Enric Ucelay Da Cal: No vull entrar ara en la qüestió de si hi ha un projecte nacional de la burgesia catalana, tal com ha indicat en Miquel Izard. Penso que hi ha un projecte historiogràfic regionalista, i que no passa necessàriament pels historiadors. Sovint passa per la premsa, per les arts plàstiques. Aquest projecte té una consistència molt sòlida i que afecta la mateixa capacitat d'anàlisi de la realitat catalana. Si no fem una anàlisi més seriosa d'aquesta historiografia regionalista no ens en podem sortir. S'ha d'atacar, també, la falsificació, molt més concreta, de la historiografia espanyola i el pes dels seus mites. Nosaltres hem de fer una historiografia diferent i més vàlida.

Miquel Izard: Jo no diria regionalista sinó sucursalista, i ho diria per tal que ho recordeu vosaltres. Una de les coses que a mi em va cridar més l'atenció de l'article, és el fet de com aquesta història de Catalunya inventada per la burgesia catalana a partir del romanticisme ha remarcat tots els aspectes de la història de la mare, de la mare pàtria, com és Castella. Aleshores, nosaltres hem de tenir també la nostra "reconquesta", i, si no hi és, s'inventa. Com que no vàrem descobrir l'Amèrica, tenim expansió pel Mediterrani. Penso que aquesta histò-

Borja
de Riquer



«Hi ha el perill que la feina de l'historiador estigui, en bona part, condicionada per plantejaments de tipus polític»

ria no és regionalista, sinó sucursalista.

Enric Ucelay Da Cal: Bé, però aquí entres en un altre joc, la mateixa història espanyola és, a la vegada, sucursalista.

Intervenció: Crec que les intervencions s'han anat allunyant del títol de la conferència, la tasca de l'historiador avui a Catalunya. Jo penso que la tasca de l'historiador avui a Catalunya, com a tot arreu, és la de netejar de fullaraca la història. Hem parlat de nacionalisme, de regionalisme... tot això s'ha d'explicar sense remuntar-se a l'època de l'Oda a la Pàtria, que també és brossa, ja que posats a recordar la Renaixença caldria recordar les presons plenes d'obres. Dissortadament, la burgesia catalana ha utilitzat la intel·lectualitat perquè Catalunya sigui cristiana. L'únic home que jo respecto és Valentí Almirall, els altres foren veritables nul·litats. S'ha d'explicar això al poble, treient-li tota la llegenda... No solament és Catalunya la que té fullaraca, també la història d'Espanya en té força: la batalla de Clavijo, l'aparició de Santiago.

Eva Serra: Penso que és molt difícil el rebuig dels mites a nivell popular. Jo no m'en riuria, ja que les classes do-

minants saben perquè els han fet. El que jo no sé és com penetra el discurs historiogràfic a nivell popular, si contribueix o no a elaborar mites. La presa de la Bastilla, el mite més revolucionari, també ho és.

Jo no sé fins a quin punt ens plantejem un discurs historiogràfic summament científic, però descarnat, sense pautes que serveixin de referència. Potser alguna d'aquestes pautes és sucursalista, però d'altres no ho són. Fins a quin punt no hem de mantenir els mites del Compromís de Casp, i de l'11 de Setembre, per exemple. El que jo no veig massa clar és perquè en Jordi Pujol tracta de mantenir la referència a l'11 de Setembre; sembla que no té cap mena de sentit, però ho fa. No sé si hem de tenir tants escrúpols amb aquelles referències. El senyor que ha parlat abans ens ha recordat unes altres referències, el Camp de la Bota pot ser-ho.

Miquel Barceló: Quins mites hem de mantenir? Quins són els bons i quins són els dolents? Per això necessitem un partit que ens ho digui. L'historiador, hipotèticament, no hauria de procedir així. Que els polítics fan mites i els aprofiten, ja ho sabem, però jo crec que l'historiador n'ha de fugir com de la pesta. És clar que l'Eva sempre diu que una pràctica científica va acompanyada d'una identificació nacional i social. L'historiador que no pretén el manteniment dels mites pot tenir-la perfectament; per tant, és un judici d'intenció. Aleshores, hi ha la qüestió de quins són els mites bons i quins els dolents. Crec que això és entrar en un terreny que no és el nostre. Malauradament, la realitat de les conductes socials, amb els seus protagonistes, ja té prou cura a mantenir tots els mites que siguin necessaris, a crear-ne de nous, a modificar-ne o a adjectivar-ne d'altres. Efectivament, què fa Jordi Pujol quan reivindica l'11 de setembre? No ho sé. Què fa quan reivindica Guifré el Pilós, ho puc entendre més. Aquesta darrera és un tipus d'identificació més comprensible. Crec que l'historiador no ha de tenir res a veure amb tot això.

Josep Termes: De tota manera, hom constata que no solament són els partits polítics, sinó que també qualsevol moviment doctrinari té unes banderes i uns projectes. Començant pels anarquistes, que són teòricament, en la nostra història, els més iconoclas-

tes, però que tenen la bandera roja i negra, Casas Viejas, el Noi del Sucre, etc. En arribar a aquest punt, jo faig una dicotomia, i no sé si m'està permès de fer-la; l'historiador és un treballador social i, com a tal, ha d'anar a la recerca de la realitat; i, a la vegada, és un ciutadà. Jo sempre intento de separar-ho d'objectivitzar les coses, fins i tot de no fer cap tipus de proselitisme.

Jo no puc estar d'acord amb el que diu Ucelay Da Cal sobre els mites, perquè moltes vegades el problema és el de sobreviure. Com a historiador i com a ciutadà, jo no observo en cap moviment polític i social, en cap classe, en cap nacionalitat, una absència de mites ni de banderes. Estic parlant com a ciutadà, no com a historiador. Jo no crec que, com a historiador-ciutadà, hagi de perdre uns punts de referència, que per a mi són les classes populars, i que per a d'altres poden ser el proletariat, la burgesia, o el poder. En Miquel Barceló ha apuntat coses que són útils, però que passen pel damunt nostre. Per exemple, ha dit que "fem carrera", però, si es tracta d'arribar a final de mes... i cobrar menys que un obrer "arregladet" de la SEAT... Diguem-ho clar, està confonent això amb la subsecretaria del *Ministerio de Hacienda*, per dir alguna cosa. Igualment pel que has dit sobre els centres de recerca amb diners estatals; si no en tenim cap! Aquí hi ha una de les claus explicatives de l'autofracàs de la historiografia catalana que als anys seixanta semblava anar endavant i ara no hi va. Durant els anys seixanta l'establishment espanyol es dedicava a la historiografia medieval i moderna, i solia abandonar la historiografia contemporània per conflictiva. Aleshores, l'oposició catalana feia història contemporània per fer lluita política. Quan es va descobrir que això era rendible i tenia masses al darrere, es començaren a donar sous. A qui han anat els sous de la Fundació March, del "Banco de España", etc? Resulta que això és molt més del que tenim nosaltres, que no tenim gens de poder, ni polític ni econòmic.

Hi ha un doble joc, tal com ha dit molt bé l'Eva Serra, quan es referia a les classes socials i als pobles. Hi ha un matís importantíssim, les classes socials no desapareixen i els pobles sí. Ni Reagan, ni Margaret Thatcher, no aconseguiran que les classes socials desapareguin als E.U.A. o a la

Gran Bretanya. En canvi, hi haurà pobles diferenciats o minories nacionals l'any 2000? La classe sobreviu a la dificultat, els pobles no. Només cal veure Occitània; és una de les coses que m'han fet pensar més en la meua vida. En canvi, la classe obrera francesa no ha desaparegut.

Enric Ucelay Da Cal: Des del moment que s'enterra la "yeomen" anglesa tampoc torna a reapareixer, per citar un exemple clàssic.

Josep Termes: És terrible el que acabes de dir. És gravíssim que posis com a exemple un residu de classe social, per comparar-lo amb un poble. Un poble és una cultura, un idioma, una forma de vida. Has comès un error immens.

Enric Ucelay Da Cal: Si plantejes el debat a aquest nivell, millor deixem la història i parlem de política, de com organitzar un projecte nacional eficaç, amb quines bases, amb quines classes socials. Aquesta discussió que estem tenint em sembla totalment inútil; hi ha un tall, polític potser, que fa que no valgui la pena fer un debat d'aquest tipus.

Ramon Garrabou: Respecte al paper de l'historiador, no és vàlid el fet de pensar que no té un paper en la història contemporània, perquè no ocupa càrrecs polítics. És cert que hi ha hagut una magnificació del paper de l'historiador, però continuo pensant que alguna tasca es pot fer. Si partim del supòsit que el producte historiogràfic té una funció política, em costa d'entendre que no hi hagi mites i idees força... La frontera amb els mites és molt difícil de separar i de destriar. S'hauria de tornar a la discussió d'aquests plantejaments.

Borja de Riquer: Em sembla, respondent a l'Eva, que hi ha un altre perill, l'idealisme. I d'això n'hem de ser conscients. El perill que la feina de l'historiador estigui, en bona part, condicionada per plantejaments de tipus polític. Pot passar que la seva tasca ultrapassi allò que es podria denominar "el seu rigor", en defensar la utilitat política del mite enfront del mite de l'altre.

Un altre perill és dir que desmitificar és políticament perillós, perquè som un país tant "fotut" que encara necessitem mites. Això implica, en primer

lloc, que les relacions entre el poble això que se'n diu el poble i les classes populars) i els historiadors estan molt viciades. Nosaltres no en som directament els responsables, sinó que ha estat el franquisme el qui ha generat tot un seguit d'interferències. Per combatre-les no ens podem ficar, estrictament, en el mateix terreny de «l'enemic», per dir-ho d'alguna manera, i utilitzar, de fet, les mateixes armes. És perillós perquè estem manipulant el que Josep Termes deia les classes populars, canviant-los uns mites d'un color per uns altres de colors més agradables, amb finalitats que evidentment tenen al darrere la seva justificació política. Aleshores, aquí entrem en el terreny del debat polític, com és obvi, ho marca tot. És una de les coses, que des del principi havíem ja dit en l'article. El centre de la qüestió és un problema polític, aquí la gent gairebé no sap què és aquest país. Els qui ja parteixen d'uns supòsits polítics previs i fan d'historiadors, tracten d'utilitzar-los, canviant si cal els mites, però aquests mites encara els necessitem? Això em sembla, com a historiador, molt perillós. En la situació de subordinació en què ens trobem, cal replantejar-se la relació, entre la ideologia que produeix l'historiador i els seus receptors mediatitzats. És això el que ens hem de replantejar més clarament i, no, dir que encara necessitem dels nostres mites. Però... per què? Per fer que la gent, d'alguna manera, segueixi les nostres banderes amb uns mites més presentables que els dels altres? Em sembla que no.

Josep Termes: Em sembla que hem començat amb un ritme i estem acabant amb un altre. En Borja de Riquer ha donat una mica la volta i s'ha passat a les classes populars com si se les estigués enganyant... L'Eva ha posat més èmfasi sobre els mites que no jo, tot i que tampoc em posaria tan nerviós. Tu creus de veritat, Borja, que algú li dona a les classes populars alguna cosa com a historiador? —Si és que sí, a qui et refereixes?

Borja de Riquer: Si vols que et contesti...

Josep Termes: És clar que sí, és que si no, no ho entenc.

Borja de Riquer: No deixa de ser simptomàtic que quan algú posa en

qüestió això, és digui que és perillós desmitificar.

Josep Termes: Qui ha dit això?

Borja de Riquer: El Sr. Oriol Pi de Cabanyes en el número de juliol de la revista «Serra d'Or»... Ell escrivia com a polític, és un article polític que parla des d'una visió política als historiadors i els diu: "Penseu massa i això és perillós, perquè estem en una situació massa anormal perquè vingueu ara a posar-nos en qüestió allò que és la nostra essència, i amb això el que féu és crear-nos una confusió tal que els sectors populars se'ns poden anar". D'alguna manera ell planteja la necessitat del mite, cosa que des de la meua modestia d'historiador em sembla una aberració. Però ha estat una crítica política i no pas historiogràfica.

Miquel Barceló: Si em permeteu, vull llegir unes coses: Conferències organitzades per l'Associació Promotora del Congrés de Cultura Catalana.

— Catalunya nació mil·lenària: la seva dinastia nacional.

— Origen de la nació catalana: de la prehistòria a la dinastia nacional.

— De Guifré el Pilòs i Ramon Berenguer III el Gran a Jordi El Calb.

— Expansió ultrapirinenca. Relació pactista entre el comte i el poble.

— Els nostres comtes-reis: de Ramon Berenguer IV a Pere el Catòlic.

— L'Expansió catalana per la Mediterrània: de Jaume I el conqueridor a Martí l'Humà. Expansió comercial i guerrera.

— Compromís de Casp: una dinastia castellana a Catalunya. Conseqüències polítiques i socials.

— El nom de Catalunya. Reis d'Aragó i no de Catalunya... la bandera catalana... i un inquietant etc.

Això són els mites.

Josep Termes: Això és el que pot fer, també, l'Acadèmia de les Ciències de la Unió Soviètica sobre el principat de Mòscovia, Ivan el Terrible, o a l'Egipte del Sadat sobre l'Egipte dels Faraons. Això és un poc la part de la història encarcarada. Però, quina relació té això amb les masses?

Miquel Barceló: I quan en Jordi Pujol se'n va a veure a Guifré el Pilòs...

Josep Termes: Això, davant d'allò que fan els vostres polítics a la televisió

fem política i manant a Espanya, no és res...

Miquel Barceló: Els nostres?

Josep Termes: Els vostres es diu en general, és a dir, l'esquerra... Això no és res, és una història sense cap importància política i social.

Enric Ucelay Da Cal: Com es basteix la història de Catalunya, i la necessitat de bastir-la d'una manera més adequada són la qüestió; i no pas utilitzar un model historiogràfic que ha existit fins ara. Jo no estic negant la necessitat de crear uns elements popularitzables. El que sí crec és que els elements popularitzats fins ara no serveixen historiogràficament. Fins i tot, diria, anant més lluny, no em serveixen com a ciutadà. Penso que el que intentàvem plantejar en aquest article era simplement el fet que hi ha unes estructures que no funcionen, i que cal, per tant, fer-ne unes de noves.

MIQUEL BARCELÓ

Professor d'Història medieval a la Universitat Autònoma de Barcelona.

JORDI CASASSAS

Professor d'Història contemporània a la Universitat de Barcelona.

RAMON GARRABOU

Professor d'Història econòmica a la Universitat de València.

MIQUEL IZARD

Professor d'Història d'Amèrica i d'Història contemporània de Catalunya a la Universitat de Barcelona.

BORJA DE RIQUER

Professor d'Història contemporània a la Universitat Autònoma de Barcelona.

EVA SERRA

Professora d'Història moderna a la Universitat de Barcelona.

JOSEP TERMES

Professor d'Història contemporània a la Universitat de Barcelona.

ENRIC UCELAY DA CAL

Professor d'Història contemporània a la Universitat Autònoma de Barcelona.



La llegenda dels tres presidents

Enric Ucelay Da Cal

La història de Catalunya al segle XX s'ha centrat a nivell de consum en tres figures, Prat de la Riba, Macià i Companys. La creació d'un mite «dels tres presidents» ha servit com un succedani senzill de la història, fàcilment projectat cap al consum massiu, que no ha incrementat, sinó al contrari ha disminuït la comprensió de la realitat històrica, fins i tot al nivell de la producció historiogràfica.

Recentment hem assistit a un inici d'interès per part de sociòlegs i antropòlegs per explorar els símbols i mites de la cultura catalana actual. Aquesta brotada de treballs no és en conjunt sorprenent, tenint en compte, en primer lloc, l'estancament intel·lectual del pujolisme, i, en segon, el fracàs objectiu del continuisme frontpopulista que representaven les crides sincrètiques del PSC i del PSUC. Els sorolls sobre el desencís i la desil·lusió de l'últim parell d'anys han donat lloc al desig

d'explorar els axiomes o punts de partida que hom suposa han donat continuïtat a l'últim segle o més de la societat catalana. Lamentablement, però, aquests primers esforços han estat desiguals i poc útils.⁽¹⁾ Són treballs que no tenen cap sensibilitat política per la qualitat d'allò que mou a la gent en una societat de classes. La seva manca d'un enfoc històric a un problema històric els porta cap a l'abstracció i la insignificància. La manca d'aquest enfoc, però, és deguda en gran mesura a la naturalesa més que dubtosa —en termes simbò-

lics— dels axiomes que han regit la historiografia catalana. Aquest assaig intentarà argumentar que la història de Catalunya al segle XX a nivell de consum s'ha centrat en tres figures: Prat de la Riba, Macià i Companys. La creació d'un mite «dels tres presidents» ha servit com un succedani senzill de la història, fàcilment projectat cap al consum massiu, que no ha incrementat, sinó al contrari ha disminuït la comprensió de la realitat històrica, fins i tot al nivell de la producció historiogràfica.

L'AVENÇ

La llegenda dels tres presidents

L'ARRIBADA DE LA MASSA AL CATALANISME

Per als intel·lectuals catalans més previsors de l'esquerra als anys 1930, una de les preocupacions culturals —i polítiques— més importants era el que s'anomenava «l'arribada de la massa al catalanisme». Domènec Guansé, en un article escrit el 1934, ho situava en termes de dos problemes:

«...primer, el de proporcionar a aquesta enorme massa la cultura que avui li manca: ...Segon, el d'estimular la producció d'una cultura que avui no pot interessar a aquesta massa.»⁽²⁾

La sol·lució al problema de la massificació de la cultura catalana ja es va resoldre en el context republicà amb la generació d'una àmplia mitologia, alhora (i de vegades contradictòriament) patriòtica i democràtica. L'experiència de la revolució i la guerra no va tallar aquest procés, ans al contrari el va ampliar i estendre. En la postguerra, paradoxalment, davant la sistemàtica repressió cultural del franquisme i la seva preocupació per l'extirpació del «rojo separatismo», alguns dels mites de l'etapa anterior, en comptes d'ésser extingits, van prendre el caliu de les catacumbes, o la fermesa de conviccions mantingudes en l'exili o en la voluntat callada de l'interior. Donat que culmina en ple règim franquista, un dels mites histò-

rics que més es popularitza (i en tot cas el que pren un gran valor dinàmic en els últims anys de la dictadura i els primers de la dita «transició democràtica») va ésser la reducció de tot el desenvolupament institucional de l'autonomia catalana a la història dels «tres presidents». Molt esteses, però amb poca informació concreta, i menys encara de nova, les figures històriques de Prat, de Macià i de Companys, ja de per si poc conegudes pel que fa a l'aprofundiment històric, han quedat trivialitzades alhora que desgastades. Els «tres presidents» resten caricatures força familiars. Explorem, doncs, no els personatges històrics o el seu significat com actors històrics reals, sinó la vàlua de les seves caricatures com a substitutiu del coneixement de la lluita de classes a Catalunya.

Per començar, caldria establir la lògica d'identitats del mite perquè es vegi el que vull indicar. La primera observació a fer seria que, com passa en les relacions evangèliques, molts són els cridats però pocs els escollits. De fet, tot i que potser sigui recordar una obvietat, cal dir que hi ha hagut una multitud de «presidents de Catalunya» al llarg del nostre segle. La Mancomu-

nitat va ésser presidida per Enric Prat de la Riba (1914-1917), Josep Puig i Cadafalch (1917-1924), i Alfons Sala i Argemí (1924-1925). L'any 1930, durant la crisi de la monarquia, Joan Maluquer i Viladot va presidir la Diputació Provincial de Barcelona com si fos una hipotètica «Diputació de Catalunya», recuperant en part així l'estil no sols de la Mancomunitat sinó també de Prat de la Riba com a president de l'entitat provincial barcelonina de 1908 a 1914. El 14 d'abril de 1931, el líder nacionalista republicà Francesc Macià destituï Maluquer del seu lloc i es proclamà, el mateix dia 14, President de la República Catalana (dins d'un context jurídic variant entre les fórmules de Federació, Confederació o República Federal espanyola). Després, el dia 17, com a fruit d'unes negociacions amb representants del govern provisional de la república, Macià esdevingué President de la «Generalitat», càrrec que mantindria *de facto* fins a la consolidació jurídica de l'autonomia catalana (l'Estatut aprovat per les Corts, i l'elecció d'un Parlament català), i que li seria confirmat per la nova legislatura catalana el 14 de desembre de 1932. Mort Macià el Nadal de 1933, el Parlament de Catalunya escollí Lluís Companys, republicà i segona figura del partit governamental Esquerra Republicana de Catalunya com a President de la Generalitat el dia 31 de desembre d'aquell mateix any. Destituït militarment per rebel·lió el President Companys, serien igualment —almenys en teoria— presidents de la Generalitat durant el dit «bienni negre»: el coronel Francisco Jiménez Arenas (7 octubre 1934-10 gener 1935); Manuel Portela Valladares (10 gener-23 abril 1935); Joan Pich i Pon (23 abril-28 octubre 1935); Eduardo Alonso i Alonso (28 octubre-19 novembre 1935); Ignasi Villalonga (19 novembre-14 desembre 1935); Joan Maluquer i Viladot (14 desembre-18 desembre 1935); Fèlix Escalas i Chamení (18 desembre 1935-17 febrer 1936); i, finalment, com a transició per al retorn del govern d'Esquerra, Joan Moles i Ormella (17 febrer-29 febrer 1936). Companys fou confirmat com a president pel Parlament el 29 de febrer de 1936, i si bé la seva posició esdevé *de jure* amb el pas de la Generalitat a l'exili, morí executat per la responsabilitat del seu càrrec el 15 d'octubre de 1940. Per als exiliats catalans, Josep Irla, com a president del Parlament esdevingué, en funció de l'Estatut Interior de 1933, president interí de la Generalitat. Irla va mantenir el càrrec de President de la Generalitat a l'exili fins dimitir al 1954, quan els diputats del Parlament a l'exili van elegir Josep Tarradellas. La insis-

Lluís Companys, el president «martir», redimí els seus errors amb la seva mort.



L'AVENÇ

tència a mantenir les fórmules va donar finalment el seu resultat l'octubre de 1977, quan, després de complexes negociacions, el govern de la monarquia actual va reconèixer Tarradellas com a President de la Generalitat, restablint-se la institució amb el seu retorn a Catalunya. Finalment, el nou Parlament de Catalunya elegit el 20 de març de 1980, va triar Jordi Pujol com a president de la Generalitat el 24 d'abril del mateix any. La llista es podria allargar enormement fins incloure els presidents

representar Catalunya o de la manca de tal qualitat. Per explicar el que vull dir, potser seria més clar posar uns exemples: Puig i Cadafalch, posem per cas, o Josep Irla, no tenen aquesta dimensió. Poden tenir els seus defensors, però ni Puig ni Irla tenen la capacitat com a figures històriques de resumir una experiència col·lectiva massificada.

El procés d'eliminació —un cop suprimits els dolents i apartats respec-

*Un dels carnets utilitzats
per Francesc Macià al
llarg de l'exili*

[illegible]

del Parlament de Catalunya, des de Companys o Joan Casanovas fins a Heribert Barrera: alguns ja ho han fet.⁽³⁾

ELS PRESIDENTS DE DEBÒ I ELS ALTRES

Però en construir aquesta llista es fa evident que no tots els presidents son «presidents» de debò. Hi ha un joc de bons i un altre de dolents, aquests últims a ésser eliminats o esborrats de la història pàtria. Evidentment això ja es dona per suposat amb les figures que entren en una dialèctica de patriotes versus anti-país: un Sala i Argemí, per exemple, no es compta com a President de la Mancomunitat; o amb les autoritats del «bienni negre», que tampoc no compten. El procés d'eliminació, però, va més enllà, perquè s'eliminen també altres figures, ja dels bons per entendre'ns, en establir una categoria definitiva de grandesa, de qualitat mítica de

tuosament els pocs simbòlics o poc catalitzadors— deixa la tríada de Prat, Macià i Companys. Les reivindicacions de Puig (E. Jardí, guanyador del «Premi Iluro» de 1974) o d'Irla amb el trasllat de les seves despulles a la seva ciutat natal de Sant Feliu de Guixols l'octubre de 1981, o fins i tot de Tarradellas al moment de la campanya de 1976-1977 (per exemple, la sèrie de cartells dissenyats per Enric Satué i editats per Edicions 62 pel Sant Jordi de 1976) no han estat mai realment efectives.⁽⁴⁾ Solament hi ha *tres* presidents.

Examinen els seus casos, no parlant d'ells com actors històrics sinó com a imatges històriques, en el sentit que són freqüentment esmentats amb reverència religiosa a la plana de «bústia» del diari *Avui*. Com ja s'ha dit ací, una visió de la història personalitzada en tres figures és en realitat un substitutiu per a la història. El romanticisme nacionalista del segle XIX presentava la història catalana com un *Sehnsucht* definit, és a dir, com un anhel concret: el desig irrealitzat, potser irrealitzable

del país per un estat propi, per una autodeterminació segons el concepte burgès. Després de començat el nou-cents, la propaganda regionalista (de la qual se'n va produir una enorme quantitat, sobretot si incloem publicistes del regionalisme esquerrà com Rovira i Virgili) va convertir uns fils interpretatius diversos, difusos i amorfs, en una legitimació per a un projecte polític específic. El resultat era una síntesi històrica altament *teleològica* (i àdhuc tautològica): Catalunya és, existeix, però sera Catalunya quan Catalunya sigui lliure. La història catalana tenia per tant un propòsit idealista (en el sentit que va de Hegel a Croce) i —sobretot— un *fi* (en tots els sentits de la paraula, és a dir, un final i una meta). El republicanisme català va afegir contingut al model però no el va alterar: el *fi* de la història, per exemple, s'ampliava, i la llibertat catalana s'identificà amb justícia social. En accentuar el teleologisme de la història, el republicanisme d'esquerrés subratllava la naturalesa cíclica del trajecte català a través del temps (tornarem a lluitar, sofrir, vèncer), després de les successives expe-

riències repressives de la dictadura de Primo de Rivera (1923-1930), del «bienni negre» (1934-1936), i de la desfeta de 1939. L'oposició antifranquista de l'any 1960 en endavant va reafirmar aquesta visió per raons polítiques com a línia de masses (tot i que individualment podien sorgir crítiques a determinats aspectes), primer, afirmant-la com a *tradició* col·lectiva que es recollia, i, segon, utilitzant-la per nacionalitzar la immigració oferint un model històric de Catalunya que pogués fondre el passat revolucionari amb el passat burgès.

Si hom observa la gran quantitat de sub-literatura històrica (llibres regalats pels bancs, còmics, programes de televisió catalana, resums periodístics, aniversaris històrics, etc.), es veu que bona part aprofiten el tema dels «tres presidents», justificat com a «simbòlic» de la història de Catalunya al segle XX. Mirem aquest mite més de prop.

Les primeres característiques són les d'establir unes continuïtats bàsiques. D'entrada, la identificació es veu com a equivalència de Catalunya i catalanisme. El lligam entre tots tres es concreta en institucions alhora tangibles i mítiques, perquè, d'una banda, existiren en un moment concret, i, d'altra, pel que fa a l'encarnació d'una comunitat metahistòrica amb voluntat de definició, són al mateix temps passat, present i futur («som i serem»).⁽⁵⁾ El règim franquista (com el feixisme italià en la notòria versió de Croce) queda reduït a un «parèntesi»: la realitat dels «tres presidents» arriba més enllà de la interrupció fins a l'actualitat. Fins ací, el conjunt; però com funciona en les figures mateixes?

ELS LLIGAMS ENTRE TRES PRESIDENTS DIFERENTS

D'entrada Prat, Macià i Companys formen un trio aparentment desigual. Però podem veure una primera connexió: tots tres moren com a presidents, ocupant el càrrec, i tots tres són immediatament mitificats. Tots tres moren en moments de crisi —1917, 1933, 1940—, personatges complexos, objectes de importants odis i amors, són situacions d'enfrontament i divisió política (la crisi de l'Assemblea de Parlamentaris, la crisi de l'Esquerra Republicana hegemònica, les baralles rancunioses d'un exili català derrotat i sumit en la segona guerra mundial) com a bandera patriòtica i figura, una vegada morta, canonitzable per a superar les divisions i assolir una projecció unitària. Aquesta mitificació política congela els patrons biogràfics de tots tres: cal remarcar la manca d'estudis biogràfics seriosos per contrast amb les hagiografies.⁽⁶⁾ L'intent, amb totes les seves

limitacions, de valorar críticament Prat, fet per Jordi Solé-Tura el 1967, va provocar un enrenou encara no oblidat.

En segon lloc, tots tres —com a figures polítiques— van definir-se pel sofriment a algun nivell: la famosa presó de Prat per un delictes de premsa uns pocs dies l'abril de 1902, on es diu que va contraure la malaltia de Basedow que el mataria; els exilis de Macià, el 1917 i sobretot l'èpic de 1923 a 1931; l'empresonament de Companys entre 1934 i 1936, l'exili al 1939, la presó de nou i el martiri al 1940. Si bé Prat en aquestes qüestions és en bona mida un cas a part, el seu empresonament va servir per donar-li un cert *cachet* polític. Macià no esdevé «L'Àvi» fins a la gran campanya d'amnistia que es fa a l'entorn seu al 1930, sobretot quan pel setembre va tornar sobtadament de l'exili a Barcelona i la policia del general Berenguer no va saber fer res més que tornar-lo a exiliar. Igualment, Companys va adquirir la estatura de «líder català» com a víctima de sacrifici, assumint la responsabilitat única pels fets d'octubre de 1934 en el procés del govern de la Generalitat i convertint-se en el centre de la campanya d'amnistia

prefereix dirigir per darrera que aparèixer en primer pla, és fins i tot dur però solament perquè fa falta (com un pare que sap que el que fa és pel bé dels fills). No és un sectari com Puig o Cambó; al contrari, li agrada captar intel·lectuals avançats i esquerrosos. Prat, així (i sempre segons l'esquema), estableix el motlle ideològic del nacionalisme català (*La Nacionalitat catalana*), el motlle institucional per a l'autonomia (la Mancomunitat), i no va «traïr», com ho faria Cambó amb els governs de García Prieto i Maura, o Puig amb el cop d'estat de Primo de Rivera. Ja havia mort en tota la seva puresa.

Macià, per contra, és l'*esperit* que omple i compleix la promesa de Prat, popularitzant-la i fent-la un missatge plenament nacional en guanyar-se els treballadors i els humils. Hom el pre-

El Parlament de Catalunya escollí Lluís Companys com a president de la Generalitat, el 31 de desembre de 1933. Destituït després i confirmat altre cop pel Parlament el 29 de febrer de 1936, morí executat el 15 d'octubre de 1940.



que portà la victòria del Front Popular el febrer del 1936. Els temes del sacrifici de Companys de 1935-1936 tornen a repetir-se en la crisi de juliol quan comença la guerra, i evidentment en el seu segon procés i execució. El *Leitmotiv* de sofriment i catalàsi representativa del dolor de la col·lectivitat ens dona una clau explicatòria al perquè dels tres presidents.

Però mirem quines són les suposades continuïtats que converteixen tres mites individuals en un sol mite amb tres manifestacions individuals. Prat de la Riba és, evidentment, el *fundador*. Una figura intel·lectual cerebral, que

senta com una ànima pura, tot al contrari del polític professional, un idealista amb voluntat de ferro. Macià, un gran senyor que té l'encant i la dolçor de saber tractar sense pretensions amb la gent modesta, és l'home-idea que pot representar tot un poble, juntar obrers, petita burgesia i grans prohoms a l'entorn de la institució nacional catalana. Per pura força de voluntat, per l'elegància de la seva presència, va poder aconseguir l'existència d'una autonomia real, fins i tot la insinuació que hom pot anar més enllà en el futur.

Companys, en canvi, és tot home, ple de faltes i amb limitacions. És la seva humanitat (el seu diari, *La humanitat*) la que l'obliga a convertir-se en el sacri-

fici que permetrà que les noves institucions autonòmiques formin veritablement part de la voluntat col·lectiva: així ho va fer al 1934-1936, garantint la reaparició de la Generalitat, i, més encara, al 1940 donant la seva vida perquè el prestigi moral de les institucions (embrutides per la revolució i la guerra) es mantingués net. És el president *màrtir*, redimint els seus errors amb la seva mort.

CITES PER A UNA ARGUMENTACIÓ

Es fa difícil demostrar en poc espai les simplificacions d'una visió col·lectivament assumida, justament per la gran densitat de mostres, cadascuna, però, lleument diferent, matisada o individual. Tanmateix, intentaré fer una petita selecció de cites que poden servir per indicar la visió que ací s'ha argumentat sintèticament.

Sobre Prat, no gaire després de la seva mort, un pamflet regionalista dirigit a un públic popular acabava reflexionant com «...els cors, en demanar-se adolorits qui el succeiria en la guia de la consciència catalana, si és possible veure'n sortir un altre que aplegui en ell, en una harmonia tan meravellosa, totes les virtuts de l'estadista perfecte, es sentien però confiats i segurs amb la possessió de l'heretat d'En Prat de la Riba, orgànicament, perdurablement viva, com a obra d'energia, d'intel·ligència i d'amor.»⁽⁷⁾ Cinquanta anys després, Xavier Fort i Bufill resumia afirmant que «...avui dia, Prat de la Riba [ha] arribat a ésser un home pràcticament no combatut per ningú. Ell presideix el moment més il·lustre del redreçament cultural de Catalunya que és, en definitiva, l'única cosa que ens ha quedat després de les sotragades del segle actual. Ell ha estat el primer governant amb sentit modern (...) actuant com a veritable president de Catalunya des de la institució que va saber crear-se, ajuda a desmentir, una vegada més, la llegenda de la incapacitat de la nostra gent per exercir amb encert les funcions de govern.»⁽⁸⁾ I, més recentment encara, Octavi Saltor introduïa la biografia d'Ainaud i Jardí recordant «l'exemplaritat coherent d'aquell home de govern que reeixia, calladament, a estimular-nos sense retrets, amb la força intrínseca del seu patriotisme constructiu i dirigent, amb obra ben feta.»⁽⁹⁾

La personalitat de Macià va inspirar reaccions encara més fogoses i apassionades: en una obra de combat, la primera biografia de Macià, escrita el 1928, abans de la proclamació de la República, Josep Carner-Ribalta declara: «...Macià és íntegra doctrina-

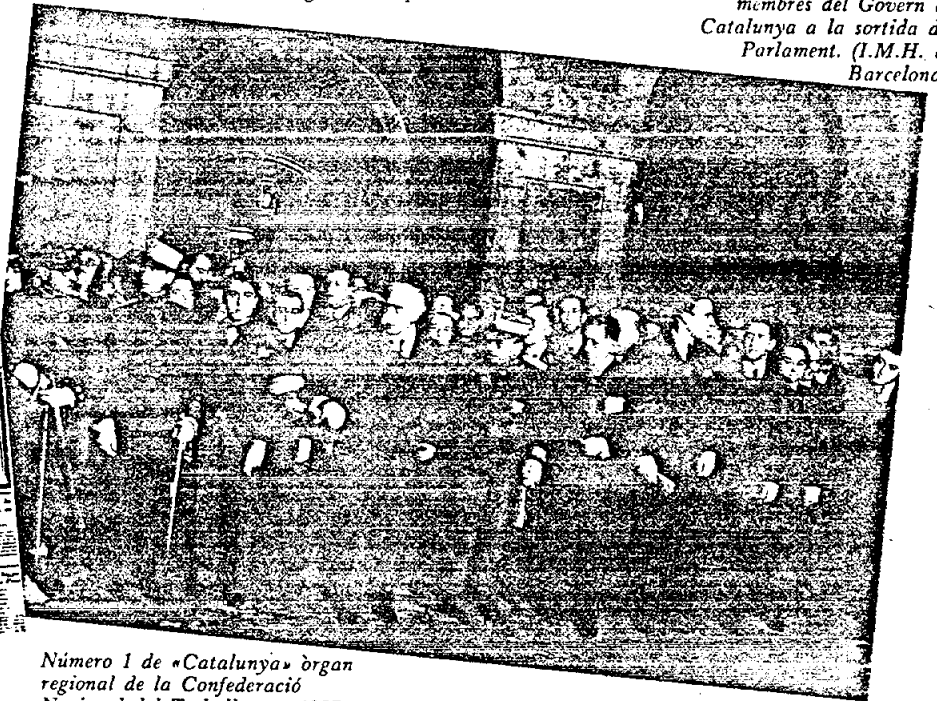
riament... Macià es un perfecte místic, un veritable poeta, en el seu sentiment patriòtic.» Per a «les joventuts catalanes» Macià esdevenia «estendard i símbol.»⁽¹⁰⁾ Segons el periodista ultrarepublicà Àngel Samblancat, el 1931, a Macià «El alma se le ha bebido el cuerpo, se lo ha consumido, casi hasta inmaterializarle. (...) Los ojos de Macià merecen ... capítulo aparte. (...) Son ojos proféticos, de medium, de vidente, dotados de un magnetismo asombroso. (...) Macià es un hambriento y un sediento de la libertad y ha contagiado a los que jamás la experimentaron hasta ahora.»⁽¹¹⁾ Aproximadament un any més tard, Joan Alavedra, en una *Vida de Macià* per a infants, insistia «Quina vida tan dreta cap a l'ideal! Tan plena de sacrificis! Tan resplendent de triomf! És pel camí dels sacrificis i de l'amor constant a la Pàtria que s'arriba als llocs més alts a Catalunya. Mira-te'l bé, aquest home! ...perquè vindrà un dia que t'enorgulliràs d'haver vist els seus ulls.»⁽¹²⁾ Un *Album* publicat per celebrar l'Estatut de Catalunya el 1932 ho resumia així: «...sueño nacionalista de Prat; realidad socialista de Macià. Por primera vez, realidad. Porque Macià, con su imperceptible sonrisa iluminada de optimismo, con la sencillez de su palabra, al parecer intrascendente, es el artífice de esta difícil facilidad: República Catalana; que quiere decir en él; la libertad para Cataluña y Cataluña para la libertad.»⁽¹³⁾ Com remarca un biògraf recent, «Tenia (...) una qualitat especial, una mena d'atractiu personal de simpatia, que fascinava les masses», i un metge que tot just començava a exercir aleshores parla en les seves memòries de veure en algunes visites «la imatge del president, el benvolgut "Avi", entre dos ciris encesos.»⁽¹⁴⁾

Doncs si en el cas de Prat, les al·lusions són al teòric i a l'home de govern, i en el de Macià al místic, a l'home pur, gairebé tendre, que aconsegueix realitzar l'autonomia com a acte popular, en el cas de Companys, l'èmfasi és en la seva mort: els títols de les seves mateixes biografies ho insinuen —*Vida y sacrificio, La seva vida, la seva obra, la seva mort gloriosa, Vida i mort, La trágica muerte*. La mort és, però, entesa com a martiri representatiu de la comunitat com a conjunt. La campanya del Front Popular per a les eleccions del febrer de 1936 ja prefigura aquesta visió del sacrifici: els cartells del «Front d'Esquerres de Catalunya» alternaven retrats de l'empresonat president com a presidiari amb el cap rapat i el bigoti afaitat amb d'altres on, amb el fons de les barres catalanes, era el Companys de sempre, amb el seu característic mocador, tots amb el lema de «Dignitat



Enric Prat de la Riba és evidentment el «fundador» de la llegenda dels tres presidents. (I.M.H. de Barcelona).

Catalana». Un cartell amb cita de Companys és explícit: demana un «verdict» del poble elector sobre «...si hem estat lleials i romàs fidels a les nostres promeses, al nostre programa, a la nostra significació, al nostre deure i a la trajectòria de la nostra vida. I per més enllà, com a dipositaris de l'autonomia de Catalunya, de la seva vibració sentimental i de la seva voluntat i consciència política nacionalista, que és el que importa conservar, perquè és etern i l'invencible...»⁽¹⁵⁾ El missatge continua essent el mateix l'any 1940. Tot just sabuda la notícia a l'exili, es comenta en un número necrològic dedicat al president mort: «...la coalició d'aquelles forces atàviques d'Europa que havien destruït alhora la República Espanyola i l'Autonomia de Catalunya exigia, com a testimoni fefaent i palpitant del triomf assolit per l'instint bestial sobre la intel·ligència [sic], per la força primària del múscul sobre els ideals de l'esperit, exigia una víctima de carn i ossos que representés la sobirania d'aquells anhels de felicitat col·lectiva que eren tan odiats i dels quals Catalunya es complaïa d'ésser-ne la suprema encarnació. (...) La víctima fou triada amb diabòlica sagacitat. Per a afront de Catalunya i escarni de la civilització cap altra no podia ésser millor que el President de la Generalitat.»⁽¹⁶⁾ En la seva biografia de 1945, Domènec de Bellmunt reafirmà el mateix tema: «...Lluís Companys moria per Catalunya. I els que l'occien volien matar en ell Catalunya mateixa. Però s'equivocaven, car Companys esdevenia immortal com un Màrtir, etern com un Símbol, vivent com un Ideal i la seva



Número 1 de «Catalunya» òrgan
regional de la Confederació
Nacional del Treball, any 1937.
(I.M.H. de Barcelona).

ànima anava a fondre's, per sempre més, amb aquell Estel lluminós que serà pels segles dels segles la llum, el guia i l'esperança de la Pàtria.»⁽¹⁷⁾ Fins i tot fa molt poc, el 1980, Fèlix Cucurull, per exemple, ha subratllat que la mort de Companys «amb suficient càrrega mítica en ella mateixa», tenia un sentit molt més ampli. «Però tal com ell havia previst, tornaria a renèixer «d'una manera triomfant la nacionalitat catalana». I el mite Companys s'afermava d'una manera irreversible.»⁽¹⁸⁾ Un any més tard, el mateix comentarista identificava el Companys executat amb tots els morts al Fossar de la Pedrera: «(...) Lluís Companys forma amb tots ells una mateixa comunió de lluita i de martiri (...) que ens ha anat guiant cap al futur i, convertida en llavor colgada en la nostra terra, arribat el moment, ha esclatat la llum del dia per a proclamar als quatre vents que, als Països Catalans, l'ideari de la LLIBERTAT (...) així, tota ella en majúscules, la que les engloba totes, individuals i col·lectives, i que constitueix la més diàfana de les constants que caracteritzen la nació catalana d'ençà de l'Edat mitjana, no ha mort ni vol morir.»⁽¹⁹⁾

LA MARCA CATÒLICA DEL CATALANISME

Al final, l'esquema dels «tres presidents» és, òbviament, una exorbitant versió secular-nacional de la divinitat cristiana, on l'impuls-esperit construeix un món perfecte, on es veurà el triomf de l'impuls-esperit que salvarà la terra, degut al sacrifici expiatori de la feble encarnació del mateix impuls-



esperit que salvarà la comunitat. No s'ha d'ignorar l'important component catòlic que va caracteritzar tant els orígens com el desenvolupament del catalanisme, i que ha marcat de manera consistent —entre altres coses— el bagatge metafòric, el vocabulari visual i àdhuc verbal del moviment. Atesa la importància o la influència del pensament catòlic o neo-catòlic en el moviment catalanista de post-guerra i en l'oposició antifranquista en general, sobretot després del Concili Vaticà II, una esquematització simbòlica semblant no hauria de ser del tot sorprenent. Si bé Catalunya —o Espanya en general— és un país on, com a mínim fins a vint anys després de la guerra civil, l'actitud religiosa públicament presa era una de les definicions d'actitud social més clares que hom podia fer, també és fàcil oblidar que una esquerra històricament i defensivament anticlerical pot respondre a subtils continuïtats i a soterrats mecanismes d'ordenació mental que

formen una part del teixit de la societat. És més, el cicle dels «tres presidents» és un esquema que podria ésser molt atractiu des del punt de vista d'un marxisme vulgaritzat, en la mesura que —sense comptar les possibilitats dialèctiques— permet fàcilment una fase final oberta; és a dir, ú més dos, més tres, més el «parèntesi franquista», que serà seguida per l'autodeterminació nacional de la classe treballadora.

En contra del que poden estar pensant alguns lectors, la meua intenció no ha estat ni satírica ni negativa quant a la substància de la història catalana, de la cosa vertadera, en tota la seva complexitat. Realment, no crec haver parlat d'això. Els mites poden ésser poderosos motivadors, però tenen una tendència —i ací rau el seu perill més gran— a reemplaçar la realitat, la qual sempre és molt més difícil de comprendre o de manipular.

Una mostra fàcil d'això es pot trobar en el cas dels Estats Units. Com molts observadors polítics han comentat, el ciment polític de la república nord-americana és una sèrie de principis polítics, del més bàsic liberalisme. El que és assumit popularment són alguns axiomes bàsics (perfectament comparables a la suposició catalana actual que fa que autonomia i democràcia siguin sinònims) que són assumits a través d'una visió personalitzada de la història dels Estats Units: els «pares fundadors» —Franklin, Jefferson, Madison, Hamilton, i, un xic a part dels teòrics, Washington com a cap de la guerra alliberadora; Jackson i la democràcia del bipartidisme; Lincoln i l'emancipació dels esclaus; «Teddy» Roosevelt i Woodrow

Wilson i el progressisme, Franklin D. Roosevelt i el «New Deal» — tots sumen una «marxa de la democràcia» del «poble americà». Tot plegat queda sintetitzat en els gegantescos retrats de Washington, Jefferson, Lincoln i Theodore Roosevelt esculpits per Gutzon Borglum en el costat d'una muntanya dels Black Hills de les Dakotas («Mount Rushmore») als anys 1920. El genocidi fundacional i la lluita de classes de la societat nord-americana queden obviats: no van existir.⁽²⁰⁾ El que ens porta, per acabar, a recordar que tant el passat com el present s'han d'entendre políticament, o dit altrament, en uns mots més neutrals, analíticament, històricament. La relliscosa utilització dels mites, des de les esperances de Sorel fins a les fantasies d'Alfred Rosenberg,⁽²¹⁾ és solament l'excusa per inventar la història. Perquè, com ha notat fa poc Domènec de Bellmunt: «Els historiadors fan llur fet examinant papers amb la lupa a la mà. I els autors de llegendes miren els estels, floten sobre nuvolets de nata i es diuen de tú amb els dracs de males intencions, les fades meravelloses i les sirenes de la nostra mar. I som colla els qui preferim llegendes boniques i reposants a la cirurgia freda i cruel dels grans historiadors.»⁽²²⁾

NOTES

1) F. Mercadé, Catalunya: intelectuales políticos y cuestión nacional, *Península*, Barcelona, 1982; J. J. Pujades & D. Comas d'Argemí, «Identitat catalana i símbols culturals», (Ciència), any 2, n. 15, abril 1982: pp. 28-33; J. Frigolé, «Inversió simbòlica i identitat ètnica: una aproximació al cas de Catalunya», *Quaderns de l'Institut català [d'] antropologia*, n. 1, maig 1980: pp. 3-27; B. Oltra, F. Mercadé, F. Hernández, La ideologia nacional catalana, *Anagrama*, Barcelona, 1981.

2) D. Guansé, «Política i cultura. L'entrada de la massa al Catalanisme», *La Rambla*, any V, n. 228, 30 abril 1934: p. 3.

3) Vegeu, per exemple, la selecció de «Presidents i imatges de Catalunya». *Dibuixos a llapis de Josep Cebrià exposats del 25 de gener al 14 de febrer de 1982 a la Casa de l'Ardiaca*. [Catàleg. Institut Municipal d'Història de Barcelona]. Hi ha una versió publicada dels dibuixos.

4) E. Jardí, Puig i Cadafalch. Arquitecte, polític i historiador de l'art, *Ariel*, Barcelona, 1975; *Felip Calvet i Costa & J. M. Roig i Rosich*, Josep Irla. President de la Generalitat de Catalunya a l'exili, *Vicens Vives*, Barcelona, 1981. (Em consta que també hi ha una versió molt més reduïda d'aquesta darrera obra publicada per l'Ajuntament de Sant Feliu). A la sèrie primera de dos cartells —Macià i Companys—, Edicions 62 n'hi va afegir un més de Tarradellas. Per a un intent de juntar les biogra-

fies: J. M. Poblet, Els Quatre Presidents [Macià, Companys, Irla, Tarradellas], *Doposa*, Barcelona, 1979, o una petita obra d'E. Jardí Els presidents de Catalunya, publicada com a propaganda d'una encunyació de «monedes-retrat» en or i plata.

5) El lligam institucional és crític per a deixar al marge una figura com Cambó, que es queda —les reivindicacions que d'ell es fan, la seva mateixa, la primera de totes— com a continuïtat perfecta en si mateix. Així, la figura de Cambó solament s'ha pogut aprofitar com un hipotètic «si», una alternativa que mai va existir.

6) Sobre Prat, es publicaren al moment de la seva mort, necrologies com Prat de la Riba. *La Novela blanca*, s.e., Barcelona, s.d., o M. Esteve en el número especial «Dedicat a Enric Prat de la Riba» dels Quaderns d'Estudi, any III, vol. 1, octubre 1917, com també en la sèrie «Espanoles ilustres», Alberto i Arturo García Garriga (pròleg de F. Cambó), Prat de la Riba, *Hijos de Domingo Casanovas*, Barcelona, 1917. Després s'anaren publicant: Album record a Enric Prat de la Riba, [Gràfiques Ribera], Barcelona, 1935; R. Olivar Bertrand, Prat de la Riba, *AEDOS*, Barcelona, 1964; X. Fort i Bufill, Prat de la Riba, *Bruguera*, Barcelona, 1967; J. Solé Tura, Catalanisme i revolució burgesa, Edicions 62, Barcelona, 1967; A. Rovira i Virgili (selecció I. Molas), Prat de la Riba, Edicions 62, Barcelona, 1968; J. M. Ainaud de Lasarte & E. Jardí, Prat de la Riba: home de govern, *Ariel*, Barcelona, 1973; J. Bofill i Matas (a càrrec de J. Cassassas), Prat de la Riba i la cultura catalana [1910], Edicions 62, Barcelona, 1979.

Sobre Macià, com a biografies globals, hi ha: J. Carner-Ribalta, Francesc Macià, *L'Arc de Barà*, Barcelona, 1931; A. Maseras, Francesc Macià, *Quaderns Blaus/La Nostra Gent: Catalònia*, Barcelona, [1931]; L. Aymamí i Baudina, Macià, *Catalònia*, Barcelona, 1933; Album record a Francesc Macià, [Gràfiques Ribera], Barcelona, 1934; M. Viúsà, Francesc Macià. President de Catalunya, *Som*, núm. 3, París, 1968; M. Cruells, Francesc Macià, *Bruguera*, Barcelona, 1971; E. Jardí, Francesc Macià. El camí de la llibertat (1905-1931), *Aymà*, Barcelona, 1977; E. Jardí, Francesc Macià, President de Catalunya, *Publicacions de l'Abadia, Montserrat*, 1981.

Sobre Companys: A. Ossorio y Gallardo, Vida y sacrificio de Companys [1943], *Nova Terra*, Barcelona, 1976; D. de Bellmunt, Lluís Companys. La seva vida. La seva obra. La seva mort gloriosa, «Foc Nou», Tolosa de Llenguadoc, 1945; M. Viúsà, Lluís Companys. President de Catalunya, *Som*, núm. 1, París, [1965] (reeditat per *La Magrana*, Barcelona, 1977); J. M. Poblet, Vida i mort de Companys, *Plaza-Janés*, Barcelona, 1978.

7) Prat de la Riba, *La novela blanca*, op. cit., p. 29.

8) X. Fort i Bufill, op. cit., p. 109.

9) O. Saltor, «Justificació preliminar» en J. Ainaud & E. Jardí, op. cit., p. 10. Saltor continua per comparar «[l']objectivitat de dades com de conceptes» dels autors amb «l'autoritat de "la veritat" de

Sant Joan Evangelista o la sola passió dels "detalls exactes" de Stendhal.

10) J. Carner-Ribalta, op. cit., pp. 41 i 83.

11) A. Samblancat, El Caudillo de la Estrella (Macià), *El Pasquín del Pueblo*, Barcelona, 1931, sense paginació.

12) J. Alavedra, «Vida de Macià per als infants de Catalunya» en *El fet del dia*, s. e., Barcelona, 1935. Dec aquesta fotocòpia a la professora Anna Sallés.

13) Album Histórico del Estatuto de Cataluña, *Cairo Edicions*, Madrid-Barcelona, 1932, p. 20.

14) M. Cruells, op. cit., p. 155; I. de Gispert, Memòries d'un neuròleg, *Selecta*, Barcelona, 1976, p. 73.

15) J. Miravittles, J. Termes, C. Fontserè, Carteles de la República y de la Guerra Civil, *Centre d'Estudis d'Història Contemporània-Gaya Ciència*, Barcelona, 1978, Cartell 111; també els 126, 127 i 129.

16) Jordi D'Argent, «Reflexos», *Catalunya* (Buenos Aires), any XI, n.º 120, novembre 1940, p. 2.

17) D. de Bellmunt, op. cit., pp. 148-149.

18) F. Cucurull, «Companys i el mite», *Avui*, 16 octubre 1980, p. 3.

19) F. Cucurull, «Afusellen un home», *Avui*, 15 octubre 1981, p. 3.

20) Són clares les paraules de Richard Hofstadter en començar el pròleg del seu *La tradición política norteamericana* [1964], *Seix-Barral*, Barcelona, 1969, p. 5: «Desde que los americanos han descubierto que es más cómodo contemplar dónde han estado que pensar en la meta hacia la que caminan, su mentalidad ha ido evolucionando progresivamente hacia la pasividad. Se han prodigado las novelas históricas, las biografías noveladas, las series de películas y dibujos animados, y los libros sobre regiones y ríos de Norteamérica, con objeto de cubrir la enorme demanda de escritos sobre nuestro país. Pero esta avidez por conocer el pasado de Norteamérica no persigue el análisis crítico del mismo, sino más bien una especie de recreo sentimental. El conocimiento histórico forma parte de toda vida nacional culturalmente consciente; pero estimo que bajo esta excesiva nostalgia de los pasados quince años se esconde un fuerte sentimiento de inseguridad. Si el futuro se ofrece oscuro, el pasado por el contrario aparece más luminoso que nunca; pero se acude a él más con el fin de tranquilizarse que de buscar orientación y guía para el presente. La historia americana —espectáculo placentero y rebosante de éxitos— con una interminable cadena de promesas cumplidas, invita más a observar y recrearse que a analizar y actuar».

21) G. Sorel, *Reflections on Violence* [1906], *Collier Books*, Nova York, 1961; A. Rosenberg, El mito del siglo 20 [1930], *Ediciones Odal*, Buenos Aires, 1976.

22) D. de Bellmunt, «La llegenda i la història», *Avui*, 20 març 1982, p. 4.

ENRIC UCELAY DA CAL

Professor d'Història Contemporània a la Universitat Autònoma de Barcelona.

Sobre la historiografia catalana

Miquel Barceló / Borja de Riquer / Enric Ucelay Da Cal

I la principal és, sens dubte, l'ambigüitat profunda del subjecte històric motiu de recerca i de reflexió. Aquesta ambigüitat sorgeix sempre com a experiència de treball de l'historiador, més intensa com més alt és el seu grau de professionalització. Però també és dolorosament observada com una refracció de la realitat social, sempre que aquesta es contempli des d'una perspectiva que sigui només mínimament històrica.

Aquesta ambigüitat es pot formular de moltes maneres. Una podria ésser la següent. D'una banda, la història d'Espanya ha pogut imposar la seva pròpia narració d'un procés imparablè vers una unitat, tot incloent Catalunya, que així és finalment encarnada per un Estat, que en tant que resultat històric positiu és considerat com intocable, com una adquisició política i social irrenunciable. Aquest adveniment històric, a més, és postulat com el desenvolupament final d'uns indicis unitaris ancestrals d'Espanya i del seu Estat que contenen tots la virtualitat d'esdevenir, a través d'una complicada xarxa de fets, la nacionalitat hegemònica codificada en un Estat vigilant i avalador de la permanència del resultat històric selectiu.

LA HISTORIA DE CATALUNYA COM UNA DERROTA

D'aquesta manera, la història de Catalunya només pot ésser possible com una derrota, inicialment predeterminada, o com una dessabeïda renúncia. Aquesta situació, històricament donada, determina en bona part el caràcter competitiu que adopta la historiografia catalana amb relació a l'espanyola. Com aquesta, la historiografia catalana s'obstina en la recerca de precedents històrics llunyànssims, d'origens tant eterns com naturals. En rigor, es mou sempre a la captura i delimitació d'un territori on es pugui produir la nacionalitat catalana, cosa que permet introduir la noció de «reconquesta» de Lleida, Tarragona, València i Balears,

Tot de sobte i inesperadament, atesa l'eufòria, gairebé de festa major, de la producció historiogràfica catalana entre 1968-1978, una forta desesma sembla haver anat reduint la recerca històrica o fent-la reiterativa, desconcertada i vàcua. Potser sigui el moment d'advertir les raons d'aquest canvi.

compartint així la disbaratada proposició ideològica de la historiografia espanyola.

Però hi ha sempre una gran diferència entre les dues historiografies. Mentre que la historiografia espanyola explica tots els esdeveniments com la marxa, si no triomfal sí intransigent, vers l'Estat nacional, la historiografia catalana busca en el descabdellament històric el dret a la seva especificitat dins la nació espanyola, sentida experimentalment com un estat amenaçador. I aquesta especificitat no és altra cosa que el dret a continuar essent específic, a seguir essent excepcional: una nació sense Estat tolerada per un Estat preterminat per la Història.

La infraestructura acadèmica espanyola, d'on hauria d'haver sorgit i encara hauria de sorgir la recerca historiogràfica nacional catalana, resulta senzillament redundant amb aquest domini històric i historiogràfic. La «Historia Universal i de España» en què està dividit el complex historiogràfic acadèmic, situa, a través del sistema d'adjudicació de places i de clienteles, la història d'Espanya i del seu Estat com l'àrea hegemònica i gairebé única de recerca responsable i possible. La concessió d'alguna «càtedra» d'història de Catalunya és, en aquest sentit, justament irrellevant.

D'altra banda, la situació de la historiografia catalana reflecteix amb força exactitud la funció de peix pilot que ha acompanyat en acompanyar el projecte històric del nacionalisme burgès català.

Tal vegada pocs projectes polítics nacionalistes com aquest han estat servits tan *directament* i de forma tan *immediata* per una historiografia que a la vegada assenyalava els fonaments històrics del propi projecte —el dret excepcional a la nacionalitat— i els límits d'aquests projecte —l'Estat espanyol—. La historiografia espanyola, com la d'altres societats europees en procés de formar Estats nacionals, és en gran mesura i en els seus aspectes més decisius l'elaboració de funcionaris de la recerca lligats majoritàriament a la Universitat i, en canvi, la historiografia



L'AVENÇ

Sobre la història i la historiografia catalana



catalana, que retornava sempre a teixir el tapís sovint desteixit per la fragilitat política, és fonamentalment, fins a J. Vicens i Vives, resultat d'un treball fet per intel·lectuals i publicistes deslligats de la Universitat i agombolats per industrials i polítics.

ELS PRECEDENTS ACTUALS: LA HISTORIOGRAFIA ROMÀNTICA

Per començar, la moderna historiografia catalana s'inicià, de fet, amb la renaixença. Això no vol dir que no hi hagués historiadors importants abans: evidentment, n'hi havia. Però un Feliu de la Penya o un Capmany, per exemple, no tenen una relació *directa* amb la historiografia catalana posterior a la consolidació de la societat burgesa i capitalista a Catalunya: en aquest sentit, els homes de l'Antic Règim són realment uns «forasters», amb uns enfocaments realment diferents dels posteriors. Són, en conjunt, uns autors gairebé desconeguts de tothom, menys dels especialistes, els grans temes dels quals han restat, justificadament o no, preterits.

És, en canvi, la historiografia romàntica la que inicia el desenvolupament del treball històric actual. La renaixença, simplificant extremosament, va establir els patrons bàsics de la cultura catalana dels segles XIX i XX. Però aquest moviment cal situar-lo, en primer lloc, dins el fenomen civíco-cultural del «despertar de les nacionalitats» de l'Europa dels anys 1820 i endavant. Hi ha una seqüència de fases generals, comunes a la majoria dels desvetllaments nacionalistes —que no explorarem aquí— que tenen una significació cabdal: reivindicació de la llengua, estudis filològics, folklorisme, creació poètica, etc.

Però a causa del fracàs de la revolució industrial peninsular, i en concret a la frustració d'una Catalunya, *first-come* industrial, que no pot desenvolupar-se adequadament, es produeix un relatiu retardament cronològic de molts dels fenòmens culturals que hem esmentat abans amb relació a, posem per cas, Alemanya o Itàlia (per exemple en la renovació filològica).

Segonament, també cal situar la renaixença dins la realitat del creixement econòmic, sense caure però, en mecanicismes fàcils. S'intentava de crear una nova cultura burgesa però a partir del redescobriment i assimilació d'elements culturals populars modificats de significació per a ésser formalitzats com a cultura «nacional». La contradicció entre xarons i floralèscos, tan suggeridora en principi, acaba essent

força confusa en accentuar excessivament una línia fronterera que existia, sens dubte, però que era permeable. Potser caldria considerar aquestes relacions analitzant com els mites generats per l'«alta» cultura burgesa van arrelant en medis populars.

Aquesta historiografia romàntica, que en moltes ocasions s'ha perllongat fins als nostres dies, es pot dividir, molt esquemàticament, en dues fases: en primer lloc, una etapa «èpica», on una gran part del que es produeix sobre història no és historiografia, i en molts de casos tampoc no pretén d'ésser-ho; en segon lloc, una etapa «erudita» que es caracteritza com intent de justificar la continuïtat de Catalunya com a comunitat històrica.

L'etapa èpica cercà d'establir, conscientment, la mitologia nacional catalana, esbrinant sempre el problema espiritual d'un poble que ateny les *més* altes cotes de la civilització humana (les Corts Catalanes, el Consolat de Mar, etc.) però que sembla condemnat a caure a terra, vegada rere vegada, enderrocat i aixafat per forces menys desenvolupades moralment, per a tornar a ressorgir posteriorment.

La història «èpica» tenia —i té encara— un sentit col·lectiu i no es limità només a les vides de «catalans il·lustres». Al contrari, intentava captar l'essència d'una història nacional exaltant els moments culminants de la vida col·lectiva: per exemple, donava més importància al naixement dels grans comtats que no pas als barons concrets individualitzats, a l'expansió vers València i les Illes que no pas a Jaume el Conqueridor, a l'expansió catalana a Orient que no pas a Roger de Flor, Roger de Llúria o Muntaner, al Compromís de Casp que no pas a Jaume d'Urgell o Fivaller, al Corpus de Sang que no pas a Pau Claris, a l'onze de setembre que no pas a Rafael de Casanova.

Els individus servien per plasmar «plàsticament» el moment, per donar una imatge gràfica concreta que suplantava la realitat de la història. Però l'interès no se centrava en el personatge en si mateix, com a motor de l'evolució catalana, sinó que aquest era exponent «racial»: ell exemplificava una realitat sense canvi, un *éternel retour*, on l'ascens civilitzador de la comunitat catalana era frenat i frustrat per a tornar a germinar de nou. Els individus entraven aleshores en aquell reduccionisme imatgístic que identifica la revolució francesa amb la representació pictòrica de l'assalt a la Bastilla o la revolució russa amb l'assalt al Palau d'hivern. Així, escultures com les de Pau Claris (Rafael Arxé, 1917) o de Rafael de Casanova



Antoni Rubió i Lluch

«expirant» (Rosend Nobas), grans quadres històrics com els de Claudi Lorenzale o Pau Béjar sobre Guifré el Pilós i l'origen de l'escut català, el de Ramon Tusquets sobre Fivaller i Ferran d'Antequera o el d'Estruch sobre el Corpus de Sang, recollien la tradició literària i la plasmaven en una imatge unívoca, anul·ladora del dubte crític i afirmadora d'una mena de veritat alhora històrica i ideologia col·lectiva.

D'aquesta manera, la historiografia romàntica èpica glorificava l'anècdota i pretenia establir un passat històric simbòlic pròpiament català, tan vàlid com l'espanyol i rival seu, donat que Catalunya era tan nació per als catalans com ho podia ésser Espanya-Castella per als espanyols, amb uns valors «racials» propis i diferents: no a Guzmán el Bueno i sí al dissortat Comte d'Urgell, no al Cid i sí a don Jaume el Conqueridor. Aquesta historiografia, marcada per un notori voluntarisme patriòtic, pretenia refer el pas-

La Nacionalitat Catalana
de Prat de la Riba





sat gloriós com a forma de reconstrucció de la pròpia consciència nacional. Com deia Víctor Balaguer l'any 1860, calia fer història «con el patriótico propósito de recordar una historia de libertad y progreso importante olvidada».

Aquesta historiografia de fet aparegué i es desenvolupà, com a component ideològic d'un projecte polític al qual havia de donar legitimitat històrica i teòrica. Fou, per tant, inseparable dels grups socials interessats a afirmar el particularisme català. Cal entendre també com a justificació d'una ideologia particularista l'aparició i la ràpida consolidació d'historiografies complementàries: Manuel Duran i Bas i l'escola històrica del dret civil i Manuel

més influent d'aquesta època, al costat de Verdaguer, fos Angel Guimerà. Òbviament no era un historiador, però sí un dramaturg i poeta historicista que dissenyà personatges-símbol per tal d'ensenyar la pròpia història a una nació que ha perdut la consciència d'èsser-ne: la imatge de l'au fènix exemplaritzava prou bé la seva intencionalitat. Guimerà, de fet, serà l'autor que millor plasmarà els *tableaux vivants* de la història catalana. La seva exaltació d'una societat tradicional fidel al passat —pairalisme— com un tot harmònic impregnà fortament la narrativa històrica del nacionalisme català. La

tual —i fins i tot «científica»— d'aquesta meta-història és exigida per la demostració de la linealitat històrica catalana. Això és el que la fa digna d'ésser una *genuïna història nacional*, tan legítima i permanent com qualsevol altra, l'anglesa, la francesa, l'alemanya o «l'espanyola». Quan es reedità l'obra de Prat l'any 1934, els editors —Editorial Barcino— van advertir que si bé s'havien detectat certs errors de descripció, d'anàlisi o de detall en la narració històrica del llibre, aquest conservava un sentit *essencialment* correcte i també, per tant, la seva vàlua i profit. *La Nacionalitat Catalana* esdevingué un resum «perfecte» de la fase neoromàn-



Antoni Rovira i Virgili



Ferran Soldevila



Ramon d'Abadal

historiografia romàntica que vindrà al seu darrera no farà més que seguir-lo, esmenant potser certs detalls però retinent tot l'esquema moral.

LA HISTORIOGRAFIA ERUDITA

La segona fase de la historiografia romàntica —ja no «èpica» sino «erudita»— voldrà demostrar la continuïtat de la comunitat catalana al llarg dels segles. Aquesta fase parteix de l'èxit polític del regionalisme burgès de 1901 i persistirà fins a l'actualitat entre les cendres, encara calentes, de l'Institut d'Estudis Catalans i els seus historiadors «cristians». La tesi de la continuïtat va tenir una formulació magistral en *La nacionalitat Catalana* (1906) de Prat de la Riba. La comunitat catalana com a entitat històrica era per a Prat el resultat d'una equació estable entre la terra i els homes que habitaven Catalunya, des dels primers pobladors en endavant. Tots els canvis històrics no han fet més que alterar —minvant o creixent— els dos valors de l'equació, però aquesta romandrà sempre estable. La relació homes-terra, catalans-Catalunya, és fixada prèviament, quedant situada per sobre del temps. L'estabilitat intel·lec-

tica i pretenia aparèixer com la primera «ciència» històrica catalana.

D'aquesta manera s'imposava una visió organicismista de Catalunya: una Catalunya idealitzada era el subjecte de la història. Ella vivia al llarg dels segles, generava un caràcter propi, lluitava per defensar la seva personalitat, patia, sofria desfetes, etc. Els catalans no eren sinó petites peces dins un conjunt global, que era el subjecte i també l'únic objecte d'estudi, del qual preien els seus trets fonamentals: el «caràcter català», entre el seny i la rauxa, i d'altres elucubracions més o menys convencionals que no explicaven res però que eren assumides amb entusiasme com a tret diferencial bàsic respecte a tot allò que era castellà.

La demostració d'aquesta continuïtat es va basar en la recerca d'uns instruments institucionals regulars per a la història catalana. Amb el miratge de la Mancomunitat i, després, amb la Generalitat la història catalana havia adquirit un sentit teleològic. Però no solament en el sentit neohegelià d'ascens

Milà i Fontanals i la recerca d'una èpica medieval catalana.

Els exponents d'aquesta primerenca historiografia romàntica (en l'etapa «èpica») anaven des de literats, com Víctor Balaguer, que produïen tantes novel·les històriques com història novel·lada, fins a un Antoni Rubió i Lluch, historiador professionalitzat, positivista i gran treballador d'arxius. La finalitat instrumental d'aquesta historiografia és clara: calia exaltar una «reconquesta» específicament catalana i una expansió cap a la Mediterrània oriental tan gloriosa com l'epopeia castellana d'Amèrica. No és accidental que els dos poemes èpics cabdals de Jacint Verdaguer, elaborin un pre-passat espiritual de Catalunya: en primer lloc, *L'Atlantida* (1877), una imaginària conquesta «catalana» de les Amèriques i, en segon lloc, *Canigó* (1886) la descripció de com dels temps comtals i baronials, línia cristiana d'ascendència directa amb el present, sorgien de les foscores mitològiques i paganes.

Tampoc no és fortuït que l'escriptor



d'un poble cap a la seva realització de llibertat i de civilització, sinó que aquesta ja es podia començar a concretar en unes formes d'autodeterminació específiques. La tumultuosa èpica romàntica ja podia asserenar-se donat que la plenitud de la realització comunitària començava a adquirir-se. Era evident, ja, que Catalunya tenia una història amb un sentit, amb una direcció i no calia reiterar-ho. Ara es necessitava, com a tasca dels historiadors, precisar i definir aquesta identitat històrica nacional, veure quan exactament havia esdevingut i com s'havia produït l'aportació catalana al concert de les nacions civilitzades i, a més, perquè. La nova producció historiogràfica, per tant, va aprofitar la línia erudita iniciada per estudiosos com Rubió i Lluch per posar al dia, metodològicament, la història i demostrar, així, la seva natura europea tant pel que fa al contingut com a la forma.

Però també calia educar el poble català en la seva història pròpia, no amb imatges i mitificacions, sinó didàcticament, tot sistematitzant les percepcions disseminades i donant-los una globalitat coherent.

Al mateix temps, el caràcter lògicament defensiu de la producció cultural catalana davant d'Espanya i de la producció espanyola feia perviure bona part del sentit romàntic de la historiografia anterior, mantenint-ne el caràcter èpic. Ara, però, se'n remarcava el contingut popular de manera idealista: cada cop més, en lloc de presentar la història de Catalunya com un ascens cap a la civilització enfront de la barbàrie, se n'emfasitzava l'objectiu de recerca de la llibertat: Catalunya havia estat la primera societat democràtica d'Europa, les seves institucions feudals ja eren democràtiques mentre que Espanya va ésser sempre autoritària i repressiva, com els «brutals» Trastàmarcs destruint el sentit participatori dels catalans. Fins i tot una Catalunya hellenitzada no oferia la mateixa continuïtat amb l'Imperi Romà i la seva Hispània enfront del que defensaven historiadors espanyolistes com Menéndez Pidal. Així mateix, la presència musulmana a Catalunya havia estat només breu i superficial mentre que unes formes de despotisme oriental i de poder teocràtic havien arrelat a la naixent Espanya. I, evidentment, el sistema feudal del qual van néixer les institucions representatives de les grans nacions d'Europa occidental va existir realment a Catalunya mentre que a les terres castellanes prevalien formes militars i absolutistes d'organització. Exponents clars d'aquesta nova fase culminant de la historiografia neo-romàntica i erudita van

ésser, amb una metodologia força limitada, Antoni Rovira i Virgili i, amb procediments més acurats —en el concepte del moment— Ferran Soldevila, continuador, però, de l'estèril recerca d'una èpica catalana prosificada a les Grans Cròniques per poder-la oposar a l'«èpica nacional castellana».

Les dues fases de la historiografia catalana són, evidentment, molt aproximatives. De fet, representen més dues tendències successives que se sobreposen que no pas dues etapes clares, netes i totalment separades. L'any 1939, en canvi, va significar un tall profund i traumàtic en la vida catalana. El teleologisme de més de mig segle d'historiografia catalanista, en el qual tota la història culminava en la realització de l'autonomia o com a mínim en els portes que semblava que aquesta obria, es va revelar totalment buit. Només restava l'afirmació, una mica massoquista, de veure la història catalana com un procés de successius ascens i frustracions en el qual la darrera desfeta simplement demostrava ésser un nou i especialment dolorós desengany. Vist així, el desastre del 1939 era un estímul negatiu per a revisar el passat. La preocupació de l'exili obligava a romandre fondejats en temàtiques massa immediatistes cercant els responsables directes de la desfeta. I així mateix, a l'interior, les condicions de forta repressió ideològica i política no permetien un treball rigorós i calmos. Durant anys, la forta repressió anticatalana facilitava la prevalència d'un resistencialisme historiogràfic clarament vinculat als corrents més idealistes i neo-romàntics. Però al llarg de la postguerra aflorarà lentament una nova alternativa —encara que parcial— al neo-romanticisme: serà el que senzillament podríem anomenar «frontpopulisme» historiogràfic.

EL «FRONTPOPULISME» HISTORIOGRÀFIC

Amb aquest nom es designa la coincidència de nombrosos historiadors a considerar que l'objecte primordial de la seva recerca hauria d'ésser l'estudi de les «contradiccions socials i econòmiques» del món contemporani català; i aquestes contradiccions haurien de constituir, a la vegada, el nou i decisiu tret diferencial català respecte d'Espanya. La coincidència en aquest projecte no impedia, però, que hom utilitzés metodologies i perspectives força diverses, des d'estudis de politicologia fins a d'altres de caire sociològic.

El «frontpopulisme» historiogràfic no es va desenvolupar realment fins, més o menys, el 1960, en aparèixer una oposició universitària i cultural rellevant.

L'arribada a la universitat de promocions massa joves per haver viscut l'etapa de la Catalunya autònoma i de la guerra va generar una curiositat intel·lectual considerable per endevinar les profundes arrels de la situació política que patien. El «frontpopulisme» historiogràfic, però, no va sorgir directament com a resposta al franquisme sinó que fou el fruit d'una transició i d'una revisió de la pròpia historiografia neo-romàntica catalana que ja s'endevinava en els anys de la república. Allò que el va caracteritzar va ésser l'acceptació de bona part de les premisses «espirituals» i ideals de la fase neo-romàntica erudita acompanyada d'una profunda revisió metodològica i instrumental. La recerca de la continuïtat catalana no podia romandre difosa i insubstantial; havia d'esdevenir més real, més sòlida, necessitava d'un materialisme com a fonament. Per tal d'entendre la tragèdia del poble català calia la comprensió material de les seves estructures econòmiques i socials, de com havien canviat al llarg dels temps, configurant un tarannà i una manera d'ésser catalans. Aquesta visió despertà grans reticències entre els sectors autodefinits com a dipositaris de la saviesa historiogràfica catalana tradicional: vegeu, per exemple, les observacions sobre la capacitat explicativa de la «història socio-econòmica» expressades per Ramon d'Abadal i la seva aferrissada defensa de les «grans individualitats» com a motor de la història al volum XIV de la *Historia de España* dirigida per Ramon Menéndez Pidal.

L'home clau en tot aquest canvi fou Jaume Vicens i Vives, el màxim renovador de la historiografia catalana entre 1940 i 1960. Vicens fou el primer a percebre la indefugible responsabilitat dels historiadors catalans a fomentar l'anàlisi històrica basada en quelcom més objectiu que l'«ànima col·lectiva». D'aquí la seva sorollosa polèmica, l'any 1935, amb Antoni Rovira i Virgili. A més, la plenitud relativa del catalanisme dels anys 1930 i la notòria inestabilitat laboral d'aquesta època el van dur a introduir els moviments econòmics i les classes socials com a elements analítics estructurals. Amb tot, però, fou la guerra i la desfeta allò que evidencià la nul·litat del teleologisme ingenu: el fracàs de l'etapa autònoma i les dures condicions que el franquisme havia imposat demostraven que el catalanisme «senzill» no era un fi en si mateix i no servia per entendre les complexes relacions socials i polítiques. Vicens va començar, aleshores, a cercar en la geopolítica a gran escala respostes convicents. Les limitacions i la superficialitat d'aquesta tècnica alemanya, però, jun-



Jaume Vicens i Vives



Pierre Vilar



Així, Vicens va lluitar per treure la historiografia catalana del «medievalisme» heroic i per centrar-la en l'estudi dels segles XIX i XX, amb una visió no cronística, sinó centrada en els canvis econòmics i socials. Els mètodes «materialistes» de Vicens van tenir una influència aclaparadora en el món pobre i amorf de la historiografia catalana —i fins i tot de l'espanyola— malgrat la persistència de notoris i paralitzants plantejaments idealistes. La mort prematura de Vicens l'any 1960 es produí just en el moment en què la seva «escola» començava a produir i es relacionava amb distintes avantguardes historiogràfiques de l'estranger.

El paper de figura de referència, que havia acomplert Vicens en la historiografia fou ocupat parcialment —sobretot després que el 1964 la seva obra fos traduïda al català— per Pierre Vilar. Amb això la historiografia catalana es va internacionalitzar i s'hi introduí, a més, una metodologia marxista sofisticada. Vilar feia de pont entre economia i geografia, entre història «medieval» i la transició al capitalisme, i podia, així, orientar els hereus de Vicens.

EL PAPER DELS HISTORIADORS EN ELS SEIXANTES

Per a aquests fou important la conjuntura que trobaren. Les agitacions universitàries, els inicis de la reconstrucció del moviment obrer, l'embranchada cultural, la «nova cançó», la radicalització «social» d'amplis sectors cristians, la difusió del pensament marxista i molts altres elements van produir, durant la dècada dels 1960, una enorme efervescència a Catalunya. En aquest nou context els historiadors assumiren un paper extraordinari en tant que definidors del context social i cultural: eren els qui podien explicar la connexió amb el passat perdut i els qui podien tenir les claus per interpretar el present i les sortides que oferia. Els llibres d'història estrangers dedicats a temes d'actualitat van esdevenir textos bàsics per a l'educació política clandestina. Obres fetes en el país, amb l'orientació acadèmica

propiciada per Vicens, van tenir un immediat ressò. Tot sovint aquestes obres eren tesines, que, més endavant, es convertien en tesis doctorals, de joves universitaris, esdevinguts professors, que, al mateix temps, orientaven nous treballs. L'esclat de la història es podria assenyalar amb factors objectius —nombre de llibres i d'edicions— i fins i tot per fets trivials —com ara que Raimon sigui llicenciat en història o que bona part dels polítics actuals (Benet, per exemple) fossin historiadors—. Aquest impacte de la història anà lligat als canvis de la institució universitària: creixement de les facultats de Lletres, Econòmiques i Dret i entrada com a professors de bona part dels «quadres» sindicals del moviment d'estudiants.

Aquesta etapa de desglaçament del franquisme i de creixement cultural català fou el moment de màxima plenitud de la historiografia «frontpopulista». Davant la lluita, idealment unitària, contra el règim franquista, hi havia una forta reafirmació resistencialista lligada a la vella tradició historiogràfica del país. Aquesta tradició, però, es veia limitada per la immediatesa del passat que s'estudiava: a l'obrerisme ideològic de molts dels joves historiadors se sumava una clara intencionalitat nacionalista configurada en la demanda política del retorn de l'autonomia perduda. Però també es feien plantejaments «crítics» sobre l'ascens burgès del XIX i la seva projecció cap al catalanisme, assumint, de fet, les tesis «maurinistes» de les tres fases del nacionalisme català. D'aquesta manera s'anava a la recerca dels senyals d'identitat de la classe obrera catalana basant-se en estudis particularíssims de grups d'avantguarda o dels seus dirigents més destacats. La quantitat, i sovint la qualitat, del treball fou considerable i la projecció dels historiadors com a portaveus

tament amb les condicions intel·lectuals del país en els anys 1940, el van dur a treballs més aprofundits, tot i que en la seva obra posterior sempre hi restà un cert alè biològic. Tot buscant un materialisme acceptable, Vicens va passar de la geografia a l'economia. Calia, però, una anàlisi que atengués els fets socials i que no es limités a la mera economia. Era necessari entendre el desastre de la Generalitat com una experiència complexa de contradiccions alhora socials, polítiques i econòmiques. Vicens, doncs, proposà la història econòmica com l'eix entorn del qual hom podia bastir tota una nova investigació. I així, comprenent la gran importància conjuntural de la història contemporània, optà per deixar el terreny «medieval» que fins llavors l'havia ocupat preferentment, continuant la dedicació de gairebé tots els historiadors neo-romàntics. D'altra banda, Vicens va comprendre prou bé que la recerca científica només era viable en el marc acadèmic i, per tant, que era a la universitat on calia formar historiadors i produir història. Només una ullada a la llista abundant i heterogènia dels qui avui es reclament deixebles de Vicens és suficient per entendre la importància, l'èxit, les limitacions i la ambigüitat dels seus plantejaments revisionistes.

Una altra característica important de Vicens, juntament amb les que hem esmentat i amb un notori sentit crític, fou la seva «evasió» de la problemàtica concreta de la lluita de classes en nom d'un substrat molt «més real». Vicens justificava i defensava l'experiència de la Catalunya burgesa —molt més «moderna» i «avançada» que l'Espanya agrària coetània— i veia la convergència entre industrials i polítics —de la qual la Lliga Regionalista en venia a ésser la síntesi— com una culminació lògica i justa de l'ascens burgès del segle XIX.

L'AVENÇ



collectius força notòria. El prestigi de la història com a eina de combat, ara però amb una metodologia molt més avançada, arribà els anys 1968-1976 a unes cotes destacadíssimes.

LA CAÒTICA PROLIFERACIÓ DE LLIBRES D'HISTÒRIA

Els darrers vuit o deu anys, la proliferació de llibres d'història, o que pretenien tractar una temàtica històrica, ha estat tan notable com caòtica. L'absència d'una mínima crítica bibliogràfica en els mitjans de comunicació catalans ha afavorit aquesta efervescència indiscriminada i heterogènia de productes editorials, fins al punt que aportacions remarcables han passat gairebé ignorades mentre que hom ha fet un esment continuat d'estudis d'un valor més que discutible.

Intentant de fer una anàlisi de l'actual estat de la nostra producció historiogràfica, la primera constatació és, evidentment, la profunda confusió que l'envolta. Si hom l'analitza per branques, la crisi és encara més patent. Així, el medievalisme català, bressol tradicional i parcel·la bàsica dels corrents historiogràfics romàntics, ha estat en els darrers anys totalment «revisat» i modificat. Allò que és més significatiu d'aquest profund replanteig, que en alguns casos ha implicat un canvi radical en les interpretacions, és que ha estat obra d'historiadors foranis (P. Bonassie, C. Carrere, M. del Treppo, G. Pistorino, Th. Bisson, P. Guichard, R. I. Burns, Ch. E. Dufourcq, etc.). Els estudis d'aquests investigadors han desmantellat de soca-rel algunes de les tesis tradicionals de l'encarcarat «medievalisme» autòcton, fondejat encara en les aigües tranquil·les del romanticisme més tronat o de l'eruditisme més insubstantial.

Els estudis dedicats a l'època contemporània pateixen una crisi d'una altra mena. Si bé en els darrers anys s'han produït notables aportacions autòctones, aquestes tenen, en bona part, un caràcter excessivament monogràfic i aïllat, centrant-se preferentment en l'estudi de minories (polítics, partits, grups actius de la classe obrera, etc.). D'aquesta manera el predomini de les investigacions monogràfiques, molt tancades en elles mateixes i, per tant, massa unilaterals, ha dificultat notablement l'elaboració d'interpretacions globals o, fins i tot, interdisciplinàries, que en bona part encara ens manquen.

Per tal de superar aquesta situació, hem assistit a tota mena d'intents —de revisió metodològica els uns, de notable voluntarisme polític els altres—. Aquest és el cas, per exemple, d'alguns estudis sobre la història dels Països Catalans

que han estat presentats com uns «salts endavant» historiogràfics importants, encara que, de fet, hagin caigut en el risc de buscar preferentment una determinada rendibilitat política en detriment del difícil exercici de rigor que exigeix tot estudi coherent d'uns processos històrics força diferenciats.

De la mateixa manera, certs assaigs d'interpretació de la historiografia nacional catalana elaborats per sociòlegs i filòsofs no deixen de ser massa ingenus i superficials, sense aportar res de nou al nostre caòtic panorama historiogràfic.

HISTORIOGRAFIA EN ESTADI DE CONFUSIÓ

Per tot això avui és una clara evidència que la nostra historiografia es troba en un autèntic atzucac. Com qualsevol producció d'un notable contingut ideològic, la historiografia catalana es troba afectada directament per la confusió actual del moment polític. Erosionat per anys d'instrumentalització, directa o indirecta, el projecte historiogràfic de la burgesia catalana ja ha arribat al seu esgotament. Ara el pujolisme pot prescindir de la història perquè ja la té codificada com a ideologia i com a mitologia positiva: «la història de Catalunya ja està feta». Però les alternatives pretesament renovadores tampoc no aconsegueixen d'indicar uns camins coherents i rigorosos (insuficiències del «vicenisme», derivació economicista del marxisme català i cofoisme del «frontpopulisme» historiogràfic). Aquests corrents, si bé metodològicament han significat un revulsiu notable, apareixen avui paralitzats per la seva incapacitat d'afrontar certes qüestions clau, fins ara negligides. Esmentarem només dues qüestions que mostren la impotència de la nostra historiografia. Són qüestions que fins ara han estat obviades per així inhibir-se del risc que comportava afrontar-les seriosament.

La primera, les implicacions derivades, a tots nivells, de les especials relacions entre nació i estat, és a dir, *entre nació catalana i estat espanyol*. Aquesta complexa qüestió ha estat deixada al marge per la majoria dels nostres historiadors (en seria un exemple la dedicació exclusiva als estudis d'història d'Espanya d'alguns continuadors de Vicens) o bé ha estat tractada amb massa frivolitat.

La segona, la confusa problemàtica sobre l'hegemonia social en el nacionalisme català. Així, en pocs anys hem assistit a la crisi dels plantejaments interclassistes de la historiografia burgesa, a l'ascens i a l'esfonsament de les

tesis maurinistes sobre el caràcter del nacionalisme català (de l'impacte del llibre de Solé Tura a les posicions de Termes), i a les insuficiències, fins al punt de caure en la glorificació de menuderies, dels estudis del «nacionalisme popular».

No és pas sorprenent, per tant, que la crisi del projecte històric nacionalista de la burgesia catalana, tal com fou plantejat fins als anys 1930-1939, impliqui la desesma i el buidament de la historiografia catalana en la qual només hi resta una gran perplexitat, una fosca ambigüitat i una temorenc paral·lisi. Per això es justifica plantejar-se, no sols quina història de Catalunya es pot fer, sinó com ha de fer-se. I sobretot, preguntar-se si és senzillament possible fer història de Catalunya si hom accepta els termes tradicionals: el dret a la nacionalitat excepcional dins una nació hegemònica que històricament ha produït un Estat que és justament el límit d'aquest dret.

Estem fent, sense voler-ho reconèixer, potser «història regional» com afirmen els catedràtics de Madrid? Què hem de fer els historiadors? Ignorar, com fins ara, les conseqüències de la nostra situació anormal? N'hi ha prou donant simplement testimoniatge del nostre cas «original»?

Amb tot, si els nostres més destacats «homes públics» han obviat el planteig de totes aquestes qüestions, què es pot esperar de l'acció autònoma dels historiadors indígenes?

qüestions que derivan al estudi

MIQUEL BARCELÓ.

Professor d'Història Medieval a la Universitat Autònoma de Barcelona.

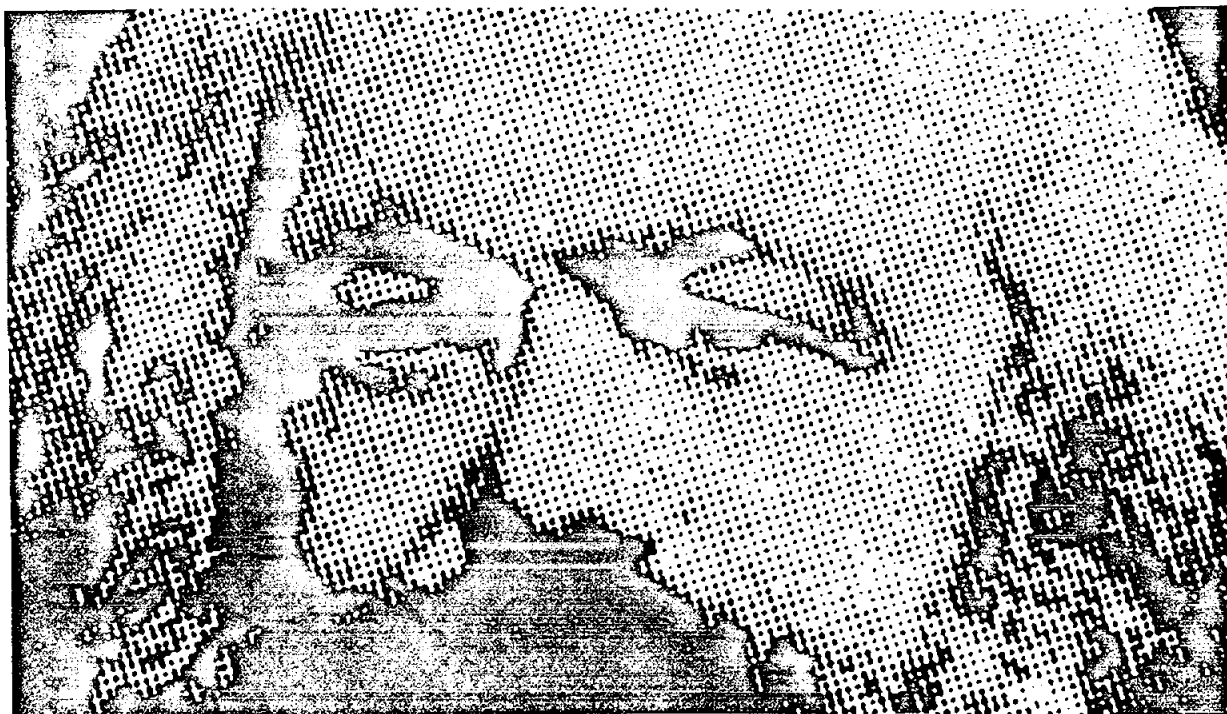
BORJA DE RIQUER.

Professor d'Història Contemporània a la Universitat Autònoma de Barcelona.

ENRIC UCÉLAY DA CAL.

Professor d'Història Contemporània a la Universitat Autònoma de Barcelona.

CRISI DEL MARXISME?*



La qüestió que aquí es planteja —¿està en crisi el marxisme?— exigeix una resposta a dues qüestions prèvies: 1) ¿a què en diem «marxisme»? 2) ¿què significa «estar en crisi» per al que hauré definit? Evitem els equívocs.

Si jo defineixo el marxisme (definició que sotmeto, no cal dir-ho, a discussió) com una **teoria de la història**, i la història com la **ciència de les societats en moviment**, hi haurà «crisi del marxisme», 1) si, en els fets, el segle XX hagués desmentit allò essencial de les hipòtesis de Marx i dels seus seguidors, i 2) si, en llurs mètodes i llurs resultats, les ciències socials, d'un segle ençà, haguessin superat, tornat inutilitzables, les proposicions metodològiques de Marx. Sé que en tots dos interrogants hi ha respostes afirmatives peremptòries. ¿No són més el resultat de partits presos ideològics, o de pedanteries satisfetes? Ens convé preguntar-nos-ho.

S'objectarà que el marxisme també és **pràctic**. Mil cinc-cents milions d'homes viuen avui en tipus de societats que l'opinió comuna anomena «marxistes», i que, en efecte, se'n consideren. Ara bé, aquestes societats es denuncien, es temen, s'amenacen entre elles; no sembla pas, a la vista de les pràctiques coercitives que exerceixen, que estiguin segures de llur equilibri econòmic-polític-ideològic; en fi, no han assegurat

encara a llurs membres l'abundància de béns que hi ha a les societats capitalistes més avançades. Aquestes constatacions —de les quals cal no confondre l'evidència amb la **mesura** que en donen propagandes interessades—, ¿assenyalen una «crisi del marxisme»? La paraula no sembla pas la més convenient. En el sentit que no es tracta pas d'un mode de producció coherent, les imperfeccions i els drames del qual assenyalarien les contradiccions internes, sinó d'un **procés històric inacabat**. D'altra banda, ningú no ha parlat mai d'un «mode de producció marxista». I ningú no pretén d'haver assolit el «comunisme» de l'abundància i de la perfecta racionalitat. Assistim a **experiències socialistes**, transicions, cadascuna de les quals ha depès de condicions particulars d'instal·lació, i depèn encara d'un entorn hostil. *Grosso modo* (perquè el punt de partida d'una revolució no és mai un dia determinat) l'experiència soviètica té 60 anys, l'experiència xinesa 35, l'experiència cubana 20. És **molt poc** als ulls d'un marxisme historiador i tot marxisme no-historiador no és pas un marxisme. Convé observar aquestes experiències lluny del bombardejament dels **media**, lluny de les excomunicacions múltiples dels «marxismes» de torn, i lluny de les sofisticacions imposades per modes intel·lectuals tan canviants com afirmatives. Ens cal una **cura de simplicitat**. Aquesta exposició voldria desentrellar algunes evidències que fan confuses alhora les ofuscacions de classe i les decepcions dels idealismes i de les bones voluntats revolucionàries. Les simplificacions que sens dubte hom serà temptat de criticar són **volgudes**.

* Intervenció de Pierre Vilar al Col·loqui sobre «Actualitat del marxisme» celebrat els dies 24-26 d'abril de 1980 a la Université des Sciences et Techniques de Lille. Traducció d'Albert Rico.

MARXISME I SOCIETAT CAPITALISTA AL SEGLE XX

A. L'esquema marxista: ¿1850 o 1980?

Un lloc comú molt estès —i és el lloc comú el que fa l'opinió comuna— repeteix amb aplom: Marx ha descrit la societat del seu temps, els seus esquemes no valen per a la nostra.

Reflexionem. 1850-1870: ¿Què és el que, en aquests dos decennis, pot inspirar el pensament de Marx? Anglaterra, la baixa Escòcia, ni tan sols el món britànic en conjunt. Alguns racons de l'Europa occidental, ofegats entre col·lectivitats rurals més o menys evolucionades, predominants en un 90% si anem cap al sud i l'est d'Europa. No parlem dels altres continents. Els Estats Units mateixos es caracteritzen encara per l'esclavatge del sud i per la conquesta de l'oest.

I ara, 1980: Europa des d'Escandinàvia fins a Espanya, els Estats Units, el Canadà, el Japó, algunes de llurs dependències han liquidat, o estan a punt de fer-ho, tota pagesia en profit d'agricultures capitalistes; la quasi-totalitat de les poblacions s'hi ha vist reduïda a la condició assalariada, per produir i distribuir articles i objectes oferts en massa a un mercat en contínua expansió, de cara a un benefici que s'acumula i es reproduïx, entre les mans i segons les directrius d'un nombre reduït de personatges privats, en consells d'administració que la massa ignora.

¿Quin és el que respon millor a l'esquema de Marx? ¿El 1850 o el 1980? Fins i tot hom se sorprèn que a partir d'una mostra reduïda s'hagi pogut construir un model tan vast. És cert que abans que Marx hi va haver Adam Smith, William Petty, Antonio Serra. La teoria de la història a partir de modes de producció corresponents a les etapes successives de la productivitat del treball humà té grans avantpassats. S'obliden fàcilment.

B. Valor-treball i plus-vàlua al segle XX. ¿Marx o Walras?

Davant del Primer Llibre del Capital, el pensament burgès va reaccionar espontàniament —i genialment— inventant (o reinventant, perquè en això també hi havia precursors) el valor-utilitat, negant el valor-treball, negant fins el benefici, per justificar només l'interès, i fins i tot un interès tendent a zero. Tot això, matemàticament demos-

trable. No cal dir-ho, en l'equilibri de cada instant. Després prou que ha calgut arribar al cicle. Però sense sortir del curt termini, temps de l'economicista burgès en la mesura que és temps de l'empresari capitalista. A llarg termini —ens n'han previngut— tots serem morts. Però el llarg termini és el temps de l'historiador i del planificador. Smith i Marx, en aquest sentit, van ser menys economistes que historiadors, i —pretensions de menys— futuròlegs. La ciència i la mecanització embrionària de llur època els féu preveure, per bé que molt tímidament, fins a quin punt s'esfondraria el valor de canvi dels objectes produïts en massa, pel fet de l'economia de temps de treball en llur producció. El segle XX ho ha verificat. La productivitat ha esdevingut un concepte central. Però, ¿qui ha fet, tocant a la noció de valor-treball, el mea culpa de l'antimarxisme universitari? Esperits de bona fe han descobert la primacia tècnica en Colin Clark. I Fourastié va entonar, apologeticament, l'himne a la baixa tecnològica dels preus a llarg termini. Jo el vaig sentir un dia, després d'haver convertit en pes de blat alguns preus industrials, que deia amb astorament (acabava d'acudir-se-li) que Adam Smith potser ja havia pensat alguna cosa semblant. Quant a la «plus-vàlua», ¿quina taula de «comptabilitat nacional» no centra la seva atenció —i la nostra— en la «formació de capital»? J. Ullmo, en una obra encara recent, defineix aquest «excedent» com una «evidència comptable». I hi afegeix —no invento res— «Marx ja n'havia tingut la intuïció»!

Així, perquè un economista marxista utilitza un procediment de càlcul marginalista, hom clama per la crisi del marxisme. Però que els conceptes marxistes fonamentals (macroeconomia i períodes llargs) s'hagin imposat en el segle XX, ¿qui ho proclama? Els marxistes fan com si això fos evident. Els altres continuen citant Samuelson: ensenyeu a un lloro les dues paraules oferta i demanda, i en fareu un economista. I s'està a punt d'aplicar la fórmula als nostres escolars. Milton Friedmann regna als Estats Units. Raymond Barre a França. Llur pretensió no és pas absurda: voldrien fer funcionar el capitalisme al màxim d'acostat al seu model (cosa lògica). Però llavors, ¿qui hem de creure el 1850? ¿El «marxista vulgar» o l'economista oficial? Ja sé que hi ha economistes que no són ni oficials ni vulgars. Però ¿per què no hi deu haver marxistes que no siguin ni vulgars ni oficials?

C. ¿Dogmatisme marxista o dogmatisme antimarxista?

Voluntàriament simplistes, ¿són importants les observacions precedents? Per a la nostra història

intel·lectual, ben segur. S'ha parlat molt dels estralls del dogmatisme marxista. Molt poc dels del dogmatisme liberal. Recordo haver assenyalat un dia, davant d'un auditori jove, amb quina lleugeresa Rist afirmava, en la seva història del pensament monetari, que Marx, en aquell domini, no havia aportat res, o no hi havia dit res. Un oïdor m'interrompé: «¿això us sorprèn per part d'un administrador de la Banca d'Indoxina?» La meua primera reacció fou d'enuig. No estava gaire segur del fet esmentat, i el comentari em semblava simplista. Endevinava davant meu un jove marxista dogmàtic que, sens dubte, per aquest comentari, tenia un pretext per no llegir ni Rist, ni Marx. Feta la reflexió —i, avui, és la reflexió de tota una vida sobre les relacions entre economia, societat i història, i entre economistes, pensadors patentats i historiadors del pensament— penso que aquest incident indicava sens dubte dues vies de recerca: 1) sobre les **ofuscacions de situació** (que jo anomeno l'inconscient de classe), i 2) sobre els **terrorismes de moda i de grup**. Una de les grans de Marx i d'Engels, pels volts del 1840, és la d'haver resistit simultàniament l'autoritarisme de la càtedra i el terrorisme intel·lectual de llurs amics neohegelians.

Aquesta doble resistència és rara. Jo he viscut prou com per veure els triomfs successius de pressions de signe divers, no dic pas sobre «el marxisme francès» (¿existeix?), sinó sobre els marxistes que jo observava. Entre 1925 i 1930, hi havia comunistes que em deien a cau d'orella: el Primer Llibre del *Capital* és dogmàtic, escolàstic, superat; no hi creu cap economista; la «plus-vàlua» és un bon tema de propaganda. Doncs, bé, tinc por que no siguin els mateixos intel·lectuals, o llurs fills, o llurs semblants, els qui van practicar, després el 1950, les condemnes sumàries de l'estil de les que adés he citat: ¿per què llegir un autor si el seu lloc a la societat el defineix d'antuvi? Però, un cop arribada la reacció, i sense parlar dels canvis espectaculars (que són llei comuna), la crítica, satisfeta de pressa, sovint ha estat reemplaçada per un oblit total de la crítica de fons. Em demano si la «crisi del marxisme» no ha nascut pas al moment en què aquest semblava més «de moda». Ha atacat el pensament econòmic i filosòfic burgès, universitari, però en el seu terreny, amb el seu estil, amb el seu vocabulari. Althusser ha legitimat Marx en nom d'una epistemologia la legitimitat de la qual no ha posat en qüestió. El seu autoritarisme verbal, en deixebles menys intel·ligents que ell, ha fet estralls. Finalment, la renovació de la crítica marxista s'ha exercit contra el o els marxismes d'avui, d'ahir, d'abans d'ahir (Engels i tot) més que contra la ideologia dominant, que s'ha aprofitat de la seva argumentació. I el moviment obrer, en comptes de fer-se fort impregnant-se de teoria, simplificada però sòlida, ha tornat a caure en les il·lusions de l'electoralisme polític, de la defensa sindical al dia, amb re-

preses marginals de blanquisme, de proudhonisme i de bakuninisme. El prestigi de Gramsci ha fet parlar molt d'ideologies dominants, d'aparell hegemònic d'estat; molt sovint, aquest vocabulari serveix d'anàlisi. De fet, és la classe, tant com l'Estat, la que disposa d'aparells capaços de pressions més subtils. Al si de la classe dominant, diu la *Ideologia alemanya*, «una part es manifestarà com la part pensant (la dels ideòlegs, dels productors de conceptes, que treuen llur subsistència del cultiu de les il·lusions de la classe dominant sobre ella mateixa) mentre que els altres seran més aviat passius, receptius, davant d'aquests pensaments i aquestes il·lusions, pel fet que, essent membres actius, pràctics, d'aquesta classe, no tenen tant de temps per meditar i per somniar en ells mateixos. Aquesta separació en el si de la classe dominant pot arribar a desenvolupar-hi oposicions, i fins hostilitats, però aquestes, d'ençà que sorgeix un conflicte pràctic on tota la classe estigui en perill, s'esvaeixen per elles mateixes». I com que «la classe que disposa dels mitjans de producció material disposa en conseqüència dels de la producció intel·lectual», no ha estat pas difícil d'imposar la confusió dels esperits quant a conceptes fonamentals, tant en economia com en política.

D. Confusió sobre els conceptes econòmics fonamentals

a) Els problemes de la desigualtat

En rebre una «mostra» de francesos, Giscard d'Estaing va voler plantejar, i va plantejar, el problema de la desigualtat. Fou exclusivament per la seva part, quasi exclusivament pels seus hostes, sota l'angle del ventall dels salaris.

—El ventall dels salaris no és pas un problema indiferent. ¿Cal suggerir, mitjançant diferències de remuneració, que hi ha diferències considerables entre mèrits dels individus i importància de les funcions? La «Declaració dels Drets de l'Home» hi convida, però ens hem de demanar, històricament, per què. És un pur frau, en una societat capitalista, confondre salaris i rendes. Això amaga el que cada individu (o família) percep o no percep de la plus-vàlua, acumulada o no acumulada com a capital, és a dir, com a part de l'aparell productiu. Conduir una campanya electoral basant-se en la reducció del ventall de salaris és entrar en el joc. Conduir a aquest punt la crítica dels règims socialistes és just des del punt de vista de l'ideal revolucionari, no des del de l'anàlisi de la societat.

—El **vocabulari fiscal** afavoreix sistemàticament aquest confusió. L'impost sobre les «plus-vàlues» immobiliàries o especulatives invita a assimilar «guanyar diners» i acumular capital. Igual que l'expressió «valor afegit» sembla emmanllada al vocabulari marxista. Abusivament. Aquest estudi de **vocabulari** és una pista a seguir per a l'anàlisi de les vies tortuoses adoptades per la ideologia dominant.

—El **problema de les fortunes** ha estat plantejat feliçment aquí per Ibarrola. Els estudis d'història de les fortunes (cf. Adeline Daumard), a partir de l'annualitat successòria (o, anteriorment, sobre inventaris posteriors a defuncions), m'han semblat sempre mal conceptualitzats. Una successió s'obre a la **renda**, al **benefici**, als béns **improductius** (però vendibles, i en conseqüència, transformables en diner, eventualment —no necessàriament— en capital). En aquestes distincions i en el ritme de les transmissions poden recolzar importants observacions diacròniques. Però no s'estudia pas una societat a partir dels nivells de consum, de la possessió de béns improductius, de l'oposició rics-pobres. El joc real està entre enriqueiments-empobriments, a partir del sistema de producció, expressats tant com sigui possible en temps de treball. En resta, ben cert, l'aspecte **sumptuari** de les societats, el paper dels bescanvis entre objectes rars, sense oblidar les **imatges mítiques de la fortuna**, l'extravagant insistència dels instruments d'opinió sobre els reis, els multimilionaris i les estrelles, descrits fora de tota anàlisi econòmica seriosa. Finalment, la Cinquena Avinguda és tant «marginalitzada» com Harlem, els turons paradisiacs de Caracas tan marginalitzats com les seves barriades. Caldrà, de tota manera, demanar-se en quina mesura un fenomen va lligat a l'altre. El lloc comú de la «no-pauperització» en les societats capitalistes s'hauria de revisar.

—Els **problemes de la propietat**, en aquest terreny de les desigualtats, no són pas més ben aclarits. La propietat dels béns de consum duradors (l'habitatge inclòs) s'ha estès àmpliament en les societats relativament equilibrades com França; s'accepta de no fer gaire els ulls grossos pel que fa als «marges» miserables. Altrament s'insisteix poc en la ràpida desaparició de la **propietat-explotació com a garantia d'independència**, durant molt de temps cantada com a justificació suprema. En l'entrevista que he esmentat, el President de la República no va abandonar el to de l'habilitat pel to de la duresa més que davant un petit viticultor que expressava el desig de guardar la seva vinya: «no es donarà cap suport a l'explo-tació agrícola marginal». El procés d'eliminació ja s'ha acabat als Estats Units, al Canadà. Ara bé, se'ns diu sovint que si Amèrica del Nord ven blat a la URSS és perquè ha eliminat la seva pagesia,

¿i la URSS encara no? A l'opinió mitjana se li suggereix la **imatge contrària**. El socialisme se li presenta com l'únic **expropiador**. En els diversos nivells del coneixement econòmic, aquests problemes de la propietat i de les seves transformacions, que revelaren a Marx, el 1842, el pas del feudalisme al capitalisme, són sovint foragitats de l'anàlisi, o es consideren evidents, en la mesura que el concepte de «propietat» sembla clar i invariable. És en l'ús corrent dels mots on s'amaguen, ho sabem, les trampes ideològiques.

b) Els problemes de la repartició del producte entre capital i treball

Són avui a l'ordre del dia, arran de la discussió d'una llei sobre els «incentius», la «participació», l'«accionariat...», etcètera, és a dir, sobre l'atribució en l'**empresa**, d'un fragment de plus-vàlua als treballadors, i d'un dret de control sobre les decisions a llurs representants. Aquesta mena de projectes és molt antiga en la història de les reflexions del capitalisme sobre ell mateix, així com en la de les diverses formes de socialisme. És interessant, avui, seguir la integració d'aquest corrent en el pensament gaullista, l'acollida que li han reservat diversos medis, els lligams amb els altres projectes de «reforma de l'empresa», i amb la noció en voga «d'autogestió». No per prendre una posició, que no és pas la nostra intenció, sinó per suggerir com seria d'important constituir un **corpus** de textos en aquest terreny, per mirar de fer-ne una anàlisi **terminològica**, una anàlisi marxista, una anàlisi política en el sentit elevat de la paraula. ¿Quin paper hi té, en el discurs reformista, l'adopció d'una certa conceptualització marxista? ¿Què és el que obre? I, ¿què és el que amaga? Aquesta adopció, ¿ens ajuda a apreciar la solidesa —i, eventualment, les insuficiències— de nocions com «l'apropiació» del capital i de la plus-vàlua, com el «repartiment del producte» entre capital i treball, com el poder de decisió i el lloc on s'exerceix? Si faig cas de la meua experiència d'historiador, és convenient no separar mai el fenomen microeconòmic del fenomen macroeconòmic, i observar alhora períodes llargs i períodes curts. Només aquesta dialèctica permet adoptar un punt de vista just davant dels problemes de «repartiment», de «pauperització», d'«apropiació».

—El **progrés tècnic**, ¿és favorable al treball o al capital? Molt abans de Marx, la qüestió va ser plantejada pels socialismes anomenats «primitius». El 1835, els obrers de Barcelona havien incendiat la fàbrica més mecanitzada de la ciutat.

Un fourierista que firmava 'El proletario' en el periòdic «El Vapor» comentava així el fet: una fàbrica més mecanitzada que les altres s'instal·la: en el producte, la part del capital augmentarà, la

part del treball disminuirà; pot ser que, més tard, una baixa del preu del producte es converteixi en un avantatge per a tothom; en l'immediat, el salari no augmentarà gaire, sense la qual cosa l'industrial perdria l'avantatge que dona per descomptat; i els obrers estaran sense ocupació, sigui per comiat, sigui, en d'altres fàbriques, per l'efecte de la concurrència; ¿com no havien d'oposar-se a la nova maquinària? ¿Se'ls pot demanar de sacrificar-se, sense dir un mot, a les generacions futures? Observem que aquest argument el tornarà a fer servir, a cor, la premsa burgesa de l'època de la primera industrialització socialista (una classe no percep, o almenys no denuncia, un element de realitat més que en el sentit de la seva lluita).

Aquesta anàlisi del 1835 és notable no pas en allò que «justifica» sinó en allò que explica de les reaccions espontànies i periòdiques del proletariat davant del fet del creixement, distingint l'econòmic del social, el curt termini del llarg termini. El que és bo econòmicament no és pas immediatament bo socialment; allò que és bo en un període llarg pot haver causat, a curt termini, incomoditats i fins i tot destrosses. El socialista «primitiu» no dibuixa malament la imatge de l'avenir: 1) Globalment, la massa dels béns capitals, dels instruments de producció, esdevé gegantina; el contingut del salari individual, expressat en béns concrets, ha augmentat; però ¿ha augmentat proporcionalment a l'economia de temps de treball realitzat en la producció d'aquests béns, en un període llarg? Mesurada en temps de treball socialment necessari, la part del producte reservada a la remuneració de la força de treball productivament emprada ha anat disminuint: Marx no va dir mai altra cosa. 2) A cada sector, i a moltes d'empreses, ¿quantes vegades, en el transcurs d'un període llarg, s'hauran reproduït els fenòmens de desadaptació de mercat, de pressió sobre els salaris, d'acomiadaments? Si ens entenim a saltar exactament cent anys endavant —o sigui el 1935— el balanç del funcionament espontani del capitalisme confirma prou bé els punts de vista del 'proletario' del 1835.

—¿Com mesurar el contingut «real» del salari? En els assaigs d'història econòmica global, s'ha fet generalment sobre la base salari horari/cost de la vida, i per un període llarg (Fourastié), o almenys per un temps mitjà (Perkins, Lévy-Leboyer); es pot, en aquestes condicions, demostrar que en el curs del segle XIX, en països com la Gran Bretanya o França, el «salari real» no ha parat d'augmentar, tot i que amb ritmes diversos. A aquest mètode se li pot objectar: 1r. El temps viscut és el temps curt, el cicle de Juglar, no el de Kondratieff, i menys encara el període massa llarg; l'obrer mitjà pot desitjar comprar un refrigerador més gran, però no es considera pas més ben instal·lat que Lluís XIV. 2n. Quant al «preu

66

Les experiències dels països socialistes són un procés històric inacabat que depèn de condicions particulars d'instal·lació i d'un entorn hostil.

Els conceptes marxistes fonamentals s'han imposat en el segle XX.

La crítica marxista s'ha exercit contra els marxismes d'ahir i d'avui més que contra la ideologia dominant, que s'ha aprofitat de l'argumentació

L'obra de Marx val inseparablement pel seu aspecte mobilitzador i per la solidesa de la seva anàlisi. El perill rau a desmobilitzar a partir d'idees mal compreses.

99



de la vida», preu hi és una noció més misteriosa que no sembla, i «vida» implica tot el contingut, psicològicament canviant, de les «necessitats». 3r. El salari «per hora» no té en compte el temps de treball desitjat i ofert, individualment i globalment, corresponent als diferents períodes. Com d'habitud, entre les «descripcions» més o menys literàries de la «condició obrera», i el fet de posar en equació el factor treball en el raonament econòmic, difícilment trobem el camí d'un acostament realista.

L'estudi d'un «cas» em va semblar il·lustratiu: vaig tenir la sort de poder fer seguir la història d'una important bòbila francesa en un llarg període —més de 100 anys—, i de disposar de comparacions possibles per al conjunt del sector industrial corresponent. Cap al 1860, a la fàbrica observada, alguns obrers produeixen uns quants centenars de teules. El 1920, 24.000 tones per 375.000 hores de treball; el 1950, 131.000 tones per 140.000 hores; el 1960, la tona per hora de treball s'ha superat amb escreix. L'acumulació de capital ha estat enorme (per bé que, monetàriament, difícil de seguir); primer ha estat invertida en la modernització de la maquinària, però també generosament despesa fora de l'empresa (¿productivament? ¿sumptuàriament? No ho podem seguir). A la fi del procés, el producte al mercat d'una hora de treball representa 10 vegades el salari per hora. En el conjunt de la professió, només 5 vegades. Ara bé, el salari és de 5 fr. 66 a la fàbrica estudiada, i de 5 fr. 16 en la professió. Amb això n'hi ha prou perquè ens faci l'efecte de ser una feina ben pagada: no hi ha dificultats per aconseguir treballadors, i els dos incidents del 1936 i del 1968 són fàcilment (i hàbilment) arreglats. Tanmateix, davant d'aquesta fàbrica «de primera línia» (i que en canvi només és la segona a França pel que fa a la productivitat física obtinguda), la rajoleria francesa més important en producció i mà d'obra està molt enrera en la classificació d'empreses per productivitats, sense semblar, amb tot, en mala posició econòmica. Altrament, fàbriques «marginals» estan amenaçades de desaparició. Així, 1) posar-se al nivell de l'empresa «de primera línia» no és automàtic ni ràpid, 2) la participació del treball en l'èxit de l'empresa individual és mínima; amb tot, l'efecte se'n sent, 3) al contrari als nivells baixos de la professió, hi ha risc d'atur. Com al 1835! Però, originalment, el fenomen del repartiment dels fruits de la productivitat sembla que s'havia comprès millor, al nivell de classe obrera. D'aquí la continuïtat dels somnis de «la fàbrica per a l'obrer», i de les proposicions (sinceres, demagògiques, això no importa) de «participació» en els èxits de l'empresa i en la propietat del capital. Una observació —i una crítica— d'aquests corrents ideològics i polítics només es pot portar a partir de conceptualitzacions marxistes.

c) Conceptualització i vocabulari

Marx fou teòric de l'economia, de la societat, de la història. Ell va voler ser també militant. Va expressar la seva conceptualització en termes de mobilització, apassionats, que eren els de tots els socialismes del seu temps. Es planteja un problema: l'obra de Marx, ¿val per aquest aspecte mobilitzador, com suggerien, ja ho he fet present,

certs militants del 1925, i com ho suggereix, si ho he entès bé, la comunicació de S. Ch. Kolm? ¿O bé l'obra de Marx val per la solidesa de la seva anàlisi? Em sembla que no es poden separar tots dos aspectes: teoritzar sense mobilitzar seria debades; mobilitzar sobre idees falses seria tan perillós com deshonest. El perill intermedi seria mobilitzar a partir d'idees mal compreses. I això passa sovint.

Marx i tots els socialismes han parlat d'exploració del treball pel capital. ¿És intel·lectualment deshonest? No. Perquè els posseïdors d'instruments de producció «fan treballar», igual com «exploten» la terra o la mina. Es pot parlar, doncs, de «sobretreball», de treball «no pagat», ja que no és exacte, sinó evident, que el salari del treballador no representa, en contingut, més que una part del producte. D'aquí els dos versos de la «Internacional»: «Els reis de la mina i del rail / ¿han fet mai altra cosa / que espoliar el treball?». La ingenuïtat de l'espoliar mesura la força de la imatge en els esperits populars: un camp per explorar de «l'imaginari», no més «imaginari» que els tres ordres feudals en Adalbéron!

Això, ¿és bo o perillós? Seria perillós si fos mal comprès, sota una forma que seria falsa: l'obrer ha de rebre, individualment, tot el producte del seu treball, i n'ha de disposar al seu gust. Cap «socialisme», fins i tot molt «primitiu», no ho ha proposat. No n'hi ha hagut cap que hagi posat en dubte que una part del producte s'ha de consagrar a la reconstitució de l'aparell productiu usat i al progrés, tan ràpid com sigui possible, d'aquest aparell. Marx, no cal dir-ho, menys que ningú. El títol del *Capital* n'és testimoni. I Marx ha exaltat diverses vegades la capacitat creadora d'una burgesia «obligada» pel funcionament mateix del sistema a «revolucionar» sense parar l'aparell de producció. Ara, jo he vist, des del 1968, més d'un jove «revolucionari» considerar que el capital, en ell mateix, és el pecat original, bé per odi envers un productivisme que es jutja aberrant, bé per esperit crític envers les revolucions socialistes; ser explotat pel capital o per un aparell d'Estat és equivalent. Stalin, el 1952, s'aixecà contra la utilització del vocabulari marxista en règim de propietat col·lectiva. No podem, deia, anomenar treball «no pagat» a un treball que crea instruments de producció que pertanyen als treballadors. És aquí, naturalment, on es planteja el problema de la transformació del concepte de propietat, en la seva naturalesa i en les seves formes. Però queda la necessitat, si no volem tornar a la prehistòria, d'«invertir» una part del producte en la producció.

Jo he temut, i temo encara, descobrir en les tendències recents de la crítica del «capital» en ell mateix, una reculada de la cultura revolucionària elemental, el resultat de la qual pot ser Pol Pot. Marx no ha condemnat mai la formació de

capital, sinó la seva apropiació privada. És aquesta apropiació la que 1) col·loca els individus (pròxims o allunyats) en la situació explotador-explotat, 2) implica que l'excedent que torna al capital pot ésser gastat improductivament; hom el denuncia quan es tracta dels «reis del petroli», com si Rockefeller o Dassault fossin uns bons petits victorians; l'ecuació estalvi = inversió és una aproximació dubtosa, 3) la iniciativa individual, innegablement creadora al llarg de la història, implica també una munió de fracassos dispersos, els quals no són soferts solament pels responsables, 4) a nivell global, finalment, la regulació a través del mercat condueix a les crisis; del coneixement que se n'ha adquirit, no n'ha resultat llur eliminació; els mots de *self-sustained*, o *konjunkturlos* han pogut expressar il·lusions sinceres o propagandístiques: la racionalitat del capitalisme (tot el racional és real) es realitza a través de sotragades en el temps, a través de desigualtats en l'espai.

En aquestes condicions, ¿com les classes desfavorides no haurien desitjat, i grans esperits previst i proposat, l'assaig d'una apropiació col·lectiva dels mitjans de producció, en vista a una utilització racional dels recursos? Que aquests intents hagin reeixit és discutit i legítimament discutible. Allò que no ho és pas, és el fet que han assegurat arrencades i desenvolupaments la impossibilitat dels quals s'havia plantejat, de primer, fora de l'abast de les economies de lliure empresa. Però sobretot, és històricament fonamental que aquests assaigs s'hagin intentat. Ja he dit que Marx no tindria raons per estar sorprès davant de la fisonomia actual del capitalisme. Ni tampoc davant de les revolucions que s'han esdevingut. Davant dels llocs i de les formes, tal vegada. Però, ¿què no es diria contra Marx si no hi hagués hagut cap revolució?

D'aquestes revolucions, si de cas, Marx no se n'atribuiria pas el mèrit. Puix que seria una interpretació ben tradicional de la història, fer del segle XX «el segle de Marx», en el sentit de segle dominat per la seva «influència». Sabem avui, cada cop més, que la Revolució francesa no és més que molt parcialment «la culpa de Rousseau». La Revolució russa és molt parcialment «la culpa de Marx», una mica més «la culpa de Lenin», però quan la revolució s'estén a l'est d'Europa, a la Xina, a l'Àfrica i a Cuba, les contradiccions internes del mode de producció capitalista han de tenir-hi algun paper. I també, no cal dir-ho, els instruments d'anàlisi precisos que el marxisme, original i desenvolupat, ha pogut donar de tals contradiccions, tot i que en aquest terreny s'hagin pogut produir força errors i divergències. El conjunt no pot ésser comprès (i en conseqüència «jutjat») més que en una visió global, mundial, històrica, i pensada en un llarg període de temps.

d) ¿Contradiccions en el si de les classes? ¿Contradiccions a nivell del món?

L'estructura d'una societat en classes, que defineix un mode de producció, es cospa particularment bé quan aquest mode de producció es constitueix i revela els seus principis. Així, a l'Occident d'Europa, a través d'Adalbéron per al feudalisme el 1020, i a través de Marx per al capitalisme el 1848 i el 1867. ¿Qui dirigeix i és nodrit? ¿Qui nodreix i és dirigit? Aquestes simplificacions van directament a l'essencial. Adalbéron assenyalava la classe que nodreix la societat tota: el pagès (llavors serf). Davant seu, dues funcions dirigents: la funció militar (senyors), la funció espiritual (clergues). Marx oposa la classe que produeix per a tots (i que no té per a ella més que la seva força de treball), i que, des d'aleshores produeix tant o més objectes que aliments, a la classe dirigent i posseïdora que, aquest cop, assumeix una direcció econòmica: reproduir i créixer (per a benefici seu) l'aparell de producció que detenta. Ja hem vist que al si mateix d'aquesta classe, el Marx dels anys 1840 admet una «divisió del treball», entre actius mentalment receptius, i productors de conceptes (i de mites) que relleven els clergues. Nogensmenys, més tard, no ha pas insistit en aquesta divisió, remarcant, però, que si bé poden sorgir conflictes entre «actius» i «pensants», hi ha sempre una solidaritat final (com d'altra banda, hi havia abans, entre clergues y senyors). Remarco també que, aquests darrers anys, el prestigi de la paraula «producció» ha fet parlar, en un cert llenguatge marxista, de «producció de conceptes», «producció d'idees», «producció del discurs», la qual cosa expressa potser la nostàlgia de l'intel·lectual, bé davant del treball, bé davant del capital. Però aquí podem veure una nova font de confusió, un nou parany de la semàntica.

Quan un mode de producció es desenvolupa, evoluciona, els seus engranatges es compliquen, i les «categories socials», en el si d'aquestes divisions, sembla que es multipliquen, que es creen jerarquies secundàries, que de seguida s'assenyalen acuradament. Llavors són descrites pels observadors amb un luxe de detalls específics que torben durant molt de temps la visió sintètica de les primeres anàlisis. Als segles XVI i XVII, la «societat d'ordres» francesa distingirà fins a 28 categories. Tot i amb això, a l'hora suprema del feudalisme, tornaran a ser les classes d'Adalbéron les qui s'enfrontaran (no sense desercions ni encavalcaments): clergat, noblesa, i —ahora «tot» i «res»— el «tercer estat».

Avui, després d'una ràpida ascensió d'un capitalisme que s'acaba en una multiplicació d'amenaques internes i externes, les sociologies descriptives, quantitatives o qualitatives, totes més o menys «funcionalistes», multipliquen les catego-

ries socials específiques, però les distingeixen amb criteris insuficients: professions, rendes, cultures, etcètera. Històricament, he constatat sempre la necessitat de no confondre —sinó relacionar-les si convé— les lluites de classe pròpiament dites i els conflictes d'interessos en el si d'una classe dirigent (empresaris-rendistes, agricultors-industrials, importadors-exportadors, etcètera), conflictes mai no decisius, mai no negligibles, i on la classe dirigent s'esforça a arrossegant la classe subordinada, en nom d'interessos «comuns». D'altra banda, en la història de les revolucions, ha calgut demanar-se si la massa pagesa formava una classe, i quasi una «economia», un mode específic de producció (en la línia populisme-Txaianov-Thorner), o si, com ho han cregut Stalin i Mao, les «capes» de la pagesia, caracteritzades per llur participació més o menys important en la propietat dels mitjans de producció, podien orientar-se les unes cap al capitalisme, les altres cap a la revolució (aquesta anàlisi podria, d'altra banda, servir per a d'altres evolucions i revolucions de la pagesia, en el temps i en l'espai). ¿Podem i devem plantejar qüestions semblants per a les diverses «capes» discernibles entre els assalariats? Això s'ha fet, i Pierre Naville ho fa aquí mateix. I, tant si parlem de «qualificacions» (Dubar) com de càlcul de la plus-vàlua (Delaunay), sorgeix la mateixa pregunta. ¿Com formalitzar-ho sense caure en el parany ideològic ja esmentat —la simplificació oferta a l'opinió comuna—: d'ara endavant tothom és assalariat i només hi ha desigualtat en els salaris?

1) Naville admet, amb totes les estadístiques, que les societats més avançades en l'evolució del capitalisme tenen una població assalariada del 80-95%, acostant-se a poc a poc a la taxa del 100% teòric assolit a la URSS. És ben curiós pel que fa a les societats de «lliure empresa», i això es podria comptar en l'actiu de la previsió de Marx: capital concentrat, tot el món proletari, capgirament possible i lògic per la confiscació de tots sobre el capital esdevingut, de fet, «social». Però, ¿és aquesta la situació real? Si la gran companyia «assalariada» el seu director, si el campió de futbol, l'estrella de Hollywood, el torero de Còrdova, l'autor de novel·les d'espionatge de milions d'exemplars, són «assalariats», no serà pas difícil, en la comptabilitat nacional, d'inflar les rendes de l'«assalariat». Hi ha «salaris» elevats que formen part de la remuneració i de la reproducció del capital; n'hi ha d'altres que, pel fet de no tenir el mateix origen poden, ben «col·locats», esdevenir capital. El talent artístic, la producció intel·lectual, quan esdevenen mercaderia, fan participar als qui viuen en el mecanisme —i, cosa que no és pas menys important, en la mentalitat— capitalista. Alfred Sauvy va dir (en un dels seus dies bons) que la defensa apassionada de la llibertat d'expressió pels intel·lectuals era la defensa d'un

tipus particular de propietat. Ens agradaria que en fossin més conscients. Però tot això, que té una importància molt gran per a l'estudi de les lluites i de les aliances de classes, no és fàcilment integrable ni a l'estadística ni a la teoria.

2) Treball productiu-treball improductiu: el paper de Delaunay insisteix amb raó en la vella distinció de Smith i es pregunta: ¿no està superada? Ho està, sens dubte, d'ençà que es reemplaça l'afany de la productivitat física pel de la rendibilitat, a partir d'una demanda que, en el capitalisme desenvolupat, no apunta ja únicament als objectes, i que, a més, compta molt amb un aparell d'estat. Penso tanmateix que no s'ha de caracteritzar excessivament la nostra economia per la noció de «serveis», en el sentit que els serveis personals temps enrera van mobilitzar tants de treballadors com avui (sota la forma de domèstics), i que els serveis públics (incloent-hi les formes primitives de la «seguretat social») igualment, a l'Edat Mitjana o en els Temps Moderns, han estat més importants que no es pensa per a les possibilitats productives. En aquest punt, és exacte que Smith i Marx van creure —i això es va verificar als inicis del capitalisme— que els «serveis» de tota mena serien sacrificats a la producció. Remarquem que hom es demana, per a les societats d'antany, si la domesticitat i la beneficència no foren alhora signes i factors de «decadència»; podem evidentment, per a les societats d'avui, plantejar les mateixes qüestions. Però dos sectors «improductius» han esdevingut de fet excitants per a la producció material: el sector «distraccions» (autos, vaixells, sobreabundància de vestits i altres objectes de mudar...), i el sector militar, que mobilitza menys homes que abans però ha de produir objectes (i quins!), a partir de la més sofisticada de les tecnologies. Així aquestes «falses despeses» de la societat acaben situant-se al bell mig del seu desenvolupament, però no poden ser pensades en termes econòmics purs, puix que llur «demanda» depèn alhora d'un «fet de civilització» i d'un factor polític. Una altra vegada, la història «total»!

És evident, en particular, per a tots aquests aspectes, que no poden ser tractats de la mateixa manera per als països capitalistes rics, per als països socialistes en vies de desenvolupament, i per al Tercer Món «pobre». Els segons són més a la vora del model del capitalisme en els seus inicis. Els tercers tenen encara molts de trets pre-capitalistes, però amb perilloses formes modernes de «distracció» d'una banda, d'«armament» de l'altra. Ni estadísticament ni conceptualment, aquests tres tipus de societat no poden ser analitzades amb un sol instrument. I no pas més psicològicament: ¿qui ens dirà si la nostàlgia dels artistes soviètics enfront d'Occident és desinteressada o interessada?

3) Caldria, naturalment, fer-li un lloc a part al treball científic, perquè és evidentment productiu. Estic temptat de tornar a cridar el meu 'proletario' fourierista del 1835, d'«intuïcions» verament remarcables. Ell creu, amb molts socialistes primitius (i certs textos de Marx) que «la ciència» s'ha de col·locar al costat de dos factors de producció: capital i treball; li sap greu que «la ciència» no miri més que de la banda del capital, mentre que, diu, els savis que sovintegen les avantcambres no reben del capital més que una part ben petita del sobrant del producte que llur descoberta assegura. L'«investigador» és, així, a banda de les aparences, més «explotat» que l'obrer, com l'obrer americà, o el de tota fàbrica «de primera línia», ho és més que l'obrer d'abans. Però això, psicològicament, no es veu gaire. «La ciència», d'altra banda, ¿pot esdevenir «empresa», com a la Universitat de Madison, o a l'Institut Pasteur? Si n'esdevé, ¿això és socialisme o capitalisme? Sens dubte, cal apel·lar aquí al suggeriment de Marx sobre «la il·luminació general» que un mode de producció dominant dona a totes les coses. El criteri del caràcter «socialista» de les societats que s'ho diuen estaria en una integració conscient dels savis i alts tècnics en una moral dominant diferent que la de l'avantatge individual. La resposta de Stalin a Iaroxenco, el 1952, planteja el problema, expressa una inquietud, àdhuc una angoixa, davant l'ascens d'una tecnocràcia massa segura d'ella mateixa, no marxista en el sentit que no veu, en un mode de producció, res més que el factor forces productives, i està destinada, doncs, a separar-se de la massa i a quedar potser insatisfeta. El curs de la història ha justificat aquesta lliçó. ¿Però això significa que aquesta capa organitzadora, si és veritablement «assalariada», siguin els que siguin els avantatges materials, pot «explotar» la resta dels treballadors?

4) ¿«Aristocràcia obrera» i explotació pels salaris elevats? Lenin, a propòsit d'Anglaterra i dels països imperialistes, va parlar, és cert, d'«aristocràcia obrera». Com pel que fa al vocabulari de Marx, cal anar més enllà del matís pejoratiu, de la condemna implícita, que caracteritzen la fórmula, si en volem comprendre el sentit teòric i no l'abast polític. Lenin constata que, en la lluita de classe, certs sectors obrers s'allunyen de l'esperit de combat, perquè, comparant-se amb un passat proper o amb un país veí, se senten privilegiats; d'on es desprèn, als ulls de Lenin, una actitud política perjudicial per a la causa obrera en el seu conjunt. ¿Vol dir amb això, a més a més, que la classe obrera anglesa comporta un sector que «explota» l'altre, o fins i tot que, tota sencera, «explota» el treball colonial? ¿O bé vol dir que el grau tecnològic que Anglaterra ha assolit permet a la seva classe obrera d'exigir salaris mínims (que comporten sempre una jerarquia) superiors en

66

Marx no tindria raons
per estar sorprès davant la fisonomia actual
del capitalisme.

Sauvy va dir que
la defensa de la llibertat d'expressió
feta apassionadament pels intel·lectuals
era la defensa
d'un tipus particular de propietat.

Lenin
va parlar «d'aristocràcia obrera».
I tinc por que no se l'hagi comprès.

99



contingut als salaris d'altres països? Pel fet que aquests avenços de l'aparell productiu es deuen a capitals formats allén la mar, és cert que el proletariat anglès treu profit de l'imperialisme. Dir que el proletariat anglès «explota» el proletariat dels països dominats és la formulació que accepten avui els teòrics de l'intercanvi desigual, i el discurs «tercermundista», que justifiquen les lluites internes entre classes obreres, i la desconfiança entre classes obreres dels diferents països, en lloc de mostrar la solidaritat mundial del treball contra l'acumulació de capital. Me'n guardaré prou, de fer parlar Lenin. Però tinc por que sovint no se l'hagi comprès de través.

Es dirà, ¿i els immigrants? ¿No proven que hi ha divisions quasi qualitatives en una classe en què seria irrealista proclamar l'homogeneïtat? Ells proven solament que hi ha països on la remuneració del treball és inferior a un mínim proposat a d'altres llocs, llocs on aquest mínim, normalment, no és acceptat. Recordem —això no sempre és inútil— que el «salari mínim», el salari del «treball simple» de Marx, no ha estat mai un mínim absolut (¿existeix?) sinó un mínim psicològic, històricament constituït. És una exigència inferior de l'immigrant que ofereix una ocasió de benefici extra al capital (no a la seva classe obrera) del país receptor. Tanmateix, no oblidem que aquest mínim és també acceptat per categories metropolitanes (dones, joves), i, conjunturalment, les darreres estadístiques proven que una demanda metropolitana comença a adreçar-se als llocs d'immigrants.

¿«Concurrencia»? Potser sí, per desgràcia. ¿Lluita de classes? Evidentment, no.

Finalment, ¿com es pot plantejar el problema dels salaris elevats en països socialistes? Els albanesos, per exemple, han dit: psicològicament, els salaris alts ¿no afavoreixen el gust pel guany, per la superioritat, la moral capitalista? Llur incidència sobre el repartiment entre massa de salaris i inversió productiva, ¿és perjudicial per al nivell desitjable d'aquest darrer? Qualsevol que sigui el país «socialista», la solució adoptada i el seu èxit, el problema només es pot plantejar així.

En països capitalistes, a més dels problemes —considerables— dels salaris que no ho són i de les desigualtats escalonades com a font de frustració, convé demanar-se en quina mesura un «salari alt» esdevé solidari del capital. Psicològicament, això comença a baix, i de pressa. Econòmicament, no em sembla pas important distingir entre salari «social» i salari estricte, ja que, un cop introduïts en els costums, els elements «socials» del salari en formen part integrant i és teòricament perillós d'atribuir a «l'Estat» una remuneració que es pot redistribuir, per càlcul, entre la càrrega del capital i els ingressos sortits del mateix treball. És veritat, al contrari, —i és més complex— que molts de treballadors —i això des del segle XX— han estat invitats, encoratjats, estimulats a posseir un bocí de capital; hem dit que se'ls promet avui, amb consideracions que van més enllà de l'«estalvi», una minúscula part d'«accionariat», i, en d'altres hipòtesis, una «autogestió» de l'empresa, però en el quadre del mercat competitiu. Mentrestant, l'interès correntment pagat a «l'estalvi» és més baix o és al nivell de la taxa d'inflació, la participació és fictícia i, si les temptacions d'una societat de consum són massa grans, es torna, com en les societats pre-capitalistes, al préstec per al consum, és a dir, a la usura. Els esforços per capgirar, negar, camuflar, superar, la conceptualització marxista macro-econòmica, en revelen el fons de veritat.

E. Confusió en els conceptes polítics fonamentals

Marx no separa mai l'anàlisi econòmica de l'anàlisi política. No hi ha cap «autonomia» real dels dos «nivells». La hipòtesi d'una autonomia «relativa», més admissible, no ha de servir, de tota manera, per amagar les realitats —anava a dir, una vegada més, les evidències.

a) Democràcia i sufragi universal

La crítica de la «democràcia burgesa» per Marx, Engels, Lenin, és fonamental. Encara aquí, el vocabulari fulgurant o despectiu dels manifestos i de la correspondència pot fer prendre per pura passió o afany de propaganda una anàlisi realista de la història, llunyana o recent. No és que Marx i Lenin hagin ignorat els valors i el prestigi de la paraula «democràcia» a través de les èpoques (i ells mateixos l'han feta servir sovint), ni l'ús que es pot fer dels principis democràtics en una lluita de classes. Al contrari, ¿per què compartir i fer compartir la il·lusió que un sistema social coherent modificarà la seva infraestructura a partir de la seva superestructura, mentre que la superestructura no pot imaginar d'ella mateixa que un altre sistema «aniria millor»? I seria sorprenent que sacrificués aquesta convicció (i els seus interessos) a una idea abstracta de la «justícia». En el ben entès que farà «reformes», en la mesura que la conjuntura li ho permetrà, si s'empeny una mica, i si no es toca pas l'essencial.

Per la meua part, el meu aprenentatge d'historiador, i l'ajuda que m'hi aportava un marxisme elemental, es retrobaren, el 1926-1928, amb la meua jove experiència de ciutadà: Herriot, elegit en l'entusiasme el 1924, i darrera el qual nosaltres havíem portat Jaurès al Panthéon, s'instal·lava, el 1926, a la «capçalera de sa mare malalta» —malalta del franc: amb Poincaré per metge. A més del que havia suportat, aquest universitari tenia consciència: va ser ell qui va inventar la imatge del «mur d'argent». Ara, després d'allò, darrera de qualsevol govern «d'esquerra», ha jugat la «regla dels dos anys»: 1932-34, 1936-38, 1945-47, 1956-58. Alfred Sauvy pensa, davant d'aquesta «regularitat», que els francesos són massa «incompetents» en matèria econòmica com per escollir parlaments i governs «competents». També podríem dir que cada francès té una butlleta de vot, però que alguns en tenen dues. D'això se n'havia dit, en altres temps, simplificant molt, el «plebiscit dels bons del tresor». Després

de tots, després de la Cinquena República, potser hem esdevingut «competents», perquè hem escollit Pinay, Barre. Hi ha hagut, és cert, alguns graons saltats en el repartiment del producte: el juny de 1936, l'estiu de 1944, el maig de 1968. Això no són pas episodis electorals. No cal dir que més d'un país ens pot envejar —i envejar a les «democràcies occidentals»— aquesta facilitat d'adaptació. Però apliquem les nocions d'«incompetència» i de «vaga amb ocupació de fàbrica» al Zaire o al Pakistan, i em temo prou que la noció de «sufragi universal» —invocada sense parar— i la de «llibertat sindical», no en surtin bastant desmitificades.

Però, ¿cal anar tan lluny? Vaig assistir, el 1931, al naixement de la República espanyola, enmig d'un fervor inoblidable. N'hi havia prou amb un mínim de cultura històrica i de problemàtica marxista per contemplar amb inquietud aquest naixement. Una revolució burgesa amb retard escometia les estructures d'antic règim sense haver-se assegurat el suport d'una classe obrera potent, organitzada, però anarquitzant. Vaig tremolar per aquesta república, i vaig tenir raó. El salt conjuntural del capitalisme, l'entrada dels capitals estrangers, es van inserir perfectament en el quadre de la dictadura franquista. Pel damunt de 1.000 dòlars per càpita, va dir un polític franquista, es podrà passar a la democràcia. Hom ha esperat els 2.000 (i la mort de Franco). Però queda un punt amenaçat: Euskadi; s'hi ha deixat l'aparell sencer de la repressió policíaca i militar.

Serge Ch. Kolm ha consagrat estudis apassionants a aquesta mena de problemes: ¿com evitar, en cas de victòria electoral «d'esquerra», les catàstrofes econòmiques? ¿Com tornar eficaces les voluntats del sufragi universal? Ara, vegem la utilització que s'ha fet d'aquesta temptativa en recents «Dossiers de l'écran»: Pinochet era necessari perquè la situació econòmica de Xile havia arribat a ser insostenible; ho diu Kolm, i no és pas un reaccionari! I és així que arribem a aquesta «perla» del «Midi Libre» (8-3-79): «Tothom recorda la fallida econòmica en què hauria desembocat inevitablement l'aplicació de l'infortunat programa social-comunista».

El més gruixut es que això és veritat. No es fa pas funcionar un sistema contra ell mateix amb el 51% de «vots» pacífics. Però encara és més veritat que «tothom recorda» alguna cosa que no ha succeït. Això és una «ideologia dominant».

b) De l'ús de la paraula «llibertat»

En les discussions entre marxistes espanyols a l'entorn de l'abandó del mot «leninisme», s'ha recordat molt la pregunta de Lenin a Fernando de los Ríos, el 1920: «llibertat, ¿per a què?». Però, a més de no tenir, tractant-se d'una conversa, l'ex-

66

La pregunta de Lenin continua oberta:
«llibertat, per a fer què?».

En la «qüestió nacional»
la confusió intel·lectual
ha arribat al sùmmum.

Per a la major part del món
els «drets de l'home» són
el dret de menjar, treballar, aprendre...
I han resolt la qüestió
aquells països que han fet
una revolució marxista-leninista.

99



pressió original, la interpretació del «per què» continua oberta; és «llibertat, ¿per fer què?, o —més probablement—: «llibertat, ¿per fer-ne què?» Raymond Barre diria potser: per fundar una empresa! Si es tracta d'alçar-se contra «el poder», ¿és contra no importa quin «poder»?

Raymond Aron, cridat per testimoniar sobre Sartre, va dir clarament què els separava: anàlisi política realista contra filosofia idealista, moral i anarquitzant.

Bé. Però quan va afegir: allò que ens acosta és l'exigència de llibertat, vaig trobar que en el maître à penser de Kissinger, la paraula sonava malament. És veritat que Aron va dir un dia, a propòsit de Kissinger, que en el moment en què

es desfermen repressions o guerres, l'analista intel·lectual prefereix no trobar-se en el lloc de l'home d'acció. S'inclina davant la necessitat, clou els ulls davant els horrors. No jutja més que l'eficàcia. Però està prohibit de fer el mateix amb les revolucions socialistes. Qualsevol que les jutgi de manera realista és responsable de llurs violències. No tothom té el dret de ser Clausewitz o Maquiavel.

c) Dret dels pobles i «nacions»

Es potser en el terreny «nacional» que la confusió intel·lectual ha arribat al súmmum. M'he preocupat particularment per aquest tipus de problemes. Durant molt de temps quasi sol. La història diplomàtica, la història-batalla havien prescrit, i tot nacionalisme era sospitós. Avui, un col·loqui sobre les «qüestions nacionals» reuní 150 participants apassionats, i ja no pot seguir-se'n la bibliografia. Unes tals «conjuntures intel·lectuals» tradueixen evidentment un fenomen històric.

He dit «confusió»; una recerca semàntica sobre l'ús de les paraules «estat», «nació», «pàtria», «nacionalitat», «poble», etcètera, revela prou els perills d'un món on les «Nacions Unides» apleguen barrija-barreja els més enormes estats federals i les més minúscules sobiranes, mentre que Quèbec o Catalunya tenen dificultats a fer-se reconèixer políticament. «L'Estat-Nació» clàssic del segle XIX és posat en qüestió, a la vegada, des de l'interior, delerós de romandre ell mateix, i obligat a pensar-se en la dimensió de mercats nous. Hom va suscitar passions efímeres a l'entorn de Biafra o de Bangla Desh, per deixar-les morir tot seguit de gana, amb bona consciència. Hom ha anomenat «lliures» els estats descolonitzats mentre que continuen en el marc del capitalisme, sigui sota Bokassa o Amín Dada. ¿Com cal pensar aquest caos?

Això no entraria pas en el quadre del nostre encontre si el marxisme, en aquest terreny, no hagués estat qüestionat, i de diverses maneres:

1) S'ha parlat de les «apories» del marxisme en matèria nacional (Poulantzas); ara bé, si es tendeix a definir la nació «conceptualment», transhistòricament, el pensament marxista no pot ajudar-hi; una categoria històrica es defineix històricament; i el marxisme ho ha fet.

2) D'altres historiadors o sociòlegs han discutit, cercat, al voltant del problema «marxisme i qüestió nacional», i de les controvèrsies de 1900-1913. No sense resultat. Però com que calia, en l'ambient actual, eliminar Stalin o posar-lo en contradicció amb Lenin, s'han ressuscitat interessants idees sense aplicació, però no s'ha aclarit el joc pensament-acció.

3) En dos col·loquis recents, he escoltat els comentaris de Carrère d'Encausse sobre el seu llibre *L'Empire éclaté*, que he llegit atentament. Comentaris sempre matisats, prudents. Però vegem un retall de premsa: «ESQUERDES A LA URSS / Un centenar de grups de nacionalitats i de religions diferents componen el poble soviètic. Llegiu a Sélection el que diu Carrère d'Encausse al seu llibre *L'Empire éclaté*. Comprendreu perquè, segons ella, un esclat és ineluctable».

No dic, és així que es forma l'opinió. Més aviat penso, és així que l'opinió demana ser informada; una opinió de classe, ben cert, ja que n'hi ha prou amb un títol i amb un «possible» canviat per «ineluctable» per fer d'un llibre més aviat auster un *best-seller* als racons de les províncies.

4) A l'últim, un darrer corrent. Hi ha articles, obres, que comencen a dir: els conflictes del segle XX han estat, són i seran conflictes de poder i de nacions. La història no és pas la de les lluites de classes. I és en nom d'això que, la història tradicional i nacionalista, que creïem enterrada, pot tornar a néixer. Ella s'hi preparava des de fa temps, és una planta vivaç.

d) La lluita de classes al segle XX

Un dels grans trets del segle XX em sembla que és, al contrari, que les lluites interimperialistes són dirigides per la lluita de classes, per la transformació de dues guerres en revolucions, amb Lenin i Mao. I al revés, també és cert que els feixismes primer, els Estats Units a continuació, s'han posat al capdavant de croades armades contra les revolucions, com temps enrera, en la transició del feudalisme al capitalisme, la Santa Aliança pensà acabar amb la Revolució francesa.

Observem el nostre món: tot moviment subversiu, tota revolució social, tota reacció interna en un estat és jutjada immediatament com a factor possible de política internacional. Tot alliberament (o intent d'alliberament) nacional, tot acostament o tota tensió diplomàtica s'interpreta com un reforçament o un afebliment, sigui d'un poder, sigui dels seus adversaris de classe. En l'estat actual dels armaments, els governs són bastant prudents. Els periodistes ho són molt menys. L'opinió segueix, i a vegades precedeix. La reacció íntima, inconscient, dels homes, els divideix, de fet, en dos camps, fins i tot al bell mig dels moviments «nacionals».

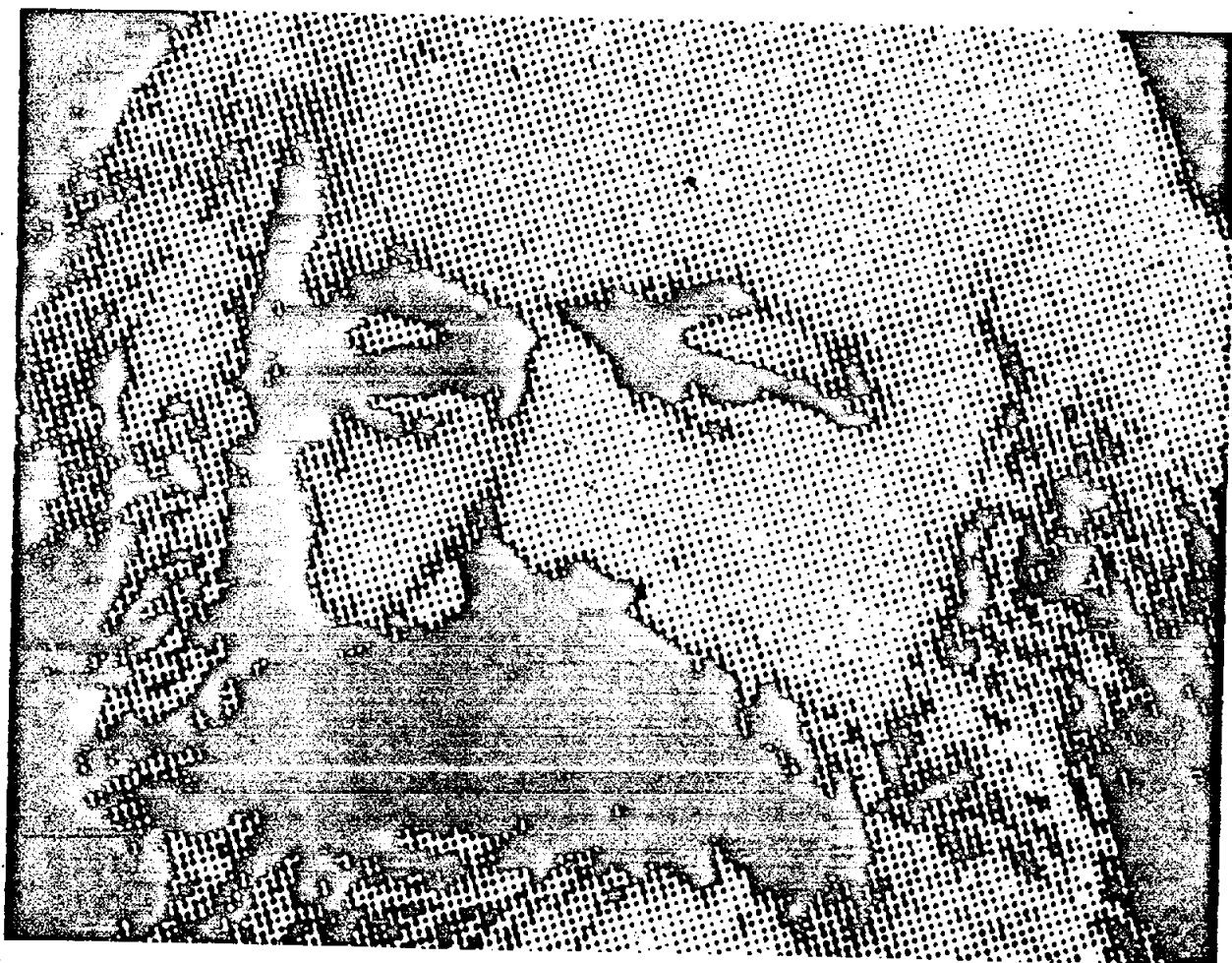
El tret dominant d'aquest gran conflicte és la capacitat d'ofuscació de què cadascun dona proves. Masses d'homes amb un entusiasme ingenu, esperits distingits amb una gran fe, han pogut ignorar, minimitzar, evitar de veure, el cost humà de les revolucions somniades esdevingudes reals.

Però d'altres masses, d'altres homes que avui no tenen a la boca més que llibertat han vist Hitler, Mussolini i Franco, com a campions d'Occident. Jutjant avui l'Europa de l'Est, quanta gent —ho he constatat entre els estudiants— ha oblidat que aquests països, en els anys 30, vivien en una completa estagnació, i sota Horty o Codreanu. És cert que Txecoslovàquia n'era l'excepció. Sabem què li va passar. Certament, les responsabilitats dels uns no en justifiquen les dels altres. Però una **història raonada** —definició del marxisme per Schumpeter— no «justifica» pas. **Explica.**

I mira de no oblidar l'essencial. En un article que va passar massa desapercebut, un sociòleg de Tunísia, Sfiaïh, de la Universitat de Montreal, suggeria als seus lectors de preguntar-se si llurs discursos, llurs controvèrsies, llurs exigències filosòfiques o llurs escrúpols morals no concernien pas solament a les capes més afavorides dels països més rics. Per a la major part del món, els «drets de l'home» són el dret de menjar, de treballar, d'atendre's, d'aprendre a llegir. I, si mirem bé els països que, a partir d'aquest nivell, han resolt la qüestió, són aquells que han fet la revolució, i una revolució marxista-leninista. Ara bé, les malediccions es reserven solament per a ells.

Reflexionant sobre aquest article, torno a aquell ministre espanyol que havia dit: la democràcia és per damunt dels 1.000 dòlars per càpita. I evoco aquell indi que havia baixat dels Andes, que vaig veure, assegut en una voravia de Lima, «guanyar-se la vida» venent als vianants el text... d'una «reforma agrària». «Desitjo als cubans que han volgut deixar l'Havana per Lima que siguin d'una altra mena que ell!

Jo havia projectat, en començar aquesta comunicació, examinar també, per una confrontació amb el marxisme, alguns mètodes de «ciències socials» o de «ciències humanes» que he tingut ocasió de conèixer. I també —amb totes les reserves, atesa la meua escassa competència— certs problemes interns de les revolucions marxistes-leninistes que han fet córrer molta tinta, sense donar-nos gaire la impressió d'una informació real, concreta, i d'una anàlisi teòrica justificada. En aquests dos terrenys, hauria estat més crític que constructiu, hauria preguntat més que respost. No emprendre pas una tasca, doncs, que seria massa llarga pel que hom en pot esperar. Aquest col·loqui en les discussions, o eventualment un altre encontre, em permetran potser d'omplir aquestes llacunes de l'exposició anunciada, per les quals em disculpo.●



Història econòmica, història de la cultura material, arqueologia industrial.

La història té una orientació marcadíssima, gairebé irresistible, envers la utilització de documentació escrita com a primera matèria bàsica, i fins i tot única, per als seus estudis. En realitat, pot defensar-se en el fet que ha deixat de ser un gènere literari per transformar-se en una disciplina científica justament quan ha estat capaç de dotar-se d'un conjunt coherent i sistemàtic de regles per a l'establiment dels fets del passat a través de l'anàlisi dels documents escrits. Les virtuts del mètode crític i l'afició al testimoni escrit han resultat, d'altra banda, bons instruments per a l'alimentació de l'actitud reverencial d'un gran nombre d'historiadors, àdhuc dels que es dediquen professionalment al conreu d'aquesta ciència, cap al fet singular i únic.

Si la història tradicional s'ocupava dels reis i de les batalles, de les grandeses dels pobles i de les nacions, una gran part de la historiografia moderna continua ocupant-se, ni que sigui en terrenys distints —el de la "història social", per exemple—, de la recerca d'herois i d'heroïcitats. Es tracta més de glorificar que d'analitzar i explicar. No hi fa res quin hagi de ser el signe d'allò que es considera extraordinari, des del moment que aquest caràcter li és imputat precisament per aquell qui el descriu. Situats en aquesta perspectiva, la ciència històrica no hauria de fer altra cosa que conservar, i eventualment renovar amb les incorporacions pertinents, el capital d'heroïcitats, o si més no de singularitat, d'una determinada col·lectivitat. Conservar o recuperar, com s'ha dit entre nosaltres, la "memòria popular".

Enfront d'aquests mètodes habituals, la història econòmica s'orienta exactament en la direcció contrària. No es tracta tant d'aïllar el fet divers com de valorar el fet comú, les decisions i el càlcul dels homes en el context d'uns determinats condicionaments socials. La via adequada per aconseguir-ho passa, en comptes de remarcar l'excepcionalitat d'un sol fet, per analitzar les uniformitats i les homogeneïtats dins dels mecanismes de l'activitat productiva, de la distribució i del consum. El procediment òptim per fer-ho consisteix en el tractament de grans masses de dades quantitatives o bé, en absència o escassetat d'aquestes, en la recollida de testimonis directes o indirectes i l'acurada valoració de les informacions que proporcionen.

Dins d'aquest context, l'estudi dels instruments de treball i d'altres objectes materials, llur anàlisi tipològic-comparativa i el coneixement de la seva difusió en el temps i en l'espai constitueixen l'única forma de completar la informació escrita que

habitualment utilitza l'historiador a través dels llibres, fullets, opuscles, diaris o qualsevol altre tipus de fonts impreses o bé a través dels manuscrits conservats en els arxius. Cal afegir-hi, encara, que les fonts materials presenten evidents avantatges respecte a les fonts escrites, ja que aquestes ens han arribat normalment filtrades en el garbell de l'òptica peculiar dels "fedataris" contemporanis, quasi sempre d'extracció urbana i d'escassa sensibilitat envers el món rural. A més, els testimonis de l'època sovint només enregistren els esdeveniments que consideraven extraordinaris, tals com tractes, contractes, matrimonis, naixements, defuncions, fets polítics o culturals transcendents, etc., però menyspreuen les dades culturals de base, els fets "corrents". En definitiva, els documents escrits deixen enormes buits en tot allò que es refereix a les formes de vida social en el món rural i a les tècniques i l'utilitatge que li són propis.

És justament en el camí de la recerca dels mitjans que permetin entendre aquestes activitats absolutament bàsiques, com també absolutament comunes, de les societats pre-industrials del passat, on s'adverteix la importància que li pertoca a la història de la cultura material. Aquesta disciplina auxiliar de la història econòmica —creada i desenvolupada, de fet, a iniciativa de Lenin, per decisió del qual va ser creada, l'any 1919, al nou Estat soviètic, L'Acadèmia Nacional d'Història de la Cultura Material— es distingeix per la seva decidida inclinació cap a l'estudi dels aspectes materials dels processos històrics. Se serveix, a la manera de l'arqueologia i de l'etnologia, dels objectes materials del passat que han estat conservats i de llur anàlisi tipològica. La seva finalitat no és altra que la de mesurar el nivell tècnic de la producció i explicar les característiques materials de l'activitat econòmica de l'home.

Evidentment, el coneixement precís de les tècniques productives d'una determinada societat és la base imprescindible per valorar-ne l'eficàcia econòmica, que condiciona el funcionament de tot el sistema. Per tal d'assolir l'esmentat objectiu, la història de la cultura material es val de la tècnica arqueològica i de tots els procediments que li permeten reconstruir les condicions materials de la vida dels homes, incloent-hi aspectes com l'estudi dels habitatges i de l'urbanisme o l'anàlisi de les formes d'explotació de l'espai agrari, així com les de la utilització dels boscos i dels cursos fluvials.

Per un altre cantó, també la historiografia europea occidental s'ha abocat recentment a l'obertura de camins semblants. En especial, l'escola francesa dels Annales ha preconitzat, d'acord amb la manera de fer

UN PROBLÈME DE TEMPS

par Eric Vigne

Personne n'a voulu recopier l'architecture braudélienne d'une histoire à trois étages. A qui la faute ?

C'était en 1962. Fernand Braudel entendait justifier auprès de ses lecteurs le plan de son manuel scolaire (*Le monde actuel. Histoire et Civilisations*) à l'usage des frais bacheliers : « A des degrés divers, l'actualité prolonge d'autres expériences beaucoup plus éloignées dans le temps. Elle se nourrit de siècles révolus. La vie des hommes implique bien d'autres réalités qui ne peuvent prendre place dans ce film des événements : l'espace dans lequel ils vivent, les formes sociales qui les emprisonnent et décident de leur existence, les règles éthiques, conscientes ou inconscientes, auxquelles ils obéissent, leurs croyances religieuses et philosophiques, la civilisation qui leur est propre. Ainsi, un passé proche et un passé plus ou moins lointain se mêlent dans la multiplicité du temps présent : alors qu'une histoire proche court vers nous à pas précipités, une histoire lointaine de longue durée nous accompagne à pas lents ». Cette respiration lente est celle des civilisations fabuleusement vieilles mais qui persistent à revivre en chacun d'entre nous et nous survivront longtemps encore. Qui donc oserait prétendre dès lors que les civilisations sont mortelles ? Les civilisations — qui sont des espaces, des sociétés, des économies, des mentalités collectives, bref des *structures* (« contraintes exercées sans fin par les espaces, les hiérarchies sociales, les « psychés » collectives, les nécessités économiques, toutes forces profondes peu reconnaissables cependant à première vue ») — ne sont, concluait Braudel, « ni

une économie donnée, ni une société donnée, mais ce qui, à travers des séries d'économies, des séries de sociétés, persiste à vivre en ne se laissant qu'à peine et peu à peu infléchir ».

Les propédeutiques retrouvaient ainsi la classique construction en étages (*structure, conjoncture, événement*) de la thèse sur la Méditerranée (1946) : une histoire quasi immobile, *géographique*, de l'homme dans ses rapports avec le milieu qui l'entoure, faite souvent de retours insistants, de cycles sans cesse recommencés. Au-dessus de cette histoire immobile, une histoire *sociale* des groupes et des groupements (les économies, les Etats, les sociétés, les civilisations) lentement rythmée ; enfin, sous les combles, l'histoire *événementielle* à la dimension de l'individu ballotté par ses oscillations brèves, rapides, nerveuses. Trente ans encore, et Braudel réaménage ses appartements dans *Civilisation matérielle, Économie et Capitalisme*. Au ras du sol, une « zone épaisse », la vie matérielle,

« l'activité élémentaire de base, l'autosuffisance, le troc des produits et des services dans un rayon très court ». Au-dessus de ses structures du quotidien, l'activité économique qui en sourd, les jeux de l'échange ; au-dessus, enfin, de la vaste surface des marchés logent des hiérarchies sociales actives qui font l'histoire des flux et des reflux des dominations à l'échelle internationale. Ce temps du monde est « le domaine par excellence du capitalisme. Il s'y loge, il y prospère ». En surface corrigée, le locataire de Braudel s'y retrouve : le temps géographique est à sa manière le temps de la vie matérielle, marqué par la limite qui s'établit à chaque époque entre le possible et l'impossible, ce que veulent les hommes et ce qui leur est refusé faute d'avoir su domestiquer la nature ou lever les obstacles démographiques ; le temps social anime le marché, quand l'économie commence au seuil de la valeur d'échange et que s'agrégent, s'activent les grandes compagnies ou les classes marchandes, oeuvrant pour leur propres intérêts et ceux des métropoles économiques dominantes. Seul le temps de l'individu est remis à l'office : tel un sommelier, il annonce ce qu'il y a à la cave ; les mille petits faits des individus témoignent « pour des milliers d'autres qui traversent les épaisseurs de temps silencieux et durent ».

De cette construction, Braudel demeure à ce jour le seul architecte. Nul n'a su, n'a pu ni n'a voulu en recopier les plans ou reconstruire à l'identique sur d'autres terrains. Les disciples, à quelques notables



exceptions près — tels, bien sûr, Huguette et Pierre Chaunu dans leur thèse sur Séville et l'Atlantique — ont tourné le dos aux horizons planétaires pour arpenter qui une province, qui un village. Ils ont pris leurs appartements au rez-de-chaussée de la longue durée. Le cas de Le Roy Ladurie, disciple de Braudel et son successeur au Collège de France, pourra servir d'exemple : plaçant sa leçon inaugurale sous les bons auspices de « l'histoire immobile », il déclarait alors n'avoir d'intérêt que pour l'économie-société traditionnelle, cet équilibre général qui aurait perduré de 1300-1320 à 1720-1730 : « Un peuple de paysans pendant douze à treize générations s'active et se reproduit en fonction d'une enveloppe de possibilités numériques dont les contraintes sont inexorables. Ce qui m'intéresse, c'est le non-développement des masses innombrables ; quant aux accomplissements de l'élite, ils se situent à un niveau plus élevé, à part. Ils n'ont vraiment d'importance que dans les perspectives d'une bruyante minorité ». L'histoire immobile des contraintes éco-démographiques, illustrée par la thèse sur les paysans du Languedoc, rétrécit aujourd'hui son champ à l'histoire des mentalités — ces « prisons de longue

durée » aime à dire Braudel —, à Montailou, à Romans ou bien encore à Celle-neuve, chez l'abbé Fabre, aux portes de Montpellier. A la brève lueur d'un événement, on cède aux charmes de la structure. Les historiens des *Annales* ont misé tous leurs gains d'intelligibilité sur l'analyse des

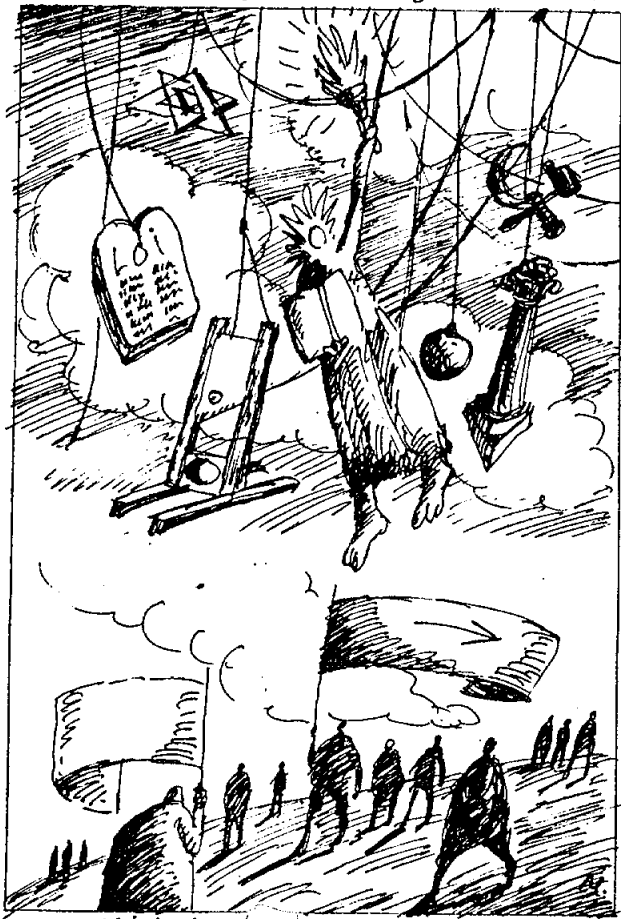
La longue durée ne serait-elle qu'un artifice de narrativité ?

systèmes plutôt que sur l'histoire des changements, sur l'étude des possibilités de croissance dans un système donné plutôt que sur le marquage des ruptures des systèmes. La grammaire générale braudélienne des civilisations, ses conjugaisons plurielles des économies et des sociétés, l'ont trop souvent cédé à la syntaxe particulière (la civilisation rurale) et à une temporalité figée (l'Ancien Régime).

A qui la faute ? A un manque d'érudition ? Mais les historiens des *Annales* ont eux aussi de vastes curiosités et les savoirs découvrent des horizons planétaires si les histoires particulières sont corrélées les unes aux autres. Faut-il alors incriminer une illusion d'optique, les disciples ayant

cru au mirage de l'apparente immobilité de l'histoire ? Dans les *Jeux de l'échange*, Braudel refuse de « croire les yeux fermés à une immobilité totale de l'histoire paysanne. Oui, le paysage de tel village n'a pas changé de Louis XIV à nos jours. Identité des champs, des maisons, des bêtes, des hommes, des propos, des proverbes... Oui, mais que de choses, que de réalités n'ont cessé de changer ! Toute longue durée se brise un jour ou l'autre, jamais d'un seul coup, jamais dans sa totalité, mais des cassures interviennent ». Les disciples de Braudel ne sont d'ailleurs pas tous — loin s'en faut — des historiens du Moyen-Age ou de l'époque moderne. Et faut-il pour être disciple nécessairement décalquer le maître ? Les disciples de Braudel et de ses maîtres (Marc Bloch et surtout Lucien Febvre) se reconnaissent à l'ouverture de

leurs problématiques aux interrogations, aux notions et concepts des autres disciplines, à leur volonté, quels que soient la période ou le sujet, d'articuler des systèmes, de tracer (inégalement) des variations comme des stagnations, de restituer des conjonctures et des écarts, de prendre la mesure d'un temps social. Braudel aura donc autant fait école par ses travaux que par la sélection de talents qu'il opéra, grâce à sa position institutionnelle (directeur des *Annales*, président de la VI^e section de l'Ecole Pratique, puis de la Maison des Sciences de l'Homme, bientôt Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales). A tous, il a prodigué conseils, idées, impulsions, orientations — voire une stratégie et une idéologie de groupe, selon Hervé Coutau-Begarie. Pouvait-il d'ailleurs leur donner plus ? L'historien américain J.H. Hexter en a douté, qui fait du temps long l'idiosyncrasie du moi braudélien. Relevant dans le classique article de 1958 sur la longue durée (1) les trois phrases concernant la rédaction de la *Méditerranée* au stag de Lübeck (« J'ai personnellement, au cours d'une captivité assez morose, beaucoup lutté pour échapper à la chronique de ces années difficiles (1940-1945). Refuser les événements et le temps des événements, c'était se mettre à l'abri, pour les regarder d'un peu loin, les mieux juger et n'y point croire »), Hexter conclut que Braudel inventa le temps long par refus de l'étrange défaite ; alors que Sartre, en regard — le Sartre des *Questions de méthode* semble-t-il — aurait célébré dans l'événement le lieu essentiel de l'engagement existentiel. Mais Hexter prête à l'auteur des *Mouches* une activité de résistance et une expérience du qui-vive de la clandestinité absolument imaginaires. Et il ignorait à l'époque de sa démonstration le final proustien des *Structures du quotidien*. Dès lors que le narrateur ne s'appelle pas Marcel mais Fernand, le simple pavé d'une cour, à l'encontre du *Temps retrouvé*, ne suffit plus à la révélation récurrente de la structure d'une oeuvre. Un village n'est pas de trop : « Ce petit village de Lorraine où j'ai grandi enfant, était encore à l'heure d'un clocher très ancien : ma maison elle-même avait été reconstruite en 1806, l'année d'Iéna, et dans le ruisseau au bas des prés, jadis on rouissait le chanvre. Il me suffit d'y penser et ce livre s'ouvre à nouveau pour moi ». Voilà qui étonnera de la part d'un historien qui prétendait, il n'y a guère, préfaçant *Le Bouclier d'Athéna* de Jean Duché, s'efforcer « d'être un historien hors du jeu, hors de mes passions et de mes tentations de tout ordre ». Il n'empêche : les motivations personnelles du temps long — réelles assurément —



Histoire sociale

ne suffisent pas — d'autres théories le prouvent — à en limiter l'usage à son seul promoteur.

Si l'œuvre de l'architecte est demeurée unique, c'est plutôt, comme l'a pertinentement rappelé Jacques Revel (les *Annales*, 6, 1979), qu'il y eut, au fil des trente dernières années, un changement de paradigme. Durkheim prétendait, à l'aube du siècle, faire de la sociologie la science sociale unifiée permettant, par sa magnanimité réconciliatrice, aux différentes disciplines qui viendraient y aboutir d'accéder à un statut scientifique. Bloch et Febvre relevèrent le défi en promouvant une *histoire-problème*, inscrite, à la différence de la sociologie, dans la *durée*. Bloch affirmait que « le temps de l'histoire est le plasma même où baignent les phénomènes et comme le lieu de leur intelligibilité » (*Apologie pour l'histoire*). Ce temps est un continu et un perpétuel changement. « De l'antithèse de ces deux attributs viennent les grands problèmes de la recherche historique ». Au paradigme durkheimien de l'unification des sciences sociales et de la réorganisation disciplinaire se substitue alors le paradigme annaliste de la *collaboration* disciplinaire, de l'interdisciplinarité. Relisons Braudel dans l'article manifeste de 1958 : au milieu de la « crise générale des sciences de l'homme accablées sous leurs propres progrès », l'histoire est « une des possibilités du langage commun en vue d'une confrontation des sciences sociales. Qu'il s'agisse du passé ou de l'actualité, une conscience nette de cette pluralité du temps social est indispensable à une méthodologie commune des sciences de l'homme ». Et encore, plus tard : « L'histoire est, si l'on peut dire, l'un des métiers les moins structurés de la science sociale, donc l'un des plus flexibles, des plus ouverts... Si l'histoire omniprésente met en cause le social dans son entier, c'est toujours à partir de ce mouvement même du temps. L'histoire dialectique de la durée est étude du social, de tout le social ; et donc du passé et donc aussi du présent ». La génération des disciples de Braudel connut l'éclatement à la base du paradigme du maître : les sciences de l'homme dans les années soixante perdent, en effet, leur référent fondateur. L'homme n'est plus un donné concret en situation historique (« L'histoire, science des hommes dans le temps », disait Bloch), il devient un construit historique, daté par les déterminations idéologiques des discours et des pouvoirs particuliers qui en firent par stratégie leur figure centrale. Aux disciplines,



on entend substituer des pratiques. L'histoire cherche dès lors moins à regrouper les autres sciences sociales qu'à rassembler les histoires particulières, à retrouver des concepts fondateurs ou des objets définissables. Le temps braudélien, empruntant à l'histoire économique et à ses pionniers (Simiand, Labrousse) les structures comme les conjonctures, se déployait à l'horizon des civilisations, se mesurait à l'aune du monde. On ne pouvait retrouver ce temps perdu dans l'espace borné des provinces et des villes, encore moins dans celui d'une pratique quelle qu'elle soit (alimentaire, discursive, etc.). Car le temps braudélien est un paradigme, mais aussi un objet : l'histoire multinationale des civilisations. De la *Méditerranée* à la *Civilisation matérielle*, la longue durée est toujours par essence une pesée du monde, une évaluation des biens — culturels ou matériels —, une mesure de leur échange. Par ses objets — les cycles, les divisions de la vie économique, les faisceaux de hiérarchies sociales, le rôle des minorités dominantes et des refus culturels — le temps braudélien est le temps de notre civilisation, il nous raconte donc une histoire, celle notamment du capitalisme.

Mais encore... Paul Ricoeur rappelle que le temps devient temps humain dans la mesure où il est articulé sur un mode narratif, et que le récit atteint sa signification plénière quand il devient une condition de l'existence temporelle. Aussi toute histoire est-elle narrativité et le temps long braudélien n'échappe aucunement à cette mise en intrigue : la notion de « trend » (tendance séculaire) peut bien occuper la place de l'intrigue classique, la longue durée finit toujours par nous raconter, comme la chronique événementielle, une histoire : hier « la lente avancée, la marche retardée de l'événement majeur : le retrait de la Méditerranée de la grande

histoire » ; aujourd'hui la mondialisation de l'économie et de la crise du marché. Dans les deux cas, dit Ricoeur, « c'est à nouveau la fragilité des œuvres humaines qui passe au premier plan et avec elle la dimension dramatique dont la longue durée était censée délivrer l'histoire ». Serait-ce le fin mot de l'histoire ? La longue durée ne serait-elle qu'un artifice de narrativité ? Braudel justifiait les trois plans de la Méditerranée comme « les moyens d'exposition », et ceux de la *Civilisation matérielle* par l'absence de répétitions qu'ils autorisaient. Mais ce dernier schéma tripartite est « devenu la table de référence d'un ouvrage délibérément conçu en marge de toutes les théories ». On pense au pauvre Marx traînant son interminable *Capital* et s'excusant auprès de ses lecteurs de commencer par la marchandise, l'ordre d'exposition ne pouvant refléter l'ordre des investigations. Avec la longue durée, Braudel affirme résoudre ces problèmes puisque le plan de l'ouvrage refléterait le mouvement même de l'histoire : un capitalisme qui n'a jamais été par phases successives marchand, industriel, financier puis monopoliste, mais qui, au travers des grandes mutations, a toujours su choisir une forme plutôt qu'une autre, concurremment ou différemment, afin de rester pour l'essentiel semblable à lui-même en se maintenant par le changement. Voilà donc le mouvement réel reflété par le mouvement d'exposition. A moins que la longue durée ne soit une ruse du capital dans l'histoire afin de dicter à un historien désormais « immortel » la table des matières contemporaines de son roman familial : le temps long ou tel qu'en lui-même l'éternité le change ? ■

(1) Article intitulé « La longue durée » et publié dans *Les Annales*, 1958. Repris dans *Écrits sur l'Histoire*.

Stalin i la qüestió nacional

Nous Horitzons nº 62 abril 1980 pp. 11-13

Vilar assegura que un article de Stalin del 1904 és una aportació fonamental històricament i teòrica, l'esperit del qual a més, fa remuntar al Manifest Comunista (el proletariat s'ha de constituir en classe nacional). Per tant no és cert com algú ha pretès que el 1912 es confia a Stalin per "atzar" un estudi sobre la nació. Sobre l'article de 1913 comenta que cada terme de la seva famosa definició de nació obre a l'historiador unes vies de recerca i es pregunta "si els qui parlen de les "apories" del marxisme en matèria nacional o dels desmentiments de la història als criteris stalinistes han llegit bé Stalin o han observat bé la història". En definitiva, a partir d'aquests dos articles de Stalin podem "tronar a trobar el camí, avui molt obstruït, vers una teoria històrica de la nació".

Crisi del marxisme?

Nous Horitzons nº 65 setembre 1980 pp. 7-19

Vilar fa un repàs als diversos punts qüestionats del marxisme i a algunes de les seves línies de força, aturant-se un moment en la qüestió nacional. L'article és interessant com indicatiu d'un tipus de resposta davant la "crisi" i per palesar-nos el pensament de Vilar.

La ruptura democràtica i l'Estatut del 1932

Nous Horitzons nº 28 1º i 2º trimestres de 1974 pp. 38-45

Text eminentment polític en el qual es reivindica el dret a l'autodeterminació i l'estatut del 32 com a pas intermig. Es fan algunes consideracions sobre la classe obrera, l'internacionalisme i el fet nacional.

El primer col.loqui de "Recerques"

Nous Horitzons nº 29 3º i 4º trimestres de 1974 pp. 54-7

Ressenya elogiosa. Es destaca la nova valoració del protagonisme popular en la lluita per l'afirmació de la personalitat històrica de Catalunya i la necessitat d'inserir la història del moviment obrer en la història integral de la societat i no reduir l'estudi als patits polítics. Es fa especial esment a la ponència de Jordi Maluquer.

Una llengua, una cultura, un congrés

Nous Horitzons nº 30 2º i 3º trimestres de 1975 pp. 4-7

S'afirma que estem participant en un procés de ressorgiment de la identitat col·lectiva catalana i se solidaritza amb la convocatòria per Congrés de Cultura Catalana.

La normalització del català modern, un aspecte de la lluita per la democràcia

Nous Horitzons nº 29 3º i 4º trimestres de 1974 pp 58-68

Després de fer un breu repàs a la problemàtica del català des de 1714, Vallverdú conclou que no és imprescindible l'existència d'un Estat per endegar una política de planificació lingüística, però si que la normalització lingüística està en estreta relació amb la lluita per la democràcia.

Moviment obrer i qüestió nacional

Nous Horitzons nº 32 2º i 3º trimestres 1976 pp. 31-8

Intervenció a l'Assemblea general de tot l'estat de CCOO.
Es parla de fet nacional i regional, es condemna el separatisme i
s'assegura la incapacitat de la burgesia per presidir la lluita na-
cional-com ha quedat palès a la història. Els treballadors i les for-
ces progressistes són els únics que poden solucionar la qüestió.

Per una política lingüística democràtica

Nous Horitzons nº 33 abril 1977 pp. 39-44

Es declara partidari de l'oficialitat plena del català i d'una cooficialitat a nivell federal, però sempre respectant els orígens culturals de l'immigrant. Cal fugir-conclou-de tota política que fomenti la cristallització de minòries ètniques estables.

La política marxista, és conscientment cultura?

Nous Horitzons n° 37 Octubre 1977 pp.3-12

En un moment de l'article, Comín assenyala que cal una discussió àmplia sobre el materialisme històric i dialèctic, feta amb fluïdesa, tot sabent que els conceptes teòrics també són resultat de les tasques de classe i que la classe no és una estructura immòbil.

Andreu Nin "El moviment d'emancipació nacional" París 1970

Nous Horitzons n° 36 octubre 1977 pp.77-8

Remarca l'absència en Nin del dogmatisme i sectarisme que presideix l'època i assegura que les formulacions de la teoria leninista de les nacionalitats serveixen per explicar moviments històrics de fons al nostre país.

Autonomia i Constitució

Nous Horitzons nº 36 octubre 1977 pp.27-38

Article centrat en la problemàtica de la institucionalització de l'autonomia en el marc de la Constitució. Considera l'Estat federal com a punt d'arribada i l'autonomia com a punt de partida. Defensa uns estatuts elaborats des de la base i que permetin futures confederacions (Euskal-Herria, PPDC...)

La crisi de l'estat unitarista a Espanya

Nous Horitzons nº 35 juny 1977 pp.3-12

L'autor analitza la crisi fiscal de l'Estat, que qualifica d'"expressió concreta de la crisi del capitalisme monopolista de l'Estat", aturant-se amb detall en el cas espanyol, per acabar reivindicant un federalisme econòmic que impel·leixi un creixement conjunt de l'economia de les diverses regions i nacionalitats i una profunda reforma fiscal.

Introducció: la raó d'aquest número

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp.3-5

Introducció al monogràfic dedicat als PPCC. Presenta així la postura del PSUC: els PPCC són una realitat que conté elements nacionalitaris, però a la qual no existeix avui una consciència nacional única. Com a perspectiva de futur plantegen el dret d'autodeterminació de tots i cadascun dels PPCC.

Els Països Catalans en hibernació?

Nous Horitzons n° 42 abril 1978 pp.50-51

Front a posicions "impacients i idealistes" que feien dels PPCC ja una nació constituïda, proposa actituds "conseqüents i realistes" que sense oblidar la unitat històrica i cultural, no donin peu a exaltacions estèrils.

Atur i crisi de civilització

Nous Horitzons nº 40 Febrer 1978 pp.41-6

Situa la crisi del marxisme dintre la crisi general de civilització i com Althusser, amb una cita del qual acaba, creu que és una crisi de transformació.

Comunistes i catalans

Nous Horitzons n° 38 Desembre 1977 pp. 31-7

Riera assenyala com front el centralisme, l'autonomia va esdevenir una opció de primer ordre i com sota el franquisme les aspiracions autonòmiques foren a Catalunya un dels eixos interclassistes més vinculants. Conclou assegurant que caldria aprofundir més en "el caràcter socialista que té la nostra opció nacional" i cridant a un estudi rigorós de les posicions dels clàssics i dels marxistes catalans ~~en~~ dels anys 30.

El moviment obrer i la recuperació nacional al País Valencià

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp.86-104

De CCOO. Crítica els plantejaments independentistes, però assenyala que el nacionalisme és una part inseparable de l'actual lluita dels treballadors per la seva emancipació. Assegura que gràcies a les organitzacions obreres, els treballadors viuen un "valencianisme obert i profund, racional i concret".

MUÑOZ, Gustau

"Anticatalanisme" i recuperació nacional al País Valencià

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp. 70-77

Dirigent del PCPV. Els PPCC són un projecte de futur, però abans cal fer el País Valencià: inculcar a les masses una nova consciència del que significa ser valencians.

Països Catalans: de la definició a la @nstitució

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp.26-31

La realitat cultural no té encara una traducció política, però la recuperació de les respectives identitats és un avenç cap a un re-trobament comú. Proposa entre els respectius partits comunistes una coordinació orgànica efectiva ple que fa altreball cultural i també, empènyer els òrgans de govern autonòmics a col.laborar en problemes comuns. Per això critica la prohibició de la Constitució a establir federacions de comunitats.

La catalanitat de les Illes

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp. 45-49

Dirigent del P.C. illenc. Explica l'evolució de postures del seu partit cap a la visió que enuncia el títol. També es mostra partidari d'establir col.laboracions interautonòmiques, com a únic camí cap a una consolidació dels PPCC.

PALOMARES, Antonio

Sobre el País Valencià

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp. ~~86-104~~ 105-12

Secretari general del PCPV. Parla de "fet nacional valencià".
Escriu: "El concepte de Països Catalans, la catalanitat dels valencians,
jo crec que objectivament no existeix, no s'accepta".

Dues versions sobre la cultura catalana: l'"oficial" i la dels immigrants

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp. 123-34

Sobre la base del treball que està elaborant l'equip format per l'autora, A. Izquierdo, R. Junyent i F. Miguélez. Es defensa l'existència de dues visions de la cultura i la nació catalanes: la que qualifica d'"oficial" ~~xxxxxx~~, que fa sorgir de la tradició romàntica alemanya i que es caracteritzaria per identificar nació i llengua i proposar una òptica essencialista; i la dels immigrants, els quals articulen la lluita per les reivindicacions nacionals amb la lluita contra d'altres classes per aconseguir les institucions democràtiques, i vinculen la cultura a l'ètnia o a la geografia sinó a l'educació i a la forma de produir. Com és habitual, acaben cridant contra la diglòssia i a favor del bilingüisme.

El PSUC i la lluita per la recuperació de la llengua catalana

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp.135-40

Destaca la tasca feta pel PSUC, especialment entre la immigració, i defineix així la seva porposta de cooficialitat: "L'oficialitat predominant però no exclusiva del català".

El "perill" de la federació

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp. 141-2

Critica la prohibició de la Constitució a establir federacions entre comunitats autònomes. Prohibició inútil, afegeix, perquè la unió política dels PPCC no és per al futur immediat, sinó un projecte de lenta i delicada cristallització.

CASTELLANOS, Rafael ; GUARDIOLA, Cales-Jordi ; TUBELLA, Imma i VINYA-MATA, Eduard

Bibliografia sobre els PPCC

Nous Horitzons nº 47-8 Octubre-novembre 1978 pp.143-53

Sèrie de ressenyes. Idees i comentaris a destacar: l'evolució econòmica d'aquests darrers anys no ha fet més que augmentar l'afinitat econòmica entre els diversos PPCC; crítica al "Resum d'història del PPCC" de Soldevila-Coll i Alentorn per massa circumscribit al Principat; qualifiquen el de Jordi Moners com de síntesi útil per a l'escola; comenten respecte al dossier de "Taula de Canvi" que els tres eixos interpretatius dels PPCC tal vegada ara només siguin dos; de Ribó diuen: "defineix el corrent catalanista (no independentista) del PSUC, encara que la política nacional d'aquest partit resulta molt més moderada i confusa"; i conclouen que els PPCC han deixat d'ésser una polèmica per a intel·lectuals per passar a ésser una qüestió estrictament política i nacional. La frontissa: el debat sobre els PPCC d'octubre de 1976